

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 D.R.; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM; Belgique, 10 sch.; Danemark, 2 kr.
Espagne, 25 pes.; France, 20 F; Grèce, 18 dr.
Irlande, 48 rps.; Italie, 200 L; Japon, 120 y.
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,70 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 200 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts.; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 10
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CÉDEX 69
C.C.P. 4397-25 Paris
Tél. Paris n° 630672
Tél. : 246-72-23

CIVILE AU LIBAN

Les combats auraient fait
plus de mille cinq cents
tués en trois jours

LIRE PAGE 3

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Le ministre libanais de l'Intérieur, M. Elias Hraoui, a déclaré que les combats civils au Liban ont fait plus de mille cinq cents tués en trois jours.

Les troubles d'Amérique latine

Une tentative de rébellion au Pérou
est maîtrisée

L'Argentine boute de souffler

Le ministre argentin de l'Économie, M. José Martínez de Hoz, a déclaré à la presse que le gouvernement avait obtenu de nouvelles facilités bancaires et, vraisemblablement, des crédits d'investissement. Le parti socialiste a protesté contre la visite, estimant qu'elle revenait, pour le gouvernement, à accepter les assassinats, la suppression des libertés et l'abolition de la terre.

Il est vrai que, depuis le renversement de la présidence Isabel Aron, le 24 mars dernier, et l'arrivée au pouvoir d'une équipe militaire présidée par le général Videla, la situation ne s'est guère améliorée en Argentine. Asses des accusations ont été portées contre la corruption et de la faillite économique, la prise du pouvoir par l'armée n'a permis de résoudre aucun des problèmes qui assaillent ce pays à bout de souffle.

Sur le plan économique, personne ne s'attendait à des miracles après des mois de hausses de prix. Le nouveau gouvernement paraissait néanmoins résolu à renouer le rythme de l'inflation et à passer d'une économie de spéculation à une économie de production. Le « plan économique » annoncé au début du mois d'avril et prévoyant un retour à la libre entreprise n'a donné aucun résultat. La dette extérieure argentine est aujourd'hui de 10 milliards de dollars. L'inflation atteint 350 % par an et le pouvoir d'achat des travailleurs a chuté de moitié.

Incapables d'obtenir le concours volontaire des syndicats et de faire accepter aux salariés les sacrifices nécessaires, les militaires, d'abord conciliants et modérés dans leurs déclarations, ont fini par recourir à la répression, visant ainsi aux pressions des secteurs les plus conservateurs de l'armée et des grands intérêts agricoles, principaux bénéficiaires de la « nouvelle ligne » économique. La plupart des organisations ouvrières ont été peu à peu placées sous la tutelle du pouvoir, et certains de leurs dirigeants ont été arrêtés. La presse est désormais soumise à un contrôle rigoureux. Au mois de juin, enfin, quarante-sept organisations de gauche ont été purement et simplement dissoutes.

Mais, s'ils n'ont pas réussi dans le domaine économique et social, les militaires ne sont pas non plus loin de la « parvenue » à rétablir un minimum d'ordre dans le pays, ce qui était leur objectif prioritaire. La violence politique paraît au contraire s'être déchaînée et a fait plus de six cents victimes en six mois. La guerrilla a enregistré de nombreux succès sporadiques, en province même, malgré une nuit phénicienne des opérations de razzia. De leur côté, la police officielle et les groupes d'extrême droite — notamment l'A.A.A. — se livrent à une sinistre concurrence en matière d'assassinats politiques, d'enlèvements et de tortures.

C'est pourtant sur ce terrain que le général Videla vient d'enregistrer un spectaculaire succès. Le nouveau chef de la police, le général Corbacho, nommé à la fin du mois de juin, après l'assassinat de son prédécesseur, s'était engagé — avec l'appui du président — à mettre fin aux « excès de la répression ». Les cadres de la police, exaspérés par un nouvel attentat attribué aux Montoneros (extrême gauche), l'ont obligé à démissionner.

Soumis aux pressions de plus en plus fortes des partisans de l'« ordre », le général Videla, s'il veut rester au pouvoir, paraît condamné aujourd'hui à n'être qu'un Pinochet de plus. Et l'Argentine, effectivement, un nouveau Chili.

TENSION A DJIBOUTI

Des affrontements entre partisans de M. Ali Aref
et membres de la L.P.A.I.
font dix morts et plus de cinquante blessés

Un accrochage à Djibouti entre membres de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), le principal parti de l'opposition, composé essentiellement de personnes d'origine somalienne et des militants de l'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.), le parti gouvernemental formé presque exclusivement d'Afars, a dégénéré, dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 juillet, en un violent affrontement tribal. Dix personnes ont été tuées, une cinquantaine d'autres blessées.

Selon le secrétariat aux DOM-TOM, une bagarre aurait éclaté devant l'une des permanences de l'U.N.I. dans le quartier II de Djibouti, l'un des plus sensibles de la ville en raison de la cohabitation des deux ethnies du Territoire.

Au cours des heures, des cocktails Molotov ont été jetés sur la permanence de l'U.N.I., provoquant un incendie. Les incidents se sont ensuite étendus à plusieurs quartiers, obligeant les forces de l'ordre à intervenir.

Couvre-feu de 20 h. à 5 h.
Le calme est revenu samedi matin, mais les tensions restent élevées. Les incidents se sont poursuivis dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 juillet, de 20 heures à 5 heures du matin.

Le 26 mai 1975, des heurts entre membres des deux grandes ethnies du Territoire avaient fait onze morts et plus de deux cents blessés. Selon la version officielle des incidents, une « affaire familiale » était à l'origine de l'affrontement. Mais la Ligue populaire africaine pour l'indépendance en avait rejeté la responsabilité sur des partisans de M. Ali Aref, chef du gouvernement du Territoire.

D'autre part, le 2 mai dernier, à Tadjourah, un militant du

Les conséquences de la sécheresse

M. Bonnet confirme que les industries alimentaires
connaîtront des « difficultés appréciables »

Alors que les organisations de salariés de l'agriculture et des industries agricoles s'inquiètent de plus en plus des conséquences de la sécheresse sur l'emploi, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a déclaré, le 10 juillet, dans une interview à Radio-France, que les entreprises de matériel agricole, les conserveries, les semouleries, les mairies, les laiteries et les sucreries « connaîtront des difficultés appréciables ».

De son côté, la Chambre de commerce de Paris estime, dans sa dernière lettre de conjoncture, que la sécheresse réduira d'au moins 0,5 % le volume de la production intérieure, ce qui ramènera le taux de croissance de cette année entre 5 et 6 %.

Les quatre secrétaires généraux des formations de la majorité, réunis le 9 juillet, ont pris acte des mesures arrêtées depuis plusieurs semaines par le gouvernement « et demandé » un véritable plan de mobilisation de nos ressources en eau « qui comprendrait une augmentation des dotations hydrauliques agricoles, d'alimentation en eau potable, et d'assainissement des communes ».

A Bruxelles, le commissaire européen chargé des questions agricoles, M. Pierre Lardinois, a assuré que la sécheresse ne fera pas monter les prix du pain, du lait, du sucre, de la viande dans le Marché commun, et a donné des indications relativement optimistes sur le résultat des prochaines récoltes.

Toutefois, sur le terrain, l'inquiétude des agriculteurs croît, notamment dans les départements d'élevage comme la Seine-Maritime.

I. — « Il faut neuf mois pour faire un viau »

De notre envoyé spécial

Rouen. — « Que faire ? Comment voulez-vous lutter contre une telle sécheresse ? Je me souviens de celle de 1921. C'était aussi dur que maintenant. Les vieux parlaient alors de 1893 : il avait fallu raser les haies pour donner les branches aux animaux qui étaient tellement affamés qu'ils poursuivaient les hommes chargés de ce travail ».

L'homme égrène ses souvenirs en déguisant un soda. La sobriété largement entamée, des yeux bleus délavés qui ont vu bien d'autres drames, M. Cocagne est un Normand prudent. La sécheresse, il ne la redoute guère pour son exploitation : « Ici, ça va encore », il a suffisamment de réserves de fourrage et d'autres aliments pour nourrir ses

laitières jusqu'au printemps prochain. Il s'inquiète au revanche pour les autres : un volon dont les pous sont morts étouffés par la chaleur ; un tel qui vend ses vaches pleines ; tel autre qui cède des terres pour avoir de l'argent frais.

ALAIN GIRAUDO.
(Lire la suite page 18.)

Fin de la session extraordinaire du Parlement
LA TAXATION DES PLUS-VALUES EST DÉFINITIVEMENT ADOPTÉE
La session extraordinaire du Parlement a pris fin samedi matin 10 juillet, les sénateurs ayant adopté le projet de taxation des plus-values (ainsi que les projets de réforme du code électoral et de création du repos compensateur) dans les mêmes termes que les députés. Les difficultés techniques et politiques nées de la discussion de ces textes — et tout particulièrement du premier — avaient conduit le gouvernement à organiser cette session extraordinaire qui s'était ouverte le 1^{er} juillet.
(Lire page 4.)

LA TÉTRALOGIE DU CENTENAIRE

Chereau à Bayreuth

Patrice Chereau est à Bayreuth. Pour le centenaire du Festival, il prépare avec Pierre Boulez l'« Anneau du Nibelung », enterré du matin jusqu'à la nuit, dans la nuit du grand théâtre vide.

D'abord, on n'attend que sa voix, son phrasé rapide, même en allemand. Et puis, on le distingue, signalé par une petite lampe derrière une table. On ne sait plus déjà que dehors le soleil éclate sur la route blanche à travers la forêt. Ici, les arbres poussent sur des charniers à rouilleries entre un rocher brun et un perron noir. Ici est le cercle magique où seuls pénètrent ceux qui chaque année redonnent une voix vivante au mort immense.

Wagner est un nom, un mythe, une dynastie. Un père-Eglise qui est son propre lieu de célébration, qui exulte dans chaque pierre, chaque dalle du bâtiment, qui « est » les bureaux et les coulisses, les loges, les ateliers, la cantine à terrasse, et cette fosse couverte qui cache les musiciens. Tout ne vit que de lui, pour lui, autour de lui, dans un mouvement calme, continu, redoutablement efficace. Chaque minute est calculée pour n'être pas perdue, les plans de travail rassemblent un « dispatching » d'un aéroport international.

Dans une salle de restaurant, Pierre Boulez répète avec l'orchestre. C'est lui qui a proposé Patrice Chereau au Festival, après avoir vu le *Lehr der Hölle* à l'Odéon, après avoir admiré le sens et le rôle donné aux

COLETTE GODARD.
(Lire la suite page 15.)

Après d'ultimes concessions

LA RAISON A TRIOMPHÉ A L'OPÉRA
(Lire page 15 l'article de J. LONCHAMPT.)

EVENUS ÉLEVÉS

Investissements

8,50. 11,60%

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

20 ans le SOM

APRÈS L'OPÉRATION D'ENTEBBE

LE DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le représentant de la France se garde de juger l'attitude de Kampala et de Tel-Aviv

Le Conseil de sécurité reprendra, lundi 12 juillet, le débat qu'il a ouvert, vendredi, sur la plainte des pays arabes membres de l'O.U.A. concernant le raid israélien à Entebbe. Le ministre israélien des affaires étrangères, à cette occasion, des versions totalement opposées de l'attaque. Le ministre kenyan des affaires étrangères a affirmé, pour sa part, que l'autorisation avait été donnée aux avions israéliens de se poser à Nairobi, uniquement pour des raisons humanitaires, parce qu'ils transportaient des malades et des blessés.

Nations unies (New-York). — La réunion du Conseil de sécurité, à la demande du président de l'O.U.A., a débuté vendredi 9 juillet par une discussion à huis clos, qui n'a pas duré moins de deux heures, entre les membres du Conseil. Cette discussion portait sur l'ordre du jour des travaux. La solution de compromis qui fut finalement adoptée affirme que le Conseil se réunira pour examiner la plainte soumise par l'O.U.A. concernant « l'acte d'agression » commis par Israël, les guillemets étant ceux du Conseil ne préjugeant pas le fond de l'affaire.

Le ministre des affaires étrangères de l'Ouganda, M. Juma Othman, a présenté, pour compte rendu des faits qui se sont déroulés entre le 27 juin — jour où l'avion d'Air France fut détourné — et le 11 juillet, date à laquelle les otages furent libérés par le commando israélien. De cette version ougandaise, il ressort que l'autorisation

Le représentant de la France, M. Lecompt, qui est le seul Occidental jusqu'à présent à être intervenu dans le débat, s'est gardé de prononcer un jugement sur l'attitude de l'Ouganda et d'Israël. Il a rappelé un fait important, à savoir que c'était l'ambassadeur de France à Kampala qui avait demandé, et obtenu, l'autorisation du maréchal Amin Dada pour l'atterrissage à Entebbe de l'avion transportant les otages et les pilotes.

Le représentant de la Chine, M. Lai Ya-li a demandé au Conseil de sécurité de faire droit à la plainte des Arabes et de condamner Israël pour son agression contre l'Ouganda.

De notre correspondant

d'atterrir au-dessus des pistes de l'air militaire, de raisons humanitaires, que les troupes ougandaises n'avaient fait que protéger les otages, et que le maréchal Amin Dada s'était efforcé d'obtenir la libération de ceux-ci. Le ministre ougandais demanda ensuite au Conseil de sécurité de condamner Israël d'avoir obtenu le dédommagement l'Ouganda pour les pertes et les destructions subies.

Le délégué de la Mauritanie, M. Moulaye El Hassani, reprocha à Israël de « s'être fait justice soi-même » et de « s'être attaqué à un petit pays qui était en train de faire tout son possible pour mener un compte rendu des faits qui se sont déroulés entre le 27 juin — jour où l'avion d'Air France fut détourné — et le 11 juillet, date à laquelle les otages furent libérés par le commando israélien. De cette version ougandaise, il ressort que l'autorisation

et constitue une forme plus dangereuse de violence dans la mesure où elle est le fait non pas d'éléments irresponsables, mais d'un gouvernement.

L'intervention du délégué israélien

M. Chaim Herzog, le délégué israélien, présente à son tour un compte rendu des événements. Sa version, fondée sur des témoignages déjà connus, équivaut à une énumération de preuves établissant la complicité depuis le début du maréchal Amin Dada avec les commandos de la séparation des otages israéliens des autres otages ne pouvant, déclarait-il, que rappeler les sélections opérées par les nazis dans les camps de concentration. Cela d'autant plus que le maréchal Amin Dada ne faisait pas mystère de sa haine envers le peuple juif.

M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, le 13 septembre 1972 un télégramme dans lequel il applaudissait à l'action des terroristes contre les otages israéliens aux Jeux olympiques de Munich, et louait Hitler d'avoir massacré six millions de juifs. Il évoqua le sort de Mme Dora Bloch : « Voilà, dit-il, le spectacle d'un Etat qui fait la guerre à une dame âgée de soixante-quinze ans. » Il reprocha à l'Ouganda d'avoir violé la convention de La Haye de 1970 en vue de la résiliation de l'accord d'aviation, et argua que le droit que possède un Etat d'usur de la force militaire pour protéger ses ressortissants quand ils sont en danger de mort est fondé dans le droit international.

Le représentant de la France, M. Jacques Lecompt, donna la version française des événements, puis ajouta : « L'acte d'agression, c'est-à-dire le détournement d'un avion civil et la prise d'otages, constitue une violation inadmissible de la morale internationale, qu'elle cause ou non la mort d'un être humain, et contre laquelle la communauté internationale doit adopter des mesures efficaces. »

Les débats reprendront lundi. Les négociations en vue d'une résolution équilibrée sont au point mort. Les Africains insistent pour l'adoption d'un texte condamnant le raid israélien, et faisant une simple allusion à la question de la piraterie aérienne. Tout au contraire, les Américains (M. Kissinger lui-même a pris l'affaire en main) veulent surtout flétrir le terrorisme aérien.

L'intrusion israélienne en territoire ougandais. Les Occidentaux et le Japon, qui seraient partisans d'une solution équilibrée, ne souhaitent pas vendredi soir leur pessimisme.

LOUIS WIZNITZER.

A travers le monde

Bolivie

DES MILLIERS DE MINEURS DU DISTRICT D'ENTEBBE, XX, ont défilé vendredi 9 juillet, la grève générale, en raison du refus de négociation des autorités militaires, révèle à La Paz le quotidien *Presencia*. Ce nouveau conflit intervient quelques jours seulement après le règlement du conflit précédent, au cours duquel les mineurs de ce secteur avaient observé une grève de vingt jours. — (A.F.P.)

Union soviétique

MM. ROSTISLAV SIDAK ET IGOR KOUZNETSOV, vice-ministres soviétiques de l'agriculture, ont été démis de leurs fonctions. Ils subissent ainsi le sort de leur ancien ministre, M. Polianski, limogé en mars dernier, et de son premier adjoint, M. Kikinev, qui avait dû abandonner son poste dès le mois de janvier. — (Reuter.)

Des ressortissants kényans en Ouganda seraient victimes de représailles

De notre correspondant

Nairobi. — L'évolution de la situation en Ouganda depuis le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe suscite de vives inquiétudes. Selon des témoins, des rafales d'armes automatiques ont retenti jeudi soir à Kampala. Des sources bien placées confirment que plus de deux cents cadavres se trouvent à l'origine de la capitale ougandaise.

Le *Daily Nation* de Nairobi indique samedi qu'environ deux cents ressortissants kényans auraient été « massacrés » durant la semaine qui a suivi le raid israélien. Ces informations ne sont pas confirmées par d'autres sources, mais on note ici que des attaques contre des ressortissants kényans s'étaient déjà produites début juin dans la petite localité ougandaise de Jinja. La *Voix du Kenya* avait rapporté à l'époque la mort de sept Kényans. Un voyageur arrivé de la capitale ougandaise vendredi a qualifié de « sinistre » l'atmosphère qui y règne. La veille au soir, des soldats en armes sont entrés dans les hôtels pour inviter les clients à rester à l'intérieur, alors que des coups de feu se faisaient

entendre dans au moins un quartier de la ville. Dans certains de ces hôtels, les ressortissants kényans auraient été arrêtés par la police. Un couvre-feu de fait a été instauré à travers le pays où, selon des rapports non confirmés, des sévices auraient été infligés à des Kényans par les forces de l'ordre. L'hypothèse de règlements de comptes entre Ougandais n'est pas non plus exclue. Neuf employés de la direction générale de l'aviation civile seraient portés disparus. La police interdit depuis vendredi aux Ougandais de quitter le pays par voie aérienne.

Le gouvernement kényan a démenti vendredi soir avoir instauré un blocus économique de l'Ouganda. Mais le trafic ferroviaire et routier à la frontière entre les deux pays est pratiquement au point mort. La Kenya Cooperatives Creameries a suspendu ses livraisons de lait à l'Ouganda. Un certain nombre de Kényans auraient déjà évacué l'Ouganda depuis le début de la semaine écoulée.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le CRIF (Institutions juives de France) : Israël était en état de légitime défense

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a publié la déclaration suivante : « Ce n'est que par une action juridique sommaire que l'on peut tenter de soutenir que l'action israélienne entreprise à Entebbe est contraire au droit international en tant qu'elle porte atteinte à la souveraineté de l'Etat ougandais. »

En effet, ce grief ne tient compte ni de la notion de légitime défense ni des considérations humanitaires.

La pratique et la jurisprudence internationale reconnaissent que l'Etat de droit a le droit de protéger ses ressortissants du droit de légitime défense. Il est admis que lorsqu'un Etat est placé dans une telle situation de nécessité du fait des violations du droit international, il peut se voir reconnaître le droit de légitime défense. Pour le CRIF, il n'y a pas d'opposition fondamentale, sauf en ce qui concerne la politique française envers Israël. Les dirigeants du CRIF ont déclaré que la diplomatie française a ignoré totalement l'importance d'une reconnaissance d'Israël par les pays arabes.

Le sort de Mme Dora Bloch, l'otage de l'Airbus qui avait été conduite à l'hôpital de Kampala pour y subir une petite intervention chirurgicale, a suscité une inquiétude grandissante à Londres et à Jérusalem. Toute trace de cette dame de soixante-quinze ans, qui possède la double nationalité française et israélienne, a été perdue depuis le dimanche 4 juillet. Les démarches effectuées par le Haut commissariat britannique en Ouganda n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat.

Le haut commissaire, M. James Hennessey, a eu un entretien à ce sujet vendredi matin 9 juillet avec le président Idi Amin. Le maréchal s'en est, semble-t-il, tenu à la version officielle diffusée par les autorités ougandaises. Celles-ci affirment que Mme Bloch avait quitté l'hôpital de Kampala le 3 juillet, quelques heures avant le raid israélien, pour rejoindre les autres otages sur l'aérodrome d'Entebbe. Cette explication est jugée « inacceptable » par les autorités britanniques.

Selon le *Daily Nation* de Nairobi, qui fait état de sources diplomatiques à Kampala, Mme Bloch aurait été tirée de son lit dimanche matin 4 juillet, quelques heures avant le raid israélien, par des policiers israéliens, par des policiers ougandais en civil. Comme la malade hurlait de terreur, ils l'auraient étonnée avec des oreillers.

Le Foreign Office, qui a refusé de donner la moindre indication sur le contenu de la conversation entre le haut commissaire britannique en Ouganda et le président Idi Amin, a annoncé vendredi soir que ce dernier avait donné des instructions à ses ministres de la santé et de l'intérieur pour que tout soit fait en vue de retrouver la trace de Mme Bloch. — (A.F.P., A.P., UPI, Radio.)

« LA PRAVDA » : un raid de bandits et des méthodes de gangsters.

(De notre correspondant.)

Moscou. — La *Pravda* samedi 10 juillet, publie un commentaire consacré au raid d'Entebbe. Le *Pravda* affirme que Israël en Ouganda doit être dénoncé avec une vigueur particulière car ses promoteurs érigent de telles actions au rang de politique officielle. Il affirme l'observateur politique du journal, qui parle d'autre part de « raid de bandits » et de « méthodes de gangsters » pour qualifier l'action du commando israélien.

L'article reprend indirectement à son compte la version des événements présentée par les autorités ougandaises, thèse selon laquelle il n'y a pas eu de complicité entre Kampala et les pilotes de l'air.

La *Pravda* s'interroge des raisons pour lesquelles plusieurs pays de la Communauté économique européenne discuteraient de la création d'unités d'intervention ultra-rapides semblables à celles mises sur pied par les Israéliens : « Il n'est pas étonnant que ces plans préoccupent profondément de nombreux pays, à commencer par ceux qui ont toutes les raisons de craindre des raids de ce genre. » — J. A.

PROCHE-ORIENT

Soudan

L'ÉCHEC DE LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT PARAÎT AVOIR CONSOLIDÉ L'UNITÉ DE L'ARMÉE

(De notre envoyé spécial.)

Khartoum. — Une semaine après la tentative de coup d'État du vendredi 3 juillet, la capitale soudanaise n'a pas retrouvé son rythme de vie antérieur. Des otages, l'œil aux aguets, sont postés un peu partout. La nuit, des millions militaires circulent en silence.

L'aéroport n'est ouvert au trafic civil que depuis jeudi. La ville est toujours en vigile à partir de 20 heures. Vendredi, au lieu d'être levé à 6 heures du matin, il a été prolongé jusqu'à 10 heures.

Pourquoi ces mesures ? Selon le *radio d'Etat*, il s'agit d'« mener à bien l'opération qui a permis la capture d'un otage soudanais révoqué en 1972 ». Mohamed Nour Saad, responsable des événements du 3 juillet. Ce jour-là, à 5 heures du matin, le général Nemeiry revenait d'un voyage aux États-Unis et à France. Une centaine de personnes l'attendaient à l'aéroport de Khartoum. Le chef de l'État soudanais, très étonné, a demandé de son avion et vient saluer le monde.

Peu après, toute la ville a été secouée par le bruit des obus, et tire de tous les côtés, « sans aucun objectif précis, comme pour créer l'effroi », dit un témoin neutre.

Des hommes armés, en civil, apparemment des Soudanais, qui ne paraissent pas connaître Khartoum, demandent à d'passants : « La route de l'air port. »

Il apparaît bientôt que l'ensemble de la capitale et plusieurs bases aériennes des environs (Chagara, Wadi-Sidra, etc.) se occupent par les insurgés. Plus tard, les cadres de l'ancien régime venus à l'accueil du général Nemeiry s'est alors dirigé, selon certains, avec quelques proches vers El-Ghazal, village peu éloigné de Khartoum d'où il a pu diriger la résistance loyaliste et réapparaitre sans saut le 3 juillet dans l'après-midi pour parler à la radio.

Le 4 juillet au matin, le « ne voyage » de la capitale est échoué, peut-être avec l'appui d'otages soudanais rapatriés d'Egypte.

Le président peut aller se montrer à la capitale de l'O.U.A. Mlle Maurice du 4 au 6 juillet. Mais l'arrestation de M. Mohamad Nour Saad, intervenue le 3 juillet, constitue-elle l'échec d'une affaire aussi sérieuse ?

Les dirigeants soudanais accusés le colonel Kadhafi et M. Sedki el Mahdi et Chéhi el Hindi, chef du parti d'opposition de l'Oumma (communauté musulmane), d'avoir voulu les renverser à l'aide d'un million d'« mercenaires africains, dont vingt pour cent de noirs ». Aucune des preuves fournies jusqu'à présent par Khartoum, (compte les armes russes omises dans des caisses portant la mention « Tripoli ») ne sont satisfaisantes pour étayer la thèse officielle.

Les raisons de l'échec

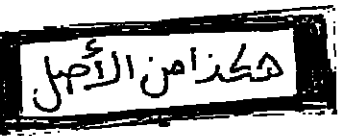
Les insurgés paraissent avoir été surpris par l'arrivée à Khartoum d'un demi-million plus tôt que prévu, de l'aviation présidentielle. Ils semblent avoir manqué de qualifications techniques, par exemple pour faire fonctionner le radio en l'absence de techniciens ouest-allemands, ou pour utiliser les M16 de Washington, qu'ils ont ordonné de détruire au sol. Enfin, la population, qui compte pourtant un certain nombre d'opposants, frères musulmans ou communistes, n'a pas bougé, et l'armée n'a pas basculé non plus dans le camp adverse.

Comme lors de la tentative de putsch de septembre 1974, le général-président qui gouverne le Soudan a reçu un appui décisif du jeune et dynamique commandant Mohamed Aboul Gassim, ministre de l'Agriculture. Ses troupes le 3 juillet dans la Gueschir, au sud de la capitale, il a aussitôt dépeché vers le nord des soldats de Wadi-Medani, Kosti-Albara, etc. De son côté, un autre militaire, M. Zine El Abidine, ministre de la Jeunesse et des sports, expédié des troupes loyalistes par le train vers Khartoum.

Le Sud, chrétien et antiste, qui, depuis 1972, doit la paix civile et l'autonomie au gouvernement actuel, était prêt à fournir une aide armée au pouvoir central. C'est avec un soulagement évident que Radio-Juba a annoncé, avant Khartoum, la défaite des « comploteurs ».

Le caractère militaire du régime de Khartoum ne pourra que renforcer par les événements du début juillet, qui paraissent avoir consolidé l'unité de l'armée, unité dont d'aucuns doutaient. Cependant, les origines du complot sont loin d'être éclaircies. Notamment, comment l'ex-général de brigade Mohamed Nour Saad, présenté comme le chef ou l'un des chefs de la tentative, est-il originaire d'El-Darfour, province désertique de l'Ouest, d'où venait le lieutenant-colonel Hassan Hussein, ami du putsch manqué de septembre 1976, et fusillé cette année.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



107.10.11.12

PROCHE-ORIENT

LES COMBATS AU LIBAN

PROCHE-ORIENT

Soudan
L'ÉCHEC DE LA
DE COUP D'ÉTAT
PARAIT AVOIR
L'UNITÉ DE

Plus de mille cinq cents tués en trois jours

DANS UN MESSAGE A Mgr ETCHEGARAY

Mgr Khoraihe, patriarche maronite d'Antioche affirme que le conflit n'est « ni une guerre civile ni une guerre de religion »

La guerre continue de faire rage au Liban. Les forces de l'opposition ont de nouveau concentré leurs unités, vendredi 9 juillet, aux alentours du camp palestinien de Tall-El-Zaatar, où les combats avaient quelque peu diminué d'intensité ces quatre derniers jours. Selon « la Voix de la Palestine », les défenseurs

du camp ont repoussé dans la soirée, le « cinquième assaut » lancé contre leurs positions en l'espace de vingt jours. Les combats des trois derniers jours auraient fait plus de mille cinq cents tués. Ils ont été particulièrement meurtriers dans la région du nord et les deux camps s'accusent d'atrocités.

De notre envoyé spécial

Damas. — Les habitants des quartiers ouest de Beyrouth supportent de plus en plus difficilement les pannes de toutes sortes depuis trois semaines, se sont aggravées de jour en jour. Ils n'ont pas de quoi manger, de quoi se chauffer, de quoi se vêtir. Les magasins sont vides. Les services de santé sont paralysés. Les communications sont coupées. Les habitants de la capitale libanaise sont dans une situation de misère absolue. Les combats continuent de faire rage. Les forces de l'opposition ont de nouveau concentré leurs unités, vendredi 9 juillet, aux alentours du camp palestinien de Tall-El-Zaatar, où les combats avaient quelque peu diminué d'intensité ces quatre derniers jours. Selon « la Voix de la Palestine », les défenseurs

ter dans les caves, pour que la ruine annoncée aussitôt le bombardement de Beyrouth par l'aviation syrienne. De nombreuses personnes prennent conscience que les régions contrôlées par le Mouvement national et la résistance palestinienne consistent désormais en un réduit « de plus en plus étroit ». Certains observateurs libanais estiment que la bataille dans le nord du pays ne peut évoluer en faveur des forces progressistes et palestiniennes, et que la pression de l'armée syrienne condamne à terme le camp progressiste à une lente asphyxie.

camions. De place en place, des batteries d'artillerie sont installées dans les champs où des engins de terrassement continuent de creuser des abris. Au col qui marque la frontière libano-syrienne, près de deux cents voitures particulières portant toutes la plaque d'immatriculation libanaise se pressent dans le plus grand désordre à l'entrée du poste de douane. Il faudra attendre près de trois heures avant de pouvoir se présenter au contrôle, et obtenir un visa. L'embouteillage est insupportable. Des soldats tentent, sans résultat, de dégager la route pour faire passer un convoi de blindés venant de Damas.

Un ancien député libanais, installé à Damas, déclare à propos de cet exode : « Que l'on soit chrétien ou musulman, que l'on soit assyrien ou arabe, on ne peut que se réjouir d'abord en Syrie. Les Libanais, de tout temps, ont eu les relations les plus étroites avec les Syriens. Nous avons presque tous ici de la famille ou des amis. Dire que nos deux peuples sont frères n'est pas seulement une façon de parler. La politique et la guerre ne peuvent séparer nos deux pays. »

FRANCIS CORNU.

Les trois C.R.S. membres du service de garde de l'ambassade de France à Beyrouth, enlevés vendredi alors qu'ils circulaient dans un quartier musulman, ont été relâchés samedi matin, indiquant qu'ils ont été libérés par les forces de l'ambassade. — (U.P.I.)

L'Association de solidarité franco-arabe (1) a lancé un appel pour les populations libanaises et palestiniennes, dont les besoins en médicaments, en plasma et en vitamines sont de plus en plus urgents. Les fonds doivent être envoyés à l'Association de solidarité franco-arabe, 24, rue de la République, 75002 Paris, C.C.P. 600 00 Paris, en prélevant « pour le Liban », soit à l'Association médicale franco-palestinienne, 24, rue de la République, 75002 Paris, C.C.P. La Source, 34621 B2.

(1) 12 et 14, rue Augereau, 75007 Paris.

Mgr Ignace Maroun, secrétaire général de l'assemblée des patriarches et évêques catholiques du Liban, s'est élevé vendredi 9 juillet à Paris, au cours d'une conférence de presse, contre certaines interprétations du conflit en cours dans son pays. Il est venu en France, porteur d'un message de Mgr Khoraihe, patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient, adressé à l'épiscopat français et au président de la conférence épiscopale, Mgr Etchegaray.

Comme le patriarche dans son message, il s'est indigné de l'action préméditée et planifiée par des forces occultes disposant d'immenses possibilités pour circonvenir les mentalités et tromper les nations. « Pour lui, les chrétiens ne sont pas contre les Palestiniens », de même qu'« une petite communauté maronite » n'est pas dressée « contre une petite communauté islamique-progressive ».

« Les milieux catholiques européens n'ont pas su préserver de l'erreur que les mass media de tous bords ont, de bonne foi ou à dessein, orchestrée, exagérant à l'envi les faits, falsifiant sans vergogne les réalités, usant, en un mot, de toutes les techniques de l'illusionnisme grossissant ou déformant », écrit de son côté Mgr Khoraihe dans son message. Le conflit libanais n'est, pour les deux prélats, « ni une guerre civile ni une guerre de religion ». « Il existe des forces du mal qui trouvent ainsi intérêt à se camoufler derrière les horribles manifestations d'un fanatisme anachronique dont elles ont pris soin

diabolique de doper des esprits peu ouverts », estime le patriarche maronite. Dans son message, il stigmatise aussi l'attitude des nations et des instances internationales. Il conteste le principe de la non-ingérence devenu, en l'occurrence, « un prétexte qu'on invoque trop souvent pour se donner une échappatoire aux obligations de la conscience morale ». Mgr Khoraihe s'en prend aussi à ce qu'il nomme « le mercenariat de la mort ». Il dénonce « un affront ignominieux à tout sens moral », et ajoute : « Au service d'une politique de haine, de rapine et de massacres, on assujettit des êtres humains que l'on achète trop aisément quand l'argent coule à flot. »

Mgr Maroun a, pour sa part, affirmé qu'il existe au plus haut niveau des contacts interconfessionnels entre la hiérarchie chrétienne et la hiérarchie musulmane. Interrogé ensuite au sujet des missions de Mgr. Cour de Murville et Gorse au Liban, Mgr Maroun a déclaré : « Elles ont été des missions de bonne volonté mais n'ont rendu aucun office. »

M. Bachir Gemayel, chef militaire des Phalanges libanaises, a quitté Paris vendredi 9 juillet à l'issue d'un bref séjour dans la capitale, indiquant une source bien informée. Il aurait pris en France des contacts pour d'éventuels achats d'armes, indique la même source citée par l'A.F.P. Il doit séjourner aussi à Bonn et à Amsterdam.

ASIE

Hongkong, ou le capitalisme au service de la Chine

II. — Le laisser-faire et les bas-fonds

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

La réussite de Hongkong sur le plan économique dure depuis un quart de siècle. Dans un premier article, notre envoyé spécial a décrit le rôle des grandes dynasties économiques et financières locales (« le Monde » du 10 juillet). Il analyse désormais les conséquences de la politique de « laisser-faire » du gouvernement sur la situation sociale de la colonie britannique.

Hongkong. — « Hongkong ne peut prospérer que si nous restons économiquement autonomes », nous dit Sir Haddon Cave, secrétaire aux finances. « Mais évidemment, l'économie a besoin d'être guidée », ajoute-t-il. « En d'autres termes, le laissez-faire » de naguère, doit être quelque peu amendé. » C'est avec une extrême prudence, devant le tollé que provoque par exemple la plus légère augmentation des impôts, que le gouvernement de Hongkong s'est décidé, au cours des deux dernières années, à intervenir, avec une grande modération, dans les affaires économiques de la colonie.

Mais l'opposition grandit entre les intérêts des quelque deux cent mille Occidentaux et Chinois riches et plusieurs millions de « have not ». Dans la proportion de 55 %, les habitants ont moins de vingt-cinq ans et aspirent à de meilleures conditions de vie. Le désarroi de cette jeunesse, à qui Hongkong n'offre comme idéal que le profit, se traduit dans les statistiques : entre 1969 et 1974, le nombre des suicides a augmenté de 90 % pour atteindre la proportion de dix-sept pour cent mille (troisième taux dans le monde). La colonie compte plus de trois cent mille drogués, dont beaucoup de jeunes.

En février, la Fabian Society (1) a publié à Londres un appel au Parlement britannique demandant un programme de réformes sociales pour Hongkong. Selon le rapport, la colonie a l'un des taux les plus élevés de tuberculose au monde ; il n'est pas rare d'y faire travailler de enfants et la construction de logements est insuffisante : « Les fonds qui auraient dû être attribués aux logements, à l'éducation et aux services sociaux ont en réalité été utilisés pour le soutien de la liasse », conclut le document.

Au cours des dix dernières années, Hongkong a connu un développement très rapide. Mais les autorités ont négligé — ou réduit au minimum — les investissements sociaux : moins de 2 % des revenus, considérables, de la colo-

nie sont affectés aux dépenses sociales. De plus, les conditions de travail sont déplorables à Hongkong, qui a le second produit national brut par habitant en Asie, après le Japon, la notion de salaire minimum n'existe pas ; pas plus que les allocations de maladie, l'indemnité de chômage ou le remboursement, même partiel, des soins médicaux. Aucune législation ne limite le nombre d'heures de travail : une enquête de 1971 fait état de 174 339 personnes travaillant plus de 75 heures par semaine, dont 13 700 plus de 106 heures. La même année, 36 000 enfants de dix à quatorze ans travaillaient légalement (2). Lorsque l'actuel gouverneur, Sir Murray Maclehoze, prit ses fonctions en 1974, il promit des réformes dans plusieurs domaines. D'abord en matière de logement. A Kowloon, dans le quartier de Mongkok, la densité de population est de 154 897 habitants au kilomètre carré, soit dix fois celle de Tokyo. Une partie de la population évaluée à 15 % ne dispose pas d'un logement fixe, 300 000 personnes vivent dans des bidonvilles, dont Kowloon City, quartier proche de l'aéroport, est sans doute l'un des plus hantés.

Le gouvernement de Hongkong se trouve devant un dilemme. Le développement de l'industrie sociale et l'amélioration des conditions de vie de la majorité supposent des dépenses publiques importantes et, par conséquent, un allouement de la fiscalité. Or le dynamisme de Hongkong s'explique précisément par la légèreté de celle-ci. Depuis dix ans, le taux maximum de l'impôt sur le revenu n'a pas varié (15 %). Mais il est dégressif, et favorise ceux qui ont les plus gros revenus.

Le gouvernement ne se départ pas d'un conservatisme foncier en matière budgétaire. Le budget 1976-1977 prévoit, certes, une légère augmentation (0,5 %) de l'impôt sur les sociétés. Mais cette décision prise, semble-t-il, à contre-cœur par M. Haddon Cave, secrétaire aux finances, est loin de signifier que le gouvernement entend promouvoir une politique sociale. Nombre de sociétés de Hongkong ont installé leur siège à l'étranger pour éviter de payer les impôts de la colonie. Si, par exemple, l'une des sociétés de l'armateur Y.K. Pao, l'Eastern Navigation Company, avait vu ses profits de 1973-1974 taxés localement, le gouvernement aurait perçu plus de 17 millions de dollars (E.L.). De quoi augmenter de 10 % les dépenses pour l'enseignement.

Des progrès ont été accomplis, dont l'ensemble de Wah-Fu, où habitent 50 000 personnes, est un exemple. En 1975, deux cinquièmes de la population vivaient dans des logements construits par le gouvernement. Dix nouveaux ensembles, d'un coût de 620 millions de dollars (un dollar de Hongkong = 96 centimes environ) sont en construction, et neuf autres, prévus pour 1978, permettraient de loger 200 000 personnes. La situation s'améliore aussi dans le domaine de l'éducation. L'école primaire est gratuite depuis 1971, mais les locaux ne permettent d'accueillir qu'un tiers des enfants de plus de deux ans. Les institutions d'enseignement public sont souvent de mauvaise qualité, et les écoles privées sont particulièrement chères.

Un conservatisme foncier commente l'Economist de Londres. D'autre part, le gouvernement, qui, dans le domaine social, a été très actif, a été très passif dans le domaine de la santé. Les dépenses sociales prévues pour 1978, sont destinées aux « travaux publics » et à l'augmentation, essentiellement en raison de la mise en route, depuis la fin de 1975, de la construction du métro. Son coût s'élève à 5,3 milliards de dollars (E.L.).

Pour l'année fiscale 1976, qui a commencé le 1^{er} avril, le déficit, avancé le gouvernement, sera vraisemblablement très inférieur aux 355 millions de dollars (E.L.) prévus. Les dépenses sociales seront à nouveau touchées. Son revanche, les fonds destinés aux « travaux publics » seront en augmentation, essentiellement en raison de la mise en route, depuis la fin de 1975, de la construction du métro. Son coût s'élève à 5,3 milliards de dollars (E.L.).

De moment que la plante croît, pourquoi s'inquiéter qu'on elle soit les racines ? dit un banquier. Mais si les racines pourrissent, la plante n'est-elle pas en danger ? Le poste du budget 1976-1977 dont les crédits ont le plus sensiblement augmenté est celui de la police. L'établissement s'est, en effet, ému des répercussions qu'une criminalité incontrô-

lée pourrait avoir sur la marche des affaires et le tourisme. En octobre 1975, le gouverneur a affirmé que l'augmentation du nombre des crimes, très importante ces dernières années, était enrayée. La délinquance n'en fait pas moins des ravages. La moitié des inculpés en 1975 ont moins de vingt et un ans. Outre les trois cent mille d'opium, on compte vingt-huit mille prostituées et quatre-vingt mille membres de gangs divers. Au total, une fraction de 10 % de la population de Hongkong est engagée dans des activités illégales. Hongkong, qui fonda sa prospérité sur le commerce de l'opium, est aujourd'hui encore un point névralgique du trafic international des stupéfiants.

La police a réussi, l'année dernière, à arrêter l'un des « parrains » de la drogue à Hongkong : Ng Sih-ho et ses complices ont fait transférer, de 1967 à 1974, 27 tonnes d'opium et 3,3 tonnes de morphine. Acheminée sur des caboteurs ou des cargos en provenance de Thaïlande ou de Birmanie, la drogue est transbordée sur quelques-unes des dix mille jonques de la colonie. Les paquets de drogue sont traînés au bout d'un filin. Si la police arrive, on coupe. La marchandise est ensuite expédiée vers l'Europe. Sept organisations au moins, selon la police, sont engagées dans ces opérations. Rivaux, les groupes arraisonnent souvent les jonques des concurrents.

Les Triades

L'action de la police est d'autant plus difficile qu'elle se heurte au monde structuré, aux ramifications immenses des Triades (3). Sorte de gangs, les Triades de Hongkong ont peu de chose à voir avec les sociétés secrètes chinoises aux rites compliqués, de type maçonnique, dont, théoriquement, elles sont les héritières. Ces sociétés jouent un rôle important dans la dynastie Ching (1644-1911) et furent l'un des ferments du mouvement qui renversa le pouvoir mandchou. Sun Yat-sen lui-même, le fondateur de la République chinoise, en fit partie à Canton en 1893. Après l'instauration du nouveau régime en 1911, les sociétés secrètes perdirent leur contenu politique. Particulièrement actives à Changhaï, elles furent souvent utilisées par le Kuomintang. Le cercle vert, qui comptait probablement cent mille membres à Changhaï, joua un rôle important en 1927 dans le massacre des communistes. De leur côté, ceux-ci furent liés à d'autres organisations, telles que celle de Ko Lao-hui (4).

Trente-huit Triades opèrent à Hongkong. L'une des plus puissantes porte le nom de « 14 K » (14 était le numéro de l'immeuble de Po-Wah Road, à Canton où se trouvait le siège de l'organisation : K signifiant carat). Elle fut particulièrement active dans la grande ville méridionale vers 1930. Son chef, un général nationaliste du nom de Ko Sulhoong, en fit une des branches des services secrets du Kuomintang et elle joua encore un rôle important à Hongkong dans les émeutes de 1966-1967. Aujourd'hui, « 14 K » est particulièrement active dans

le quartier surpeuplé de Mongkok, à Kowloon, et a éliminé une partie des Triades venues de Changhaï. Racket, enlèvements, prostitution, drogue, jeux : toutes les activités illégales sont entre les mains des Triades.

Au cours des cinq dernières années, le nombre de leurs membres ayant moins de vingt et un ans a plus que doublé. En 1974, 44 % des membres de Triades arrêtés étaient des mineurs. Mais elles ont surtout réussi à comme à Changhaï antérieurement — à s'implanter jusque dans les plus hautes sphères de la police et dans la plupart des services publics.

En 1973, le commissaire en chef de la police britannique, M. Godber, fut accusé d'avoir amassé une fortune de 800 000 dollars américains. A la même époque, le surintendant, chef du bureau anti-Triades, M. Norman Temple, était arrêté. Un autre haut fonctionnaire de la police, M. Ernest Hunt, qui réside en Espagne, a été arrêté.

(1) La Fabian Society, mouvement de pensée socialiste fondé à Londres en 1893, joue un rôle important dans la création du parti travailliste en 1906. Elle conserve une influence sur la vie politique britannique.

(2) Cité dans « Hongkong », a case to answer », Hongkong Research Project, Russell Press, Nottingham, 1974.

(3) Ce terme a pour origine le nom de la société secrète chinoise qui fut la plus grande organisation de Triades active au dix-huitième siècle. La Triade vit aux dix-neuvième et vingtième siècles en « loges » et ses adeptes se réunissaient dans des salons privés. Ils désormaient parler des Triades pour désigner cette puissante de gangs qui sévissent à Hongkong.

(4) Lire sur ce point le livre de Jean Chesneau, Les Sociétés secrètes en Chine, Julliard, 1965.

avons qu'il avait touché 1,1 million de dollars en dix-huit ans de service : il contrôlait l'ensemble des maisons de jeux et des hôtels de « passe » du quartier de Wanchai.

En février 1974, a été créée une commission indépendante chargée de lutter contre la corruption, qui, ces deux dernières années, a été fort active. « Mais il est difficile de lutter contre la corruption », dit un de ses membres, « tout le monde veut faire de l'argent et beaucoup pensent que la corruption est naturelle. En 1972, on estimait que 28 % des revenus des fonctionnaires provenaient de pots-de-vin. »

La campagne actuelle sera sans doute, avec les moyens considérables dont elle bénéficie, plus efficace que les précédentes. Mais la corruption est un mal aussi vieux que Hongkong et ne disparaîtra qu'avec un changement de régime. Cependant, ce microcosme paraît trappé d'immobilité. Comment en ira-t-il autrement alors que la vie politique est inexistant ? Outre deux ou trois petits groupes, qui se baptisent « partis », sont dirigés par d'anciens officiers du Kuomintang et militent en faveur de l'indépendance, seul un petit mouvement, né autour d'un journal d'étudiants The 7th Avenue, cherche à animer des luttes ponctuelles de jeunes ouvriers en marge des syndicats contrôlés par Pékin.

Depuis les émeutes de 1967-1968, liées à la révolution culturelle, la vie politique est calme dans la colonie. Et la Chine s'oppose à toute remise en cause du statut actuel. La réaction des communistes maosistes de Hongkong à la publication du rapport de la Fabian Society dénonçant les conditions de vie dans la colonie et demandant une plus large représentation de la population, a été symptomatique : « Il s'agit d'un non-sens trotskiste et d'un complot de Moscou », disent-ils. En vérité, la situation de Hongkong est inexplicable pour qui oublie qu'elle sert avant tout la Chine.

Prochain article :

UNE MAISON DE RENDEZ-VOUS

● Vingt-six missionnaires, expulsés du Vietnam, et qui sont, dans leur majorité, des Français, sont arrivés vendredi 9 juillet en Thaïlande. Aucun motif n'a été donné de cette expulsion, à laquelle une prière (Reuter).

EUROPE

Libres opinions PARLEMENT EUROPÉEN : des majorités d'idées

par RENÉ FEIT (*)

QUOI qu'on dise, et en dépit des emportements qu'elle suscite, l'élection directe du Parlement européen constitue en soi un objectif. Elle répond à une nécessité. Elle parachève l'œuvre de construction entreprise il y a dix-huit ans.

Mais les raisons de droit, les raisons d'opportunité, souvent mises en avant, doivent toutes s'effacer devant l'impératif politique. Certains pensent n'y voir que la gestion de l'acquis, d'autres peuvent en attendre un souffle constructif ; toujours est-il que du jour de l'élection directe, les Européens pourront revendiquer un destin pour eux-mêmes au lieu de suspendre leur volonté à la simple addition des compromis.

L'exemple des chrétiens-démocrates allemands qui font campagne sur le thème de l'élection du Parlement européen, venant après l'élection présidentielle française, démontre ceux qui prétendent que l'Europe ne passionne pas dans le débat public.

En fait, les questions procédurales obscurcissent les intentions des promoteurs de l'Europe.

Certes, il ne s'agit pas de questions sans importance. Le rappel historique des progrès qui ont été récemment accomplis prouve deux choses : la volonté d'accord l'emporte sur la diversité des situations d'abord, et l'importance des enjeux est telle qu'il ne sera pas permis de déboucher sur des solutions simples ou simplifiées.

D'abord, au cours du premier « sommet » de Paris, les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient engagés à transformer l'ensemble des relations des Etats membres en une unité européenne, avant 1980, et dans le respect absolu des traités existants. En décembre 1974, le communiqué final du Conseil européen, organisé à nouveau à Paris, précisait l'engagement de 1972.

Enfin, tout récemment à Rome, sept des neuf chefs d'Etat ont accepté que les premières élections européennes au suffrage universel direct aient lieu à la date de 1978, selon le régime électoral en vigueur dans chaque pays, la procédure comportant toutefois une uniformisation minimale.

Sur tous les points qui font encore l'objet de discussion, le président de la République française a défini, pour sa part, des suggestions très claires et facilement applicables.

Ainsi le nombre des parlementaires représentant chacun des membres serait maintenu dans la répartition actuelle, ce qui laisse une ouverture à l'intégration future des autres pays dans la Communauté.

On peut seulement ajouter que le choix sur le cumul limité des mandats, et pour une durée quinquennale, fait progressivement son chemin comme notre groupe l'a souhaité, tant pour harmoniser toutes les échéances électorales que pour donner la solennité qu'elle mérite à l'élection européenne. Cette dernière s'imposera progressivement car elle introduit un changement de nature entre la délégation au nom des Etats et la représentation populaire qui verra le jour.

Cette phase de procédure a relégué au second plan le contenu proprement politique de l'étape que va nous faire franchir l'élection directe.

Elle va contribuer en premier lieu à une nouvelle cristallisation des forces. Non pas que les groupements partisans actuels ne doivent pas se prolonger, mais ces derniers sont les reflets de luttes et de traditions internes, voire de clivages artificiels, qui devraient laisser leur place à des « majorités d'idées » autour des préoccupations purement européennes.

Par-delà ce renouvellement intellectuel qu'il s'agira d'alimenter, tandis que les partis doctrinaux le freineront sans cesse, c'est aussi à un renouvellement des hommes qu'il faut s'attendre.

Le suffrage européen doit attirer des hommes nouveaux, issus d'une génération qui a seulement connu la coopération et non des antécédents douloureux, prompts à s'entendre et aptes à dialoguer.

Le corps politique peut espérer y puiser une sève nouvelle, vouée à des préoccupations d'avenir. Il n'est pas si courant de posséder des mandats qui incitent à la réflexion et vous forcent à l'ouverture extérieure. Le débat électoral en général peut trouver, au travers de l'élection européenne, une dimension élevée qui vaut bien que l'on prenne le risque ici et là de candidatures plus ou moins « sociales-chrétiennes ».

Cette dynamique politique influera considérablement sur la vie démocratique européenne. Ceux des parlementaires choisis par leurs pairs pour les représenter actuellement connaissent les bénéfices de cette fréquentation et apprécient la fécondité de cette instance. Malheureusement, le caractère indirect du mandat limite à ce cercle honorable l'audience du travail européen.

C'est pourquoi on attend de cette soumission au corps électoral qu'elle donne à leur mission de contrôle et plus d'impact à leur propos. La double erreur consisterait à sous-estimer les conséquences normales de l'élection européenne sur la fonctionnement de nos méthodes démocratiques, et à surestimer dès maintenant la remise en cause des fondements constitutionnels qui nous régissent et que nous sommes seuls à pouvoir choisir.

La veille de l'élargissement de la Communauté des Six, Georges Pompidou rappela lui-même ce conseil de méthode : « Il est certain que le pragmatisme qui est en général reconnu à la Grande-Bretagne constitue la meilleure attitude pour aborder ce problème qui a été souvent compliqué par des discussions qu'on a pu qualifier parfois de « théologiques ».

Quel parlementaire européen n'a pas éprouvé en effet cette difficulté d'ordre conceptuel, qui fausse le débat en le sacralisant, à écarter les opposants farouches de l'union européenne. Mais, dès lors que l'on admet le rôle de la coopération à Neuf, que l'on connaît un peu la langue et les prudences des institutions communautaires, ces excès apparaissent comme une sénescence de la pensée politique, voire une incapacité à dissocier ce qui relève du ressort de notre vie nationale de l'organisation des rapports sociaux, économiques et autres avec nos partenaires et compagnons de destin.

On n'épuisera pas cette querelle, car les représentations des faits ont la vie plus dure que leur réalité dans les opinions mal informées ; et c'est le cas de l'opinion publique chez nous, mal affranchie des legs de l'histoire récente, et peu confiante dans les perspectives de son avenir.

Voilà pourquoi, une simplification de l'enjeu, c'est-à-dire sa dédramatisation, doit permettre de franchir l'étape de l'élection directe, en tant que telle, avec pragmatisme, considérant qu'elle consacre l'aboutissement des efforts et mobilise les imaginations, les bonnes volontés et l'optimisme des Européens pour organiser ensemble leur interdépendance fatale.

Nous irons plus avant dans la maîtrise de notre propre Etat. Nous pourrions considérer dans son acuité, que la construction européenne, quoi qu'on dise, quel qu'on fasse, ne saurait remplacer la résolution de nos compatriotes à vouloir maintenir la cohésion nationale, ou à alimenter leur propre sentiment d'indépendance.

Mais l'économie française est redevable au traité de Rome d'avoir provoqué le déblocage de ses habitudes autarciques. Nous attendons de l'élection directe qu'elle provoque à son tour le déblocage, tant des élites politiques que des réflexes idéologiques déshabitués d'un monde soumis à une telle pression des échanges et à un tel renouvellement des idées.

Le débat demeure entier entre les Européens sur l'évolution possible des pouvoirs de ce Parlement. Le débat demeure aussi difficile entre Français sur le rôle qu'ils doivent assumer au sein de l'ensemble communautaire.

L'étape de l'élection directe du Parlement arrive à temps pour secouer les consciences, attiser les esprits et mobiliser les Français sur les chances nouvelles qui s'offrent à l'ensemble européen.

On voudrait les tromper sur l'enjeu. Nous les convions à aborder ce temps avec pragmatisme.

(*) Député du Jura (R.I.), vice-président du conseil parlementaire du Mouvement européen.

POLITIQUE

LA FIN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Députés et sénateurs ont adopté définitivement le projet de taxation des plus-values

Le Sénat a adopté, samedi matin 10 juillet, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, le texte des commissions mixtes paritaires concernant les trois derniers projets en discussion : la réforme du code électoral, l'instauration d'un repos compensateur, et la taxation des plus-values. Ainsi prend fin la session extraordinaire du Parlement, ouverte le jeudi 1^{er} juillet.

Vendredi soir 9 juillet, l'Assemblée a examiné le texte de la commission mixte paritaire (sénateurs et députés) sur le projet de loi imposant les plus-values et créant une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité.

M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général, indique qu'après les votes de l'Assemblée et du Sénat, quatre-vingt articles restent en discussion. Le projet initial n'en comportait que douze. Il présente ensuite le texte élaboré par la commission mixte paritaire et précise notamment que :

— Le Sénat a substitué à l'expression « plus-values en capital » le mot « bénéfices » ; la commission a porté simplement de plus-values à celle des bénéfices.

En ce qui concerne les biens immobiliers, un compromis a été élaboré autour de l'idée de patrimoine familial : les plus-values seront exonérées lorsque le vendeur aura un patrimoine immobilier — y compris, le cas échéant, les biens de communauté et les biens propres de son conjoint et de ses enfants à charge — inférieur à 400 000 F ; cette somme sera majorée de 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième enfant. Cette valeur s'apprécie à la date de réalisation de la plus-value et tient compte des dettes contractées pour l'acquisition ou la réparation de ce patrimoine ;

— Pour les valeurs mobilières, la commission a conservé le dispositif de l'Assemblée relatif au compte spécial d'investissement afin que, par le jeu d'un système de parts, la détention de titres pendant dix ans entraîne l'exonération par assimilation à ce qui se passe avec les SICAV ;

— La commission a maintenu l'exonération des terrains agricoles et forestiers, mais en majorant la valeur au mètre carré au-dessous de laquelle il n'y a pas taxation : 33 francs au lieu de 25 pour les vignobles et appellation contrôlée, 11 francs au lieu de 8 pour les cultures fruitières ou maraîchères, 5 francs au lieu de 3 pour les autres terrains.

— L'Assemblée a refusé, elle a réduit de 12 à 10 % le pourcentage d'augmentation d'indice des prix à partir duquel les abattements seront réduits.

— La commission a refusé en revanche de prendre en compte dans le prix d'acquisition les droits et frais afférents à une acquisition de valeurs mobilières ; seuls seront pris en compte les frais d'acquisition, les droits de mutation étant exclus.

— Suivant le Sénat, elle a décidé que les dépenses relatives aux valeurs mobilières n'entreront en application que le 1^{er} janvier 1978. Enfin, à partir de la présentation du budget pour 1978, le gouvernement soumettra chaque année au Parlement un rapport sur l'application de la présente loi.

« Avec ce texte », déclare M. FOURCADE, ministre de l'économie et des finances, « nous devrions arriver au stade final de la discussion. » A son avis, les dispositions élaborées par la commission respectent les trois grands principes qui avaient

servi de base à la rédaction du projet initial :

1) Imposer les plus-values effectivement réalisées par les particuliers ;

2) Les imposer au sein et selon les modalités de l'impôt sur le revenu ;

3) Tenir compte de l'érosion monétaire et de la durée de détention des différents biens.

Puis il apporte les précisions suivantes :

— Le dispositif de contrôle des sociétés non cotées ne sera pas applicable aux cent quarante mille sociétés à responsabilité limitée ;

— Le dispositif de révision des limites et des seuils pour l'application des abattements entrera en jeu également pour les terrains agricoles et forestiers ;

— Les cessions effectuées par les membres des professions libérales assujetties à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux seront taxées à 10 % ; « Mais nous ferons en sorte », déclare M. Fourcade, « que ces professions puissent récupérer leurs éléments d'actifs immobiliers. »

Il conclut : « Ce texte résulte d'un travail très fructueux, bien qu'un peu long, et il est le témoignage d'une concertation réussie entre le gouvernement et les deux Assemblées. Je demande donc aux députés de l'adopter tel qu'il est. Le gouvernement ne déposera aucun amendement, afin de montrer combien l'appréhension de cette concertation. »

Après les interventions de MM. MARETTE (U.D.R.), qui critique le plus grand nombre de postes d'adjoints supplémentaires et permet d'augmenter le nombre des adjoints supplémentaires, mais elle a rejeté l'article qui augmentait le nombre des membres des commissions départementales.

Pour terminer, M. FANTON précise la répartition des quarante-deux conseillers municipaux que compteront désormais les villes de Toulouse et de Nice.

Après l'intervention de M. POINATOWSKI, ministre d'Etat, chargé du budget, qui exprime l'accord du gouvernement sur ce texte, et celle de M. GERBER (R.I.), qui se félicite de l'accord intervenu au sujet de la barre des 12,5 %, l'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, est adopté par l'Assemblée, l'opposition votant contre.

Repos compensateur

L'Assemblée nationale examine les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi instituant un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail, texte adopté en première lecture par le Sénat vendredi matin.

M. BERGER (U.D.R.), rapporteur, indique les modifications retenues ou rejetées par la commission.

Après l'intervention de M. STOLLERU, secrétaire d'Etat au travail, l'ensemble du projet ainsi modifié est adopté par l'Assemblée, M. GINOTZ (réformateur, Hauts-de-Seine) votant contre.

La durée du repos compensateur obtenu est fixée à 20 % du temps de travail accompli en heures supplémentaires au-delà de quarante-quatre heures, dans les entreprises de plus de dix salariés.

Cette durée est abaissée à quarante-trois heures à compter du 1^{er} juillet 1977 et à quarante-deux heures à compter du 1^{er} juillet 1978.

PATRICK FRANCES.

Au Sénat

Projets définitivement adoptés : • Départementalisation de St-Pierre-et-Miquelon • Extension du droit de vote à Djibouti

Le Sénat a définitivement adopté, vendredi 9 juillet, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, le texte de la commission mixte paritaire concernant la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il y est notamment prévu que le conseil général actuellement en place terminera son mandat sans suite intégrale renouvelée.

De même, a été définitivement voté par les sénateurs, dans les mêmes termes que l'Assemblée, le projet de loi relatif à la nationalité française dans le Territoire des Afars et des Issas (Djibouti). Ce texte, a indiqué le rapporteur des Affaires étrangères, tend à supprimer plusieurs dispositions de la loi de 1963.

« Il permettra », a précisé M. Skirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, à quelques mois des

Du 5 au 8 août

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA AU GABON

A l'invitation du président de la République gabonaise et de Mme Bongo, le président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing effectuera une visite officielle au Gabon du 5 au 8 août 1976, au moment où s'ouvrira officiellement l'été.

La gauche et les gaullistes

M. MOTCHANE RÉPOND A M. JOSPIN

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du parti socialiste, s'est rendu à l'appel aux gaullistes lancé par M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, chef de file de la majorité du P.S. (« le Monde » 3 juillet). M. Motchane, membre du bureau exécutif, ambassadeur à Paris, lui répond dans l'« Unité » datée 9-15 juillet :

« Qui ne voit que tous ceux qui prétendent refuser aujourd'hui, nom de la gauche, de jouer aux contradictions qui opposent les uns aux autres diverses fractions de la gauche, selon que leurs intérêts sont liés ou contraires à ceux de l'impérialisme et des monopoles contribuent, seulement ou non, à favoriser l'apparition ou le renouveau de la gauche social-démocratique à la France que Giscard appelle de ses vœux ? C'est ainsi que doit être jugé, par exemple, l'attitude de certains gaullistes qui tentent de prendre part à des contradictions et des luttes bien réelles de ce que fut naguère à l'égard de l'atlantisme, la politique gaulliste de désengagement militaire pour justifier leur silence sur la subordination sans limites à la stratégie américaine dans laquelle Giscard a déformé place, au prix d'immenses sacrifices, et ne peuvent y échapper aujourd'hui qu'un petit nombre d'U.D.R. en quête de son investiture la politique de la défense française ».

LE P.S.U. ET LE PROGRAMME COMMUN

M. Michel Monseul, membre du secrétariat national du P.S.U., déclare dans une interview à l'« Unité » du 10 juillet qu'il souhaite une renégociation du programme commun d'ici à 1978. « Plus que de discuter des dispositions, ce qui compte c'est que le programme commun s'engage clairement à appuyer sur un mouvement de masses pour entraîner des transformations profondes », a-t-il expliqué. Un tel engagement est la condition essentielle de son soutien, éventuellement d'une signature ou d'une participation gouvernementale. »

En cas de victoire de la gauche lors des prochaines élections législatives, M. Monseul estime que « l'assemblée de gauche aura la fonction de constituante (...), » serait-ce qu'en traitant le problème Giscard par son renvoi. »

● Mme Valéry Giscard d'Estaing a consacré, vendredi 9 juillet, la deuxième journée de son voyage en Charente à la visite de plusieurs réalisations sociales.

L'épouse du président de la République s'est rendue notamment dans la banlieue d'Angoulême pour y rencontrer les pensionnaires et les éducateurs d'un institut médico-éducatif accueillant des enfants délinquants.

Puis elle a visité le chantier d'un centre socio-culturel et un club du troisième âge.

La veille, à Cognac, plusieurs centaines de viticulteurs avaient manifesté lors de son arrivée, pour attirer l'attention sur leur situation économique. Mme Giscard d'Estaing devrait regagner Paris samedi 10 juillet.

La veille, à Cognac, plusieurs centaines de viticulteurs avaient manifesté lors de son arrivée, pour attirer l'attention sur leur situation économique. Mme Giscard d'Estaing devrait regagner Paris samedi 10 juillet.

L'analyse du scrutin final

251 DÉPUTÉS ONT VOTE POUR :

138 U.D.R. (sur 174) ;

64 R.I. (sur 70) ;

43 réformateurs (sur 50) ;

5 non-inscrits (sur 18) ;

MM. Alduy, Auclercq, Fontaine, Hunault, Zeller.

198 DÉPUTÉS ONT VOTE CONTRE :

105 socialistes et radicaux de gauche (sur 106) ;

Les 74 communistes ;

9 U.D.R., MM. Charles Bignon, Blas, Guillermin, Offroy, Quentier, Réthoré, Rivière, Sallé, Voisin ;

1 R.I., Brugère ;

1 réformateur : M. Ginoux ;

2 non-inscrits : MM. Cornut-Gentille et Duvillard ;

20 DÉPUTÉS SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT :

9 U.D.R., MM. Bisson, Bonhomme, Caille, Chaumont, Krieg, Lio-gier, Métauer, Pujol, Richard ;

3 R.I., MM. Baudis, Frederic-Dupont, Ligot ;

4 réformateurs : MM. Commenay, Dronne, Kiffer, De Montesquiou ;

4 non-inscrits : MM. Boudon, Brun, Chauvet et Drapier.

23 DÉPUTÉS N'ONT PAS PRIÉ PART AU VOTE :

15 U.D.R., MM. Boivin-lers, Couve de Murville, Dahalant, Darnis, Delatre, Edgar Fauré, président de l'Assemblée nationale, Fossé, Mme de Haute-cloque, MM. Hoffer, Lauriol, Le Tac, Mas-soubre, Mohamed, Palowski ;

2 R.I., MM. Cornet et Pierre Weber ;

2 réformateurs : MM. Pid-jot et Claudius-Petit, qui présidaient la séance ;

4 non-inscrits : MM. Car-neau, Lepercq, Ribière et Royer.

3 DÉPUTÉS ÉTAIENT EXCUSÉS :

MM. Foyer et Mauger (U.D.R.), M. Durroure (P.S.).

محاضرات الأمل

৩৩৭০৫৮৮

(PUBLICITÉ)

Du 5 au 8

M. GISCARD D'ESTAING
SE RENDRA AU RE

A l'occasion de la
visite de M. Giscard
d'Estaing à Paris, le
Mouvement fédéraliste
européen (M.F.E.) a
organisé une réception
à l'hôtel de la Ville de
Paris, le 11 juillet 1976.

La gauche et les g

M. MOTCHER
RÉPOND A M. M

M. Motcher, député
britannique, a répondu
à M. M. lors d'une
réception organisée par
le Mouvement fédéraliste
européen (M.F.E.) à
l'hôtel de la Ville de
Paris, le 11 juillet 1976.

M. Motcher a déclaré
qu'il était heureux de
participer à cette
réception et qu'il
était convaincu que
l'Europe devait être
unie. Il a également
mentionné les efforts
de son pays pour
contribuer à la
construction de
l'Europe.

LE PSD
ET LE PROGRAMME

Au Sénat

Le Sénat a
définitivement adopté
la loi de St-Pierre-et-M
sur le droit de vote à Djibouti

Appel

aux Chefs de Gouvernement pour l'élection européenne

Les forces vives européennes rappellent
aux Chefs de Gouvernement que, par
l'institution du Conseil Européen, ils ont
assumé la responsabilité directe et per-
sonnelle de l'Europe en cette heure
décisive de son histoire.

Les forces vives européennes rappellent
donc aux Chefs de Gouvernement que
les faits ont montré pleinement l'impos-
sibilité de continuer encore sur le chemin
de l'unité de l'Europe sans la participa-
tion directe des citoyens. La construction
de l'Europe chancelle, n'ayant plus
comme point de référence les parités
fixes, impossibles à maintenir sans
l'unification monétaire, économique et
politique ; l'intégration dans les secteurs
agricole et industriel recule et les
nations, livrées une nouvelle fois à elles-
mêmes, commencent à parcourir de
nouveau les chemins divergents du
passé, mettant en danger de plus en
plus gravement leur bien-être et leur
liberté.

Les forces vives européennes rappellent
alors aux Chefs de Gouvernement que,
faute d'une décision immédiate et défi-
nitive sur les modalités des élections
européennes, il ne sera pas possible de
maintenir la date déjà fixée de mai-
juin 1978 et on courra le risque de
reproduire la situation qui, pendant plus
de quinze ans, en dépit des dispositions
du Traité de Rome, a empêché l'élection
européenne.

Depuis la fin de la deuxième guerre
mondiale les nations de l'Europe Occi-
dentale constituent déjà, de fait, une
communauté de destin. Pour sauve-
garder la liberté de la Communauté
Européenne ainsi que la liberté des
nations qui la composent, l'Europe doit
désormais confier au peuple, le peuple
des nations européennes, le droit de
décider, par son vote, son avenir.

Vive l'élection européenne !
Vive l'Union européenne !

Cette page est publiée dans l'intérêt des
Européens qui veulent l'unité de l'Europe. Ils sont
environ 80%, mais ils n'ont jamais eu jusqu'ici, et
ils n'auront pas jusqu'au moment de l'élection
européenne, la possibilité d'exprimer leurs idées et
de faire valoir leur volonté quand il s'agit de
l'Europe.



Mouvement fédéraliste européen
Section française
de l'Union des Fédéralistes
européens (U.F.E.)
6, rue de Trévise - 75009 Paris
26, rue Sala - 69002 Lyon
26, rue Espariat - 13100 Aix-en-Provence

Possibilité de crédit. Vente autorisée aux étrangers
Construction de chalets EMILE KOHLI, CH-1884 Villars,
tél. 1941/25/3 15 33

NET

SÉCHERESSE

L'oiseau

Nous sommes tous des Sahéliens

Tout meurt. La planète ne veut plus de vous. L'apparition des animaux a été une greffe. Après des millions d'années de tolérance, la Terre vous signifie son rejet, votre congé.

Fiction alarmiste ? Exagération de mauvais goût ? Hélas ! non : description clinique de ce qu'on vécit très récemment des millions d'hommes et de bêtes. On n'est pas assuré de la quelquide éternelle. On l'a bien compris dans les campagnes françaises : on prie dans les églises, des processions s'organisent, du Massif Central au Morbihan, pour invoquer les dieux de la pluie. De tels spectacles étaient généralement présentés salle Foyat par des explorateurs revenant de l'Amérique d'Angola. On se agit comme un doudou sur commun ethnologique. Nous sommes tous des Shélétus en péril.

50 degrés et pas d'eau

MOHSEN TOUMI,

L'autre fête

AVEC l'heure tardive, Paris s'était rafraîchi. Ou du moins pouvait-on le croire, parce que la nuit était profonde, parce que les brefs courants d'air, au coin d'une petite rue, prenaient des allures de brise marine.

La foule hâtive, même un samedi soir, était imperceptible, bien qu'elle ne fût qu'à quelques dizaines de mètres derrière ces trois pignons d'immeubles. On songeait à une « plîse » de province où le soir, à la belle saison, se font les promenes de digestion. Point n'était besoin de parler haut pour causer.

Au fil de la semaine

pénitenciers, les concentrations à du week-end et les rassemblements du vendredi soir — à Paris, à Bastille, jodie, Nation, l'église d'Aldéa... — ces croisades qui se nomment rallyes, ses « Verdun » même, L'un eût pour théâtre, il y a quelques années la paisible place Victor-Hugo, dans un quartier résidentiel de la capitale, où l'on vit un soir d'automne une demi-compagnie de C.R.S. en tenue de combat, mousquetons à la main et lance-pierres à l'écharpe, une centaine de motards qui tournaient en pétarade autour du temple, et un autre jour, à la ferme de Jeunes, une caste, mais qui s'est brusquement élargie. Et le jour est loin déjà où faire de la moto, c'étoit contester, défier papa et la société parce qu'on n'était pas tombé dans un cycle infernal de la boganole (1).

**« LA MOTO
C'EST
DANGEREUX »**

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

A tous ces reproches, toutes ces critiques, les motards répliquent avec une croissante véhémence. Le motocycliste, disent-ils, est proche de la vie, plus proche en tout cas que l'automobiliste protégé par sa carcarasse d'acier et qui tend de plus en plus à se sentir en voiture comme d'une arme. En moto, il faut constamment évaluer les distances, les vitesses, les angles d'inclinaison, l'état de la chaussée, qui est conçue pour la voiture, non pour la moto. Vulnérable, le motard ne fait pas de sa monture une arme d'intimidation, car il sait que le moindre choc peut avoir de graves conséquences. Il garde l'œil sur son rétroviseur, décèlère progressivement en cas de besoin, car il préfère retarder le moment où il mettra pied à terre, bref il agit en conducteur responsable.

Il y a sans doute de mauvais matots, et même des imbéciles ou des sots parmi eux. Mais que de précautions et de méfiance à leur égard : l'obligation du port du casque assorti de bandes réfléchissantes, demain peut-être la combinaison protectrice, la genouillère d'acier et, finalement, la ceinture de sécurité à fixation automatique ; un jour d'ici le port du casque sera homologué « aux cyclistes » ; un jour sans doute on sera le tour des cyclistes et pourquoi pas, pensent-ils, des pilotes. Et puis, il y a le refus d'assurance, les taxes, les droits de douane et, tout récemment, l'entrée de la moto dans les signes extérieurs de richesse pour le calcul des impôts.

« La moto, c'est dangereux » : une psychose, disent les motards, alors qu'on n'ose s'attaquer au mythe sacro-saint de la voiture-liberté. A la liste déjà trop longue de nos colères, de nos rancunes et de nos cordes, faudra-t-il ajouter un nouveau refus de la différence, le racisme anti-motard ?

(1) Cette formule et quelques indications ont été empruntées à l'excellent et allégre petit livre de Patrice Vanoni, *Les Oubliés. Culture et motoculture*. Collection «Book and folk». Albin Michel. 210 pages, 28 F.

Encore quelques pas et le brouhaha, la presse, allaient resurgir : la place Saint-Germain-des-Prés, superbe et corrompue, riche d'histoire en même temps que marché d'esclaves d'aujourd'hui.

« Quel plaisir là, sinon le vent simple à cette heure ? » : de la droite viennent des voix, un chant, et le son d'une guitare à peine effleurée. Sur la toute petite place, carrée, éclairée seulement d'un lampadaire à cinq globes, des gens sont assis, sur un banc ou parterre, à demi-allongés quelquefois, debout aussi, à distance courtoise des deux jeunes gens ou près d'eux à les toucher. L'un brun aux cheveux longs, l'autre blond aux cheveux courts, en tenue d'été, mais bien mis, ils chantent assés. Devant eux, une petite table encastrée dans le mur, deux chaises, deux tabourets.

« Arnaud et Gael » et un numéro de téléphone à six chiffres, inutile, le village n'étant pas arrosée,

A chaque fin de chanson, les badauds devenus spectateurs applaudissent. Cela pourrait être sans fin. Une petite fille à tresses supplie sa mère qui voudrait partir et la convainc de rester. Une jeune femme est descendue de chez elle, barçant dans ses bras le nouveau-né que la chaleur vient éveiller. Un chien aboie, on le fait taire. Nulle fenêtre au-dessus ne s'allume d'où l'on demanderait le silence.

— Amaud et Gae! — mélangent leurs voix, l'une qui tendrait presque du haut-contre, l'autre qui rappelle les chanteurs des Caprices de Massenet. Ils chantent, ils chantent, les filles, la vie des filles, même « la vaine », qui a donné naissance à une source, à une rivière, ou celle qui se dit « fille le jour, blanche biche la nuit » et que poursuit le chasseur. Adieu, adieu douleur, fiddle, disant les chanteurs, j'ai revu les yeux d'elle ».

C'est l'estivé fête de Paris, sans envions de combat, sans chers AMX, sans parenthésités, sans organisateurs tracassants : la fête qui incite à rêver, le sourire aux lèvres, non point

à l'envoyer dans les trépassés.

Place Saint-Germain-des-Prés, devant l'église, un quintette à cordes, deux violoncelles assis, trois violons debout, joue. En habît, à Playel, il ne seraient pas plus dignes. Leur salle improvisée n'est pas des mieux choisies, le resac des voitures rend l'audition difficile, mais ce spectacle insolite retient les badauds qui, séduits et étonnés, regardent autant qu'ils écoutent. Comme il y a quelques années, dans un quartier voisin, des orateurs improvisés faisaient, pour un temps, salle comble.

PHILIPPE BOUCHER

VILLARS

APARTMENTS

1980-1981

ETRANGER

Reflets du monde entier

Newsweek

L'art mécanique

« Pendant des semaines, relate le magazine américain NEWSWEEK, Wall Street était pleine de rumeurs sur l'annonce prochaine par un producteur de radars et de sonars d'une technique nouvelle d'importance. Les diverses spéculations furent telles que le Stock Exchange décida de suspendre la cotation de cette firme en attendant l'annonce en question. On a appris, la semaine dernière, que quatre ans et demi de travaux, et près de 3 millions de dollars de frais de recherches secrètes avaient permis la mise au point d'un procédé mystérieux, mais prometteur de « photographie solide ». (...) L'équipement comprend un assemblage de caméras multiples, d'éclairages variés et de transferts électroniques d'une image à trois dimensions sur un ordinateur. Celui-ci guide ensuite une fraiseuse qui sculpte l'image dans la cire, le bronze et toute autre matière. La firme s'apprête à ouvrir un studio à la fin de l'année, où chacun pourra faire tirer son portrait en trois dimensions pour 300 dollars environ. (...) D'autres prétendent qu'il ne s'agit que d'une amusante nouveauté. D'autres, en revanche, songent aux possibilités que cette découverte peut offrir à la science et à l'industrie, voire à la défense nationale. »



Bons baisers du Texas

« M. Clarence Kelly, directeur du Federal Bureau of Investigation, rapporte le DAILY TELEGRAPH, a reçu une demande d'expulsion de fonds d'une lettre, chargée de piques. Selon un porte-parole du F.B.I., il est cependant extrêmement peu probable que ces insectes soient porteurs de maladies infectieuses pour les humains. Cette affaire, poursuit le correspondant à Washington du quotidien anglais, survient après que des lettres semblables ont été adressées à des hommes d'affaires dans divers Etats. Mais les autres missions étaient assorties de menaces d'envois de lettres piégées. Cette vague terroriste vient du Texas. Dix-huit lettres piégées ont été envoyées. L'une d'elles a explosé dans un bureau de New-York, blessant quatre secrétaires. »

AL-BAYANE

Pour deux poules...

« L'emploi fait défaut dans la région de Nador », écrit AL BAYANE, organe du Parti du progrès et du socialisme du Maroc. « Ceux qui arrivent à se faire embaucher supportent des difficultés intolérables, que ce soit au niveau de la constitution des dossiers ou de la régularisation. Ainsi, après avoir souvent « grisé la patte » à un fonctionnaire, le chômeur se trouve avec un métier absolument pas stable et un salaire de misère. L'employeur doit de titulariser le travailleur pour renforcer l'exploitation et l'arbitraire. (...) Si l'emploi est plus stable dans d'autres secteurs, comme celui de la municipalité, l'embauche y est illustrée par l'exemple qui suit. L'ouvrier Haddou a été embauché par la municipalité au mois de janvier dernier. Il a remis un dossier aux responsables et attend son salaire en travaillant. Cinq mois plus tard, lorsqu'il alla demander son salaire qui ne vient pas, on lui répondit qu'il devait remettre une pièce manquante à son dossier. Il s'agissait d'un extrait du casier judiciaire. Il rapporta cette pièce du tribunal et la remit au bureau intéressé. (...) Le mois suivant, le sixième qu'il a travaillé sans être payé, il alla réclamer son salaire. Il fut alors très surpris par les propos d'un responsable qui dit : « Tu es un criminel, on ne va pas payer un criminel ! (...) Il ne se rappelle de quoi il s'agit que lorsqu'on lui rend la pièce du tribunal, où est marqué « une semaine de prison pour avoir volé deux poules ». L'histoire remonte à plus de dix ans : l'ouvrier était alors un enfant. (...) Ce qu'il y a de volé à présent, c'est son salaire de six mois. »

BULGARIE

Qui mangera donc le hanon ?

« Il y a un quart de siècle, rappelle le mensuel BULGARIE D'AUJOURD'HUI, la mer Noire était célèbre pour ses huîtres. A présent, on n'en trouve plus une seule. Où ont-elles disparu ? En 1949, en mer Noire, un navire arriva de l'océan Pacifique. Il transportait à bord, ou plutôt sur son pont, un farouche contrebandier, chargé de passagers. C'est un insatiable destructeur d'huîtres : le hanon. Il habite la mer du Japon. Il peut avaler, avec douze de ses congénères, rien que pour un petit déjeuner, quelques centaines d'huîtres. Les huîtres de la mer Noire étaient de toute évidence à leur goût. En peu d'années, ils exterminèrent les huîtres de tout le littoral de la mer Noire. Actuellement, les ichthyologues bulgares cherchent un mollusque pour lequel le hanon serait une friandise, c'est le seul moyen de s'en débarrasser. »

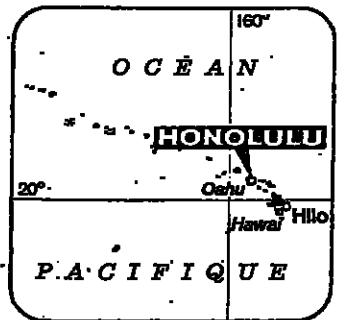


Ce qu'il y a de mieux en R.D.A...

Le magazine ouest-allemand STERN, dans un reportage sur la République démocratique d'Allemagne, écrit : « Le Conseil d'Etat de la R.D.A. attribue chaque année une telle flûpe de décorations qu'en créer une de plus ne devrait pas être gênant. Il devrait y avoir une gentille petite décoration pour la « vaillance quotidienne » à l'usage exclusif des femmes. Car les femmes sont vraiment ce qu'il y a de mieux en R.D.A. (...) Elles excellent tout à la fois. Un homme, des enfants, un travail, une maison à tenir et le succès, et lorsque c'est possible aussi un violon d'Ingres pour se détendre et recharger les accus. En réalité, cela semble irréalisable, mais, jour après jour, elles restent bien décidées à y parvenir. (...) Et jamais, en deux ans d'activités en R.D.A., nous n'en avons entendu une seule se lancer dans des jérémiades, dont leurs sœurs ouest-allemandes sont si souvent coutumières. (...) La conscience de soi des femmes de la R.D.A., particulièrement parmi la jeune génération, tient pour beaucoup à l'égalité dont elles jouissent : en matière de salaire, de droit à l'enseignement et de l'égalité des droits dans la famille et dans la vie professionnelle. (...) »

Lettre de Honolulu

Le béton n'aime pas la patate douce



Pourquoi cet affaiblissement — cet affaiblissement — sur cette île d'Oahu, cette marée de voitures sur les autoroutes urbaines à huit voies ? Pourquoi Honolulu ?

Le paysage a bien changé ces dernières années. La ville s'étendait, plate, le long de l'océan. Elle conquiert désormais la montagne toute proche et, près de la côte, se multiplient les immeubles de vingt ou trente étages.

Le centre s'est déplacé vers l'est. Le vieux downtown, celui de Queen Emma Street, de Bishop Street, de Bethel Street, donne une idée de ce qu'était autrefois la cité : banques et hôtels y étaient plus modestes. Tout un monde de petits boutiquiers y demeure vivant : épicerie chinoise, négociants régissant sur d'in-vraisemblables bric-à-brac, salles de réunions miteuses de sociétés dont on se demande si l'audience dépasse le quartier, voire le pâté de maisons. Rien à voir assurément avec ces usines à prières (?) dont les pasteurs valent les charmes dans un journal pour touristes distribués gratuitement à bord de l'avion de Los Angeles. Pour mieux attirer la clientèle sur la plage de Waikiki, l'un d'eux publie l'avis suivant : « Le samedi sera donné sur la plage. S'il pleut, se réunir au bar de l'hôtel. L'homme de Dieu publie aussi sa photo : est-ce la souris d'un converti, d'un candidat aux élections locales ?

Downtown vit assurément à un rythme moins trépidant que celui des réverbères de la plage à la mode. Il s'est bien mis un peu au mauvais goût du jour avec ses quelques cinémas pornos (nous avons relevé ce titre de film : Tokyo throat...). Ces Japonais nous prendront tout ? Mais la vieille ville — n'exagérons rien : elle n'est pas centenaire — ne paraît guère se modifier, se moderniser de l'intérieur : elle devra donc sans doute céder parce qu'il est « insupportable » de « gêner » le terrain avec des bicoques à un étage. Parce que, aussi, Downtown n'a sans doute aucun des charmes récupérés ailleurs par l'industrie du tourisme et par l'argent. Elle n'est rien d'exotique. Elle est seulement calme.

Deux mondes l'enserment : à l'ouest, les militaires ; à l'est, les spéculateurs fonciers. L'ouest, c'est Pearl-Harbor, connu dans le monde entier depuis que la famille prit à l'aviation de Hiro Hito de venir bombarder les lieux. L'autobus de la ligne n° 3 qui y mène n'est guère à conseiller : il traverse des zones interdites et mène à des cul-de-sac — pour le commun des mortels du moins. Débarquer devant la gare — la « porte » — de la Navy ou celle

de l'Air Force n'est assurément pas une expérience poétique, même si aux alentours quelques cocottiers égayent un peu un paysage de barbelés.

Le Pearl-Harbor de M. Ford n'est pas celui de Franklin Delano Roosevelt. Il accueille des sous-marins capables de produire des centaines d'hydrogènes. Mais l'omniprésence des militaires sur l'île ne se limite pas à ce camp et ce port fameux : une bonne partie de l'île d'Oahu leur appartient. Certaines sources, qui n'ont rien d'officielles, estiment que plus de trois mille engins atomiques sont stockés à Oahu. A ce niveau de l'Apocalypse, le danger devant Israël, l'imagination ne suit plus. Il lui faut, sans le devenir folle, se contenter des anciennes images de guerres passées ou bien s'immerger à autre chose. Certains Hawaïens s'inquiètent pourtant, tentent d'alerter l'opinion au sujet des risques encourus. Mais l'opinion tire de la présence des militaires plus du quart de ses revenus. L'ami, ré Gayler peut dormir en paix : les toutes ne sont pas décidées à déferler sur son quartier général du Pacifique, le CINCPAC, qui domine l'île avec ses pieds le fantastique horizon océanique, la Chine, l'U.R.S.S., les archipels de la nouvelle stratégie mondiale, qui s'étendent jusqu'à Diego-Garcia, dans l'océan Indien. Oui, l'imagination tombe en panne.

Pas celle des promoteurs toutefois, à l'ouest de downtown. Et tout d'abord dans cette agglomération moderne qu'est Ala Moana, tout près de l'océan, et que se proclame le plus grand centre commercial du monde. Il y a là quelque exagération : il s'agit tout au plus d'un imposant complexe de deux étages de magasins, de restaurants, qui n'a rien, pour ne prendre que cet exemple, du flamboyant, de ses « homologues » singapouriens. Mais les gens s'y retrouvent nombreux, aux alentours de midi. C'est ici qu'apparaît le mieux la bigarrure extraordinaire de cette population : Blancs, Japonais, Chinois, Polynésiens, Micronésiens, sans mal de toutes nuances. Une riche palette.

L'endroit est d'autant plus fréquenté qu'il est le quartier général des autobus. Un système relativement nouveau et dont il faut saluer l'efficacité et le caractère social. Prix unique quel qu'il soit : 25 cents, soit environ 1,20 franc. Avec cette petite pièce, il est possible de sillonner tout Honolulu, et mieux encore, toute l'île.

Le 5 et le 8 mènent à Waikiki, un peu plus à l'est. Un nom qui est en passe de devenir aussi célèbre que celui de Pearl Harbor, car dit-on ici, assure-t-on, jure-t-on, sur les dépliant touristiques, la plage de Waikiki est fabuleuse. Comme il faisait fort chaud et que l'autobus fonctionnait sans accros, nous l'avons pris. Il nous menait, était-il écrit sur le véhicule, « à la plage et aux hôtels ». Honnête précision.

CAR il nous a fallu quelques temps pour faire la percée. Comment nous y prendre pour franchir ce mur, cette muraille

de Chine d'hôtels, de béton, cet alignement sans faille de caravansérails innombrables, encore que baptisés par les sociétés qui les gèrent, de noms à faire rêver. Nous avons fini, faute de trouver une trouée, par entrer dans l'un d'eux, par cheminer dans ses halls, le long de ses galeries marchandes, dans ses couloirs dont la décoration flatte le goût des parvenus, avant de déboucher sur une piscine au-delà de laquelle — à moins que ce ne soit un mirage — nous aperçûmes une fine bande de sable blanc et, enfin, l'océan.

Mais les promoteurs n'ont pas achevé leur tâche. D'autres hôtels poussent, le béton coule. Ils ont de l'avenir, les danseurs qui présentent le folklore (?) local, les « professeurs » de hula et autres déhanchements que l'on pratique (dit-on) le soir sur la plage pour combler l'appât d'exotisme des citoyens de Vancouver, de Kansas-City ou de Tokyo, qui, par centaines de milliers, déferlent ici. Beaucoup se retrouvent dans ce curieux International Market, de l'autre côté de l'avenue, à deux pas des hôtels. Il faut, pour supporter le choc, avoir le cœur bien accroché, mais ce ramassis de tous les faux mythes des îles — coquillages et babioles polymicronésiennes (il y a aussi une « hutte médicale ») a été savamment mis en scène, autour d'un arbre gigantesque, seul survivant du massacre généralisé, sorte de certificat de garantie du naturel de l'ensemble. Nous avons gratté l'écorce pour contrôler, quand même. Eh bien, il s'agit d'un arbre véritable, avec de vraies racines !

Note d'humour, volontaire ou non : on trouve dans le quartier, au milieu des voitures, des cyclopoisses. Ne riez pas : ce sont de vrais cyclopoisses, propres comme son nez, ce qui n'est pas le cas de leurs frères de Djakarta et autres lieux d'Asie. Exploitez-les ! La misérable main-d'œuvre jaune ? Pas le moins du monde. Les pédaleurs sont de beaux athlètes bien blancs, bien blancs. Nous en avons vu un qui emportait vers un hôtel deux grosses dames d'apparence chinoise. Ravanche de l'histoire, qui serait d'ailleurs absurde ? Non, rien. Seulement une touche supplémentaire de ridicule dans un univers idiot.

Il serait caricatural de n'avoir de Honolulu que cette vision de double enfer : nucléaire et touristique. Les quartiers qui « remontent » les vallées à 2 ou 3 kilomètres de la côte sont souvent fort beaux et très calmes. Ils plaissent d'ailleurs, sans parent de fleurs admirables. Mais est-ce pour longtemps ?

Car il n'est de secteur, de coin qui ne soit progressivement aggrégé par le moteur-profit. Il est scandaleux, aux yeux des tenants de cette logique-là, que certains ne soient pas encore intégrés à l'ensemble que demeurent des mètres carrés non rentables. Il est une fois, au nord-est de Honolulu, deux petites et souriantes vallées : la Waialeale et la Waialea. Elles étaient, au temps de la royauté hawaïenne, peuplées de petits paysans. On y cultivait le taro. Puis vinrent, à la fin du siècle dernier, des Chinois qui

introduisirent la riziculture. Arriva de l'autre côté du Pacifique une certaine famille McCandless, qui sut mener sa barque politique pour mieux s'enrichir, maîtrisa la législation pour s'emparer de terres locales et bâtit un empire foncier, qui incluait les deux vallées. Cependant, les paysans restèrent sur les lieux. Les activités évoluant au gré des hausses et baisses des cours, on abandonna la culture du riz au profit de ce qui se produisait aujourd'hui encore : de la patate douce, des fruits — la banane et la papaye. Voilà qui nourrit mal son homme, mais enfin ces tout petits fermiers ont été heureux jusqu'à cette année de demeurer les locataires de la famille McCandless. Lorsque la culture ne suffisait pas, elle faisait office d'appoint.

UN certain M. Pao, un promoteur qui a déjà couvert nombre de collines de hideuses, coûteuses et peu solides maisons pour classe moyenne, eut, il y a quelques années, l'idée de s'emparer des vallées. Les McCandless étaient prêts à vendre. Les paysans seraient expulsés (vingt-huit jours de préavis) et coulerait le béton. Alors ces hommes de la terre se sont, pour la première fois, unis. Ils ont trouvé des défenseurs pour lesquels le droit réel — pas celui des livres — était du côté de ceux qui, depuis des années, voire des générations, ont su sang et sueur sur ces lopins. Une commission officielle consultée a rejeté leurs requêtes. D'ailleurs, M. Pao avait eu, lui aussi, à entourer de juristes, d'hommes d'affaires influents ; le gouvernement, bonne âme, se dit impulsif. En mal dernier, l'affaire a semblé-t-il être définitivement classée. Un certain nombre d'habitants ont livré un baroud d'honneur, ont manifesté, ont fait imprimer sur leurs T-shirts des slogans proclamant le droit des petits paysans de cultiver leurs patates douces. Mais comment pouvaient-ils espérer vaincre ceux qui mènent le combat contre de telles « anomalies » ? N'est-il pas normal qu'Oahu se couvre de basses et d'hôtels « fabuleux », que l'agriculture locale disparaisse, que l'hôtel soit de plus en plus dépendant du continent ?

JACQUES DECORNOY.

NEW-YORK

Marcelle au téléphone

MON professeur s'appelle Marcelle. Elle a une mère française, un grand-oncle franc-maxon à Gibraltar, et des cousins avec ses sœurs. Bien sûr je saurais tout sur Marcelle, mais je ne l'ai jamais vue.

Je suis tout simplement en train de prendre des cours d'anglais par téléphone. Phone Lab, c'est le nom de mon école, a été créée il y a deux ans par un Français de New-York, Michel Lahlon. Avec ce nouveau système pédagogique qu'il a fait breveter, il a commencé par enseigner le français et quelques langues européennes. Puis le japonais et le chinois. Enfin, l'arabe et l'hébreu. Quatre-vingt pour cent de ses élèves sont des hommes d'affaires pressés, dont certains n'habitent pas New-York. Une entreprise californienne a abonné tous ses employés, après avoir calculé que ce système, malgré les notes de téléphone, revenait moins cher que les recyclages traditionnels.

Quand on a tout essayé : Bediz, Assimil, et que l'immersion audiovisuelle glisse sur vous comme l'eau de la mer sur un canard, on se dit : pourquoi pas le téléphone ? Rien à acheter. Pas besoin d'aller à l'école, c'est l'école qui vient à vous, que vous soyez à votre bureau ou dans votre lit, parce que vous avez la grippe. Et puis, ça peut garder Marcelle pour soi tout seul pendant une demi-heure.

Mais l'arrangement numéro 1 est d'ordre psychologique. Quand on apprend dans un pays sans bien connaître la langue, on se sent complètement perdu au téléphone. Alors qu'en se servant du téléphone pour prendre des cours on appelle à la fois la langue et le téléphone. La limite de ce système, c'est que, lorsqu'on s'est fait des amis, et que l'on se met à bavarder des heures au téléphone, on se dit que c'est bien plus drôle et bien moins cher que l'école. Je crois que je suis sur le point d'oublier Marcelle.

JACQUELINE DEMORNEK.

AFRIQUE MÉDIEVALE

Le grand amour d'une princesse soudanaise et d'un preux toulousain

CETTE histoire africaine, qui remonte au quinzième siècle et a pour cadre le grand Empire songhaï, pourrait être un conte de fées. Pourtant, comme le récit d'Ibrahim Kéké en fait foi, l'étonnante aventure de la petite princesse soudanaise devenue l'épouse de Toghazza, après avoir surmonté d'innombrables dangers. Puis les hayards traversent la Méditerranée et sont atteints en vue des côtes languedociennes par un parti de corsaires catalans. Après une série de péripéties dignes des meilleurs romans de cape et d'épée, Anselme d'Isalquier et sa femme atteignent les rives de la Garonne.

« Je remercie le ciel de vous avoir pour lui », fait déclarer le narrateur à la belle-mère de Salou Cassia, en accueillant la princesse au corps d'ébène. Au quinzième siècle, c'est la curiosité qui, en Europe, prime à l'égard des peuples de couleur. La princesse lui des quatre pour cent dont font état les sociologues, qui l'ont le seul du racisme à ce taux d'étrangers par rapport aux naturels du pays, est évidemment fort loin d'être franchi. En revanche, la jalousie n'a ni patrie, ni âge, et les médecins ten-

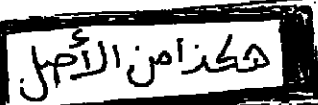
Cassia accepte de le suivre en France, en 1413. Accompagné de Marthe et du médecin soudanais Ali ben Ali, qui est devenu un véritable ami, le couple traverse le Sahara en se cachant dans les rangs d'une caravane de nomades, guidée par Toghazza, après avoir surmonté d'innombrables dangers. Puis les hayards traversent la Méditerranée et sont atteints en vue des côtes languedociennes par un parti de corsaires catalans. Après une série de péripéties dignes des meilleurs romans de cape et d'épée, Anselme d'Isalquier et sa femme atteignent les rives de la Garonne.

« Je remercie le ciel de vous avoir pour lui », fait déclarer le narrateur à la belle-mère de Salou Cassia, en accueillant la princesse au corps d'ébène. Au quinzième siècle, c'est la curiosité qui, en Europe, prime à l'égard des peuples de couleur. La princesse lui des quatre pour cent dont font état les sociologues, qui l'ont le seul du racisme à ce taux d'étrangers par rapport aux naturels du pays, est évidemment fort loin d'être franchi. En revanche, la jalousie n'a ni patrie, ni âge, et les médecins ten-

guedociens, jaloux du savoir de leur confrère Ali ben Ali, qu'Anselme d'Isalquier a amené avec lui, se déchaînent contre celui qu'ils considèrent comme un concurrent. Formé à l'école de Tombouctou, l'habile praticien qui a prodigé ses soins au dauphin Charles, en 1420, alors que celui-ci visitait Toulouse, est empoisonné par ceux qui le haïssent. Anselme meurt quelques mois après la naissance d'Eustache, son premier fils. Fidèle à un vœu déjà ancien, sa veuve entre en religion, faisant ses trois filles, Marthe, Marguerite et Jeanne, suivre leur propre destin. La mystérieuse et douce princesse de Geo, discrète jusqu'à l'effacement total, quitte cette vie sans laisser de trace. Mais, comme le note Ibrahim Kéké, « l'écho de son nom apporte comme un parfum d'Afrique dans ce Languedoc qui en est séparé par des milliers de kilomètres ».

PHILIPPE DECRANE.

* Salou Cassia, une légende franco-songhaïe du XV^e siècle, par Ibrahim Kéké, collection « Grandes figures africaines », Nouvelles Éditions africaines, S.P. 260, Dakar, Sénégal.



RADIO-TELEVISION

La répartition de la redevance

Sept millions de francs pour un plaisir de qualité

La synthèse des résultats des sondages portant sur l'audience et la qualité, corrigée par la note qu'attribue une assemblée de personnalités, mise ensuite en question pour pondérer la répartition de la redevance entre les différentes sociétés, va produire cette année des variations d'une chaîne à l'autre de l'ordre de 7 millions de francs. Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement, M. Rossi, a exprimé sa satisfaction sur le fonctionnement de ce mécanisme (« le Monde » du 9 juillet). Pourtant, il convient d'interroger sur son influence réelle, la somme en jeu n'étant certes pas susceptible de relancer la création, en partie de vitesse depuis deux ans au petit écran. Tout en sachant que des variations plus importantes pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour les programmes au détriment desquels elles s'opèrent.

Voici donc le bateau mis à flot. Dans un grand bâtiment à répartir la redevance construite sur les débris de l'O.R.T.F., aucun cordage n'a été. Et c'est la félicité de la lune défilée sur le Vercane, que la grande-voile « sondages » et le foc « commission de la qualité » n'ont, au moment opportun, pas défilé.

Les notes attribuées aux sociétés de programme ont, dans cette optique, le mérite d'exister et de se révéler utiles. Mais sont-elles significatives ? Auront-elles, autrement dit, des répercussions sur les programmes de l'avenir, elles qui sanctionnent, à leur manière, les réalisations du passé ; 7 millions de nos nouveaux francs sont en jeu. Somme dont on peut bien, comme M. Rossi, signaler le caractère « non négligeable » à condition de ne pas la comparer, par exemple, aux recettes consécutives à la prochaine augmentation de la redevance. Car il s'agit, cette fois, de 238 millions. Qui viendront s'ajouter à 1 milliard 704 millions de recettes non commerciales inscrites au budget de 1976. Des recettes, certes, mais « négligeables ».

Et d'ailleurs, 7 millions, qu'est-ce que c'est ? Sept fois le budget d'un dramatique grand spectacle. Ou le rapport d'un peu plus de quarante-six minutes de points de dramatiques en plus ou quarante-six « spots » en moins suffiraient-ils à faire progresser le niveau — la qualité, puisque c'est de cela qu'il s'agit — de dizaines d'heures de programmes hebdomadaires ?

Les « vérités » de l'audience

Ainsi s'explique sans doute la peu de combativité manifestée toute l'année sur ce front par les responsables de programmes. MM. Guillaud et Chenu ont, se sont-ils, par exemple, inquiétés publiquement du contenu et de l'orientation des questionnaires destinés à sonder la qualité ? Non. M. Jullian a-t-il, avec sa verve habituelle, pris à partie les « arbitres » de la commission Ferrier ? Pas du tout. Mais les uns et les autres ont — et dans des sens contraires — évoqué publiquement leurs « rapports » avec les sondages d'audience, sondages d'opinion, entre autres, les recettes publicitaires, et qui méritent davantage, comme devait le confirmer à son tour le président de la République, que l'on se fasse entendre et que l'on s'ingénie.

Gageons donc que les lauréats de FR3 (premier prix de qualité) et de Radio-France (deuxième prix dans la même catégorie) seront vite oubliés (« des chaînes non commerciales, ce n'est pas pareil, évidemment ! ») mais que l'on se battra encore à Noël, dans les antichambres de TF1 et d'Antenne 2, sur la « vérité » des pourcentages d'audience : cinq points de bonification pour la première chaîne contre un handicap de un point pour la seconde. L'écart se creuse.

Et pourtant, à l'analyse, la qualité est une trouvaille. Le coup de génie d'une administration soumise de son dévouement à la tâche, pas facile que d'instaurer, en marge des mouvements de capitaux, et pour 7 millions seulement, des débats d'idée « au plus haut niveau ». Quelle bouteille à l'encre, en effet, et quel miroir aux alouettes que ce grand point d'interrogation métaphysique suspendu sur les équipes du Centre d'études d'opinion et sur les jurés de la commission : pour quelle qualité travaillons-nous ?

Qualité cultivée des bacheliers de beaux quartiers ? Qualité paisible de celui qui, armé de son seul certificat d'études, sait discerner le matriage de l'homme et la variété ? Qualité curieuse des amateurs de documentaires ? Ou qualité-fantaisie des impénitents de l'imaginaire pour qui, tout de même, la dramatique de fiction... Discussion intarissable. Et le haut conseil de l'audiovisuel peut bien, de sa lointaine tri-

bune, souffler que la qualité des émissions ne tient qu'à des priorités — sommes allouées à la création, et donc prises sur le budget des documentaires, sur celui des médiales, des enfants, ou inversement. Le haut conseil n'a, lui, même pas le pouvoir de faire basculer 7 millions dans l'une ou l'autre des escarcelles.

Modèle commun ou modèle idéal

A tout prendre, la qualité reste, et restera un plaisir : plaisir de contester la qualité des autres. La commission de M. Ferrier a rédigé un rapport pour maintenir à l'intérieur du système ce droit à l'opposition et rappeler, peut-être, les sociétés de programmes à quelques principes hérités de nos humanités classiques. Le bien et le mal, l'honnêteté, la malhonnêteté. Et lorsque la même commission donne la palme à FR3, tandis que le Français moyen, symbolisé par les sondages, prime Antenne 2, tout, un instant, semble clair : il existe bien alors deux modèles qualitatifs, l'un commun, l'autre idéal.

Mais voici que le dispositif prévu par la loi parle à son tour et, en récapitulant toutes les notes, voici qu'il donne, lui aussi, la palme à FR3. Voici que la « neutralité » des chiffres se range à la « subjectivité » des avis ; et que vingt-sept « spécialistes » — télesurvolet leurs jugements confirmés par l'immense collectivité de la voix profane. Comment la commission de la qualité pourrait-elle, après cela, avoir le mauvais goût d'exiger la publication de son rapport ?

ANNE REY.

Les écrans de l'étranger

Automatisation à la mode belge

CHACUN sait que pour faire un programme de télévision il faut produire un certain nombre d'émissions. Certaines sont réalisées en direct, mais la grande majorité, enregistrées sur film ou sur magnéto, sont prêtées longtemps à l'émission.

Voulez à ce que tout soit prêt à la seconde dite, contrôler que tout se passe bien, éventuellement intervenir en cas d'incident : c'est le travail d'une petite équipe de réalisateurs et de techniciens qui constituent la régie finale. C'est un travail exigeant, surtout quand le programme se compose de courts séquences. Pendant la projection d'un film d'une heure et demie, la régie finale n'a pas grand-chose à faire, du moins si tout se passe bien. Mais, entre 7 et 9 heures du soir, on programme généralement une série de brèves émissions, et à chaque transition la régie finale doit intervenir. Il y aura des interventions

de la speakerie (émission en direct), des films publicitaires, des reportages enregistrés, etc. Chaque transition demande à la régie finale un ensemble d'opérations qu'elle doit exécuter en un très bref laps de temps.

Certaines de ces opérations sont de pure routine, et on ne peut les confier à une machine, de « maître en bois » le programme complet d'une soirée. Des interventions humaines sont indispensables, ne soit-ce que pour des questions de durée.

La télévision belge a adopté depuis quelques mois une solution intermédiaire. Au lieu de faire réaliser par un homme l'enchaînement des diverses séquences qui constituent le programme, elle le fait réaliser par un ordinateur qui agit en conformité avec des indications préétablies, et qui rend compte à tout instant de ce qu'il fait

et de la façon dont le programme se déroule. Le réalisateur de la régie finale suit le bon déroulement du programme.

Ce système a été installé par Thomson-C.S.F. dans les nouveaux studios de la R.T.B. — en fait deux systèmes jumelés, l'un pour la R.T.B. francophone, l'autre pour la R.T.B. néerlandophone. L'élément central de chacun est un ordinateur 10020, auquel on indique à l'avance, dans un langage symbolique adapté, le programme de la soirée : quelles sont les émissions qui le composent, quelle est leur nature (direct, magnéto, film), quelle est la durée prévue, quels sont les impératifs à respecter (par exemple une émission en eurovision doit impérativement commencer à l'heure prévue), enfin comment on veut enchaîner les émissions (transition brusque, divers types de fondus).

A partir de ces données, l'ordinateur établit un programme détaillé où il introduit toutes les opérations de routine que suppose la projection et l'envoi sur l'antenne des émissions prévues. Certaines de ces opérations, comme allumer ou éteindre l'éclairage d'un studio, peuvent être directement commandées par lui.

En construisant ce programme détaillé, l'ordinateur opère certains contrôles de compatibilité (ne pas utiliser deux fois le même magnéto sans laisser un délai suffisant pour changer la bande magnétique). Enfin, il additionne toutes les durées prévues, signale celles qui sont incertaines, détermine les conflits possibles. Le réalisateur peut d'ailleurs prévoir plusieurs options entre lesquelles il choisira en temps utile.

Avant établi avec quelques heures d'avance son programme détaillé, le réalisateur de la régie finale n'a plus qu'à suivre en direct son déroulement, et si du moins tout se passe comme prévu. Il en sera rarement ainsi. Le réalisateur sera souvent amené à introduire de petites modifications, que l'ordinateur insérera dans le programme détaillé et dont il contrôlera l'influence qu'elles peuvent avoir sur son déroulement ultérieur. En cas d'urgence, le réalisateur peut passer du fonctionnement automatique à un fonctionnement « manuel » où l'ordinateur n'intervient plus. Mais il n'est pas déconnecté pour autant. Il enregistre toutes les interventions du réalisateur, les incorpore au programme détaillé et en tire les conséquences pour la suite. Ainsi le réalisateur pourra rendre le contrôle à l'ordinateur quand il le jugera utile. Il sera alors informé des conséquences éventuelles de son intervention et pourra en tenir compte.

En fin de soirée, l'ordinateur établit un bilan de toutes les opérations effectuées et de la durée exacte de chaque émission (ce qui peut être important pour la facturation des flashes publicitaires). Mais un tel bilan peut aussi permettre à une hiérarchie taillonnée de critiquer l'action de la régie finale et faire apparaître des tensions qui influeront sur la qualité du travail de la régie. Comme c'est souvent le cas, un progrès technique peut être la pire des choses si un certain « consensus » n'existe pas entre les hommes amenés à l'utiliser.

MAURICE ARVONNY.

« LA GRANDE PEUR DE 1789 »

Comment une révolution décoinçait un village

La grande peur de 1789 figure dans les livres d'histoire, mais entre des sortes de parenthèses : la révolution dans les campagnes, comme celle dans les quartiers et les faubourgs des villes, n'appartient que par quelques lignes à la version événementielle des années 1789-1793. Pour le peuple de Paris, républicain — lyrique — a été faite par Arlette Mouchkine, avec « 1789 », puis avec « 1793 ». Mais que s'est-il passé dans les campagnes ? On écarte rarement les stéréotypes : la force veut que le paysan n'attende rien de bon de ceux des villes et de leurs idées. Et à la notion de « grande peur », on associe volontiers l'incompréhension provinciale du Paris de 1668, ou la contre-révolution, l'an passé, dans le Nord du Portugal.

Alors, une émission consacrée à la grande peur de 1789 provoque l'attente d'un démontage : l'explication des mécanismes qui fondent abondamment la crainte d'un mouvement populaire par une masse tout aussi populaire... D'autre part, l'attention que Michel Favart (« Les Petits Enfants du siècle ») porte habituellement à l'exactitude de ses personnages permet d'envoyer un film tenant à la fois de l'« Histoire des gens », de Duménil, pour l'approche, et des « Combars », d'Alito, pour la dramaturgie. C'est-à-dire une grande émission de télévision pulvérisée. Michel Favart est aussi, on le sait, avec Bernard Bouthier et avec Maurice Frydland, un des meilleurs sujets de l'« école Santelli ».

Cela fait pourtant quelque deux ans que ce film attend, en réserve (« la Grande Peur de 1789 » est une des dernières commandes de Mme Boudrier sur la première chaîne), et il fallait sans doute une date aussi symbolique, le 14 juillet, pour que notre télévision-sondage la diffuse.

A quel le retard tient-il ? On peut attribuer ce délai à l'originalité de la représentation de l'histoire par Michel Favart. On peut aussi se reporter au

fait que, en définitive, la « grande peur » est surmontée et débouchée sur une prise de conscience révolutionnaire, postulat qui renverse les idées reçues.

A travers la « grande peur » d'un village limousin, Michel Favart et Marc Sator décrivent, en effet — tantôt par le menu de l'anecdote : voici le pain que l'on coupe, et la soupe où il n'y a pas de lard ; tantôt par un dialogue fortement didactique, analysant la formation du prix du pain ou le renforcement des privilèges de la propriété par l'abolition des privilèges de la noblesse, — les fluctuations de la conscience collective, telle qu'elle se constitue par l'entremise des faits et par l'intermédiaire des hommes. Même si l'inconscient semble être un territoire réservé aux jeunes femmes de la noblesse.

D'ailleurs, si l'on suit aux premières images Guillaume, le soldat qui revient de Paris où l'on a pris la Bastille, mais qui n'a rien vu — Guillaume, c'est Gérard Desarthe, — il s'agit ensuite d'un phénomène de masse, et, au sein de la masse, les contradictions se dessinent : selon la difficulté de chacun à vivre, Favart et Sator exposent comment l'homme est coincé. Le journalier tout en bas ; le propriétaire exploitateur-exploité juste au-dessus ; l'intendant idem ; le tabellion solitaire du pouvoir réel, c'est-à-dire prêt au changement de pouvoir ; le soldat chargé de faire respecter par une force qu'il n'a pas un ordre qui n'existe plus ; et le noble lui-même pas vraiment maître du jeu, harcelé par les banquiers. Ces derniers, au sommet de la pyramide de la construction sociale, sont d'ailleurs seulement mentionnés en creux, voilà peut-être pourquoi : leur puissance, qui croît de l'Antique Régime à l'autre qui suivra, n'est pas vraiment remise en cause. Selon le principe des « peurs », on aura en premier lieu peur de ses papiers, et il faudra qu'on se reconnoisse, si on désire que l'union soit possible ensuite.

Mais Favart et Sator n'attendent pas Thermidor pour rompre l'union des différentes composantes du tiers état : à partir du 4 août, c'est la bourgeoisie qui dira le droit, le sien. Et la « grande peur », dans tout ça ? Les auteurs se rallient à la thèse de l'historien Georges Lefebvre, pour qui les troubles n'étaient concertés ni par la faction du comte d'Artois ni par les francs-maçons. On ne verra donc jamais ces pillards qu'on redoutait autant que la disette et les dîmes, aides, corvées, champarts et autres gabelles. Peut-être même dans cette contrée n'y en avait-il pas.

Le propos du film est ambitieux. Visant à renverser une compréhension de l'histoire, il en modifie la représentation. Certes, le paysan devenu positif ne soit pas précisément ce qui se passe, il dit, on dit, que les députés siègent à la Bastille, et les rumeurs vont aussi vite que le tocsin, mais nul n'a oublié les cahiers de doléances, et personne ne peut convaincre ceux qui n'ont rien et qu'on expulse de chez eux que ça va aller mieux si rien ne se passe.

Toutefois, la substance des discours sera le fait de l'étoile — pour composer leur « film », Favart et Sator ont pratiqué le « collage » et par conséquent fait appel à de multiples archives écrites, et qui donc tenait la plume ? — tandis que le peuple parlera « naturel » au sens cinématographique du mot, il parlera comme vous et moi, forcément pas en potos. C'est d'ailleurs un autre type d'exactitude que visent les auteurs : le décor naturel et le tournage dans le style un peu reportage ne doivent pas masquer le legs d'histoire.

A chaque instant, la nécessité d'éviter les images convenues, apprises, animera la caméra, comme par un constant mouvement de négation. N'en demandons pas trop : les armes subtiles d'une représentation consciente des limites de sa propre vérité auraient pu semer le trouble.

MARTIN EVEN.

* Mercredi 14 juillet, TF 1, 20 h. 30.

France-Culture Avignon

PAS SEULEMENT EN SPECTATEUR

AUSSI régulièrement que les saisons, Avignon revient avec l'été, et France-Culture, cela fait maintenant huit ans, y plante ses microphones. Le plus souvent, le résultat a été exceptionnel. Cette année, qui émerge à longueur de programmes des formules destinées à établir un pont sonore entre les pensées et la vie — au risque de prendre pour « vivantes » les émissions plates de l'animation, calquées sur France-Inter et les stations périphériques, — dispose un mode par ses d'un terrain où la vie est impulsée par l'activité culturelle. Une activité pleine ou insaisissable, mais où l'événement est quotidien et attend une multitude de traitements, de l'écho brut — transmissions, reportages — au poème, sans écarter le débat ou l'analyse.

Un mois par an, donc, à l'instigation de Guy Erismann, France-Culture est à Avignon, et pas seulement en spectateur : aux créations de musique et de théâtre musical se sont ajoutées les formules théâtrales inventées par Lucien Attoun, « Théâtre ouvert », « le Guéridor », la « Cellule de créations » ; et les débats de l'auditorium sont avec ceux du verger d'Urbain V une incontournable occasion pour les festivaliers de rencontrer créateurs, interprètes et critiques. Plusieurs fois de suite, d'ailleurs, à la « Cellule de créations », de Georges Filloux et Jean Couturier, a rythmé la vie locale des soirées d'informations, d'audience restreinte, d'été-été, mais France-Culture ne s'adresse-t-elle pas à une succession d'auditoires restreints, qu'ils se définissent géographiquement ou par disciplines d'intérêt ?

Au regard des succès précédents, France-Culture-Avignon 1977 emprunte une formule singulière : une journée par semaine, le samedi, lui sera consacrée pour tout dire. Quel sera l'effet de cet espace sur la perception acoustique qu'on aura de la cité des Papes saisi de fibre ? Trop tôt pour en préjuger, même si cela ressemble un peu à une prise de recul. Car il n'est pas indifférent que la radio imprime la cadence de sa reconstitution sur une période hebdomadaire — selon quelles normes, quels critères ? — à un événement dont la richesse est justement faite de la succession ininterrompue d'instantanés témoins, de latences et de tensions.

Cela confirme peut-être la tendance de la chaîne, observée depuis quelques temps, à rendre encore plus littéraire son approche, tendance sanctionnée favorablement par des sondages en progression. Mais cette progression risque de s'enterrer sous la lenteur d'un monotonisme. Et France-Culture-Avignon, formule exemplaire d'une autre radio culturelle, située au cœur de son public et non au-dessus, représente l'alternance indispensable. — M. E.

* France-Culture-Avignon. A partir du samedi 17 juillet, de 14 h. à 23 h. 30.

NEW-YORK

Marcelle
au téléphone

M

RADIO-TELEVISION

Écouter, voir

● PLAIN-CHANT « CHANTER BRECHT. — Mercredi 14 juillet, A 2, 21 h. 35.

Pendant longtemps, et dès 1930, les chanteurs français ont introduit des textes de Brecht dans leur répertoire, les isolant de leur contexte — les chansons de Brecht faisaient toujours partie d'une pièce de théâtre — mais grâce à Pia Colombo, Mouloudji et une quinzaine d'autres, elles sont parvenues jusqu'à nous sans rien perdre du message que Brecht leur avait confié.

L'approche qu'Édith Piaf et le réalisateur Pierre Philippe ont choisie pour la dernière émission de « Plain chant » est double, et passionnante. Michel Bataillon apporte un éclairage politique et historique sur l'Allemagne des années 30, sur la vie de Brecht, tandis que par leur interprétation et des discussions, Hélène Martin, Katharina Renn, Catherine Sauvage et Francesca Solleville expliquent ce que c'est « chanter Brecht ». On objectera peut-être que l'on parle beaucoup dans cette émission consacrée à un auteur de chansons, mais jamais on n'a été aussi exhaustif et aussi brechtien pour parler de cet aspect-ci du dramaturge. Intelligence, mais aussi émotion : le générique, par exemple, est étonnant ; entendre Brecht chanter, c'est comme entendre Apollinaire dire le Pont Mirabeau.

● L'ÉVÉNEMENT : MONT-REAL. — Jeudi 15 juillet, TF 1, 21 h. 30.

On n'a pas fini d'entendre parler des Jeux olympiques de Montréal qui s'ou-

vriront dans quelques jours. A cette occasion cependant, Roger Gicquel présente un reportage intéressant, réalisé par Jacques Héraud sur des images d'Alain Resnais.

Trois grandes vedettes de la chanson québécoise (Félix Leclerc, G. Vigneault et Pauline Julien) y affirment notamment que le déficit dû au prix de construction du stade, coûte bien plus à ce jeune pays qui n'a pas de quoi payer ses professeurs et ses infirmières. La position du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa sera également entendue sur ce sujet.

Le reportage de Roger Gicquel rend compte d'autre part de l'aspiration profonde de ce pays à l'indépendance, tant vis-à-vis des U.S.A. que de la France. Il faut entendre Félix Leclerc chanter que « son pays n'est pas à vendre ».

● ESSAI : LES BRAUX JOURS. — Lundi 19 juillet, TF 1, 22 h. 05.

Au jeune réalisateur Francis Bouchet est venue, peut-être dans le prolongement de « La Vie filmée » de Jean-Pierre Alessandri, la jolie idée de feuilleton des albums de famille. Et d'y retrouver, sur des clichés jaunés, les grands moments de deux vies : le père (né en 1900) ; le fils (qui l'on quitte en 1920). Des pliques, des naissances, des mariages, mais aussi la révolution industrielle à l'échelle d'une petite entreprise, l'affaire Dreyfus, la belle époque. La caméra fouille les photos les plus parlantes, que prolongent des séquences filmées. Une production INA.

Les films de la semaine

● LE REPOS DU GUERRIER, de Roger Vadim. — Dimanche 11 juillet, TF 1, 20 h. 30. Brigitte Bardot en femme-objet acceptant l'esclavage des sens dans une adaptation chichiteuse d'un roman à succès de Christiane Rochefort. N'importe quoi, mais les historiens et sociologues du « mythe Bardot » ou les amateurs de belles photographies. Les audaces sexuelles de l'époque sont bien évanées.

● LE MUR INVISIBLE, d'Elia Kazan. — Dimanche 11 juillet, FR 3, 22 h. 30. L'antisémitisme dans la vie quotidienne américaine en 1947. C'était alors une innovation. Un film sérieux, engagé, toujours intéressant.

● LA PEAU DOUCE, de François Truffaut. — Lundi 12 juillet, TF 1, 20 h. 30. L'adultère et la difficulté qu'il y a d'être infidèle. Des personnages vrais, victimes des malentendus de la vie. Truffaut se révèle le successeur de Becker dans le réalisme psychologique et la peinture de milieu. Ce très bon film, vibrant de sensibilité, mais de forme « néoclassique », fut malheureusement méconnu. Il faut le redécouvrir.

● LA FEMME AUX BOTTES ROUGES, de Jean-Louis Bunnuel. — Lundi 12 juillet, FR 3, 20 h. 30. Défi, duel et lutte à mort

d'un mauvais génie (collectionneur qui la vue d'un tableau rend épileptique) et d'une sorcière blonde qui se laisse porter, comme écrivait Michelet, par « l'ardeur du désir et du rêve ». Si Bunnuel fils doit, forcément, certaines choses à Bunuel père, il faut savoir l'apprécier pour lui-même.

● LA COURSE EN TÊTE, de Joël Santoni. — Mardi 13 juillet, A 2, 20 h. 30. Un tableau prismatic, presque « cubiste », de la vie familiale et professionnelle d'Éddy Merckx, champion cycliste. Le montage joue un rôle essentiel dans cette symphonie d'images composées par l'auteur des « Yeux fermés » et des « Grifs brouillés ».

● LE MYSTÈRE DU TEMPLE HINDOU, de Mario Camerini. — Mercredi 14 juillet, A 2, 20 h. 30. Suite des aventures de Simon Palmer aux prises avec les Thugs (« Kali-Yug, déses de la pègre », mardi 6 juillet). Action constamment mouvementée et dramatique. Pour les amateurs de feuilletons d'aventures.

● LA MARSEILLAISE, de Jean Renoir. — Mercredi 14 juillet, TF 1, 13 h. 35. Expérience unique en France d'un film « pour le peuple et par le peuple », financé, au temps du Front populaire, par

une souscription de la C.G.T. Les enthousiasmes d'alors de Jean Renoir se sont traduits par une chère reconstitution de la période 1789-1792, vue, à Marseille et à Paris, à travers les réactions populaires face au vieux monde agonisant. Idée nationale contre idée monarchique. A ne pas manquer.

● DES ENNUIS À LA PELLE, de Norman Jewison. — Mercredi 14 juillet, A 2, 15 h. 45. Tony Curtis et une gamine assez cabotine, qui vont goûter aux délices de Disneyland. C'est à peu près n'importe quoi.

● SI PARIS NOUS ÉTAIT CONTÉ, de Sacha Guitry. — Mercredi 14 juillet, FR 3, 20 h. 30. La dernière des grandes farces historiques de Sacha Guitry où l'auteur, malade et vieillissant, dit ses goûts, ses amours et ses haines, en se promenant, avec esprit, à travers les siècles, pour raconter un Paris légendaire. Un dialogue super-brillant et une cavalcade d'acteurs.

● LE MORT EN FUITE, d'André Berthomieu. — Jeudi 15 juillet, FR 3, 20 h. 30. Le seul chef-d'œuvre d'un réalisateur qui signe soixante-dix films commerciaux à peu près sans intérêt. Humour noir et mélange des genres. Michel Simon et Jules Berry jouent, avec génie, des cabo-

tins mythomanes, emportés dans un fait divers criminel qu'ils ont créé de toutes pièces.

● LE ROI DES CHAMPS. ELYSÉES, de Fred Nasseck. — Vendredi 16 juillet, A 2, 22 h. 35.

Un film oublié. Tourné à Paris par Buster Keaton, parlant français. Histoire de soie et de comique de vaudeville. Une surprise, peut-être.

● RIO GRANDE, de John Ford. — Dimanche 18 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Troisième volet — après Le Massacre de Fort Apache et La Charge héroïque — de la grande trilogie frontalière sur la cavalerie américaine. Portrait complet du colonel Kirby York, joué par John Wayne. Il a des ennemis avec son ex-femme et son fils, et doit se battre contre les Apaches. Grandeur et fraternité militaires.

● LE FLEUVE SAUVAGE, d'Elia Kazan. — Dimanche 18 juillet, FR 3, 22 h. 30.

Le drame qu'entraîne la construction d'un barrage destiné à dompter les eaux du Tennessee. Conflit du progrès et de la tradition à travers un duel d'acteurs : Montgomery Clift et Jo Van Fleet. Nostalgie du vieux Sud en train de sombrer. Une œuvre forte, malgré quelques coquettes de mise en scène.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., le journal d'Yves Mourou; 20 h., le journal de Roger Gicquel (le samedi et le dimanche, 19 h. 45, Jean-Claude Bourred; Vers 23 h., TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut; Pour les jeunes : « Les laines » de Claude Piron (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (le samedi et le dimanche), le journal de Jean Lenoir; 14 h., 15 h., 16 h., 17 h., « Flash », par Gérard Holt; 18 h. 30, le journal de Patrick Lecoq et Berry Duret (différé); 20 h., le journal de Guy Thomas; Hélène Vial et Paul Lefèvre; vers 23 h., Dernière édition.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (*) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart; (R) indique des émissions sortant de l'ordinaire; (N) programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs; (R) les rediffusions; (S) les émissions de radio en stéréophonie.

FR 3 : 18 h. 55, et 19 h. 55, « Flash » (sauf le dimanche); vers 22 h., Journal.

ACTUALITÉS RÉGIONALES : 19 h. 20 (ensemble du réseau).

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 30); Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30); Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1, le 11 : 8 h. 55, A Bible ouverte; 9 h. 10, Foi et traditions des chrétiens orientaux; 9 h. 40, Présence protestante; 10 h. 10, Le jour du Seigneur; Messe à l'église Saint-Pierre d'Aulnay-en-Saône; le 18 : 9 h. 30, La source de vie; 10 h., Présence protestante; 10 h. 30, Le jour du Seigneur; « Jean Bourgois », « Fasting pour l'essentiel »; 11 h., Messe à la crypte Saint-Europe à Salines.

Informations

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Journal à 7 h. 30 (cult., mus.), à 9 h. (cult., mus.), à 12 h. 30 (cult., mus.), à 19 h. (cult., mus.) « Flash » à 17 h. (cult., mus.) à 8 h. 30 (cult.), à 17 h. 25 (cult. mus.) et 23 h. 55 (cult. mus.).

FRANCE-INTER : A chaque heure (sauf à 12 h. 30 et 18 h. 30, Bulletin complet à 5 h., 5 h. 30, 6 h., (Social matin), 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h. (Alain Bedouet), 8 h. 30 (Claude Guillaumin), 9 h., 13 h. (J.-P. Elkabach), 19 h. (Paul Amar), 20 h., (Roger Telo); 22 h. (Paul Amar), 24 h.

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures (sauf à 8 h., Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve); 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur Alain Duhamel); 8 h. (Philippe Gildas); 9 h. (François Kraemer); 13 h. (André Ar-

naud), 18 h. (Pierre Lescure); « Flash » toutes les heures; 22 h. 30, Europe-Panorama; 1 h., Europe dernière.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h.; Bulletin complet à 9 h., 13 h. (Journal « non stop »), 18 h. 30 (Jacques Paoli); « Flash » toutes les heures; R.T.L.-dix à 22 h.

RADIO-MONTÉ-CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h.; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35; Journal à 7 h., 8 h., 9 h., 12 h., 14 h., 20 h., 22 h. 30, 24 h.; « Flash » aux autres heures (détail à 1 h.).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations; 9 h., Magazine de Pierre Bouillier; 10 h., Ça sent les vacances; 11 h., Contes de voix; 12 h., Récit-nouveau; 12 h. 45, Le jeu des 1000 francs; 17 h., Radioscopie; 9 h. 10, Marche ou rêve (le samedi : la

tribune de l'histoire); 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les mandés de Philippe Gildas; 8 h. 15, Chronique d'E. Mougeon; 8 h. 30 (R) « Expliquez-vous... » d'I. Léval; 11 h., Pile ou face; 12 h., Cash; 13 h. 30 (R), Les dossiers extraordinaires du crime; 14 h., Une femme, un homme (le samedi : l'histoire vécue, par P. Dumay); 16 h. 30, Jean-Michel Desjardes et Anne Sinclair; 19 h., Jean-Loup Laffont; 20 h. 30, Pierre Pechin; 21 h. 30, François Diwo; 24 h., G. Saint-Bris.

RADIO - MONTÉ - CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés; 9 h. 30, J.-P. Foucault; 12 h., A vous de jouer; 12 h. 25, Quinze ou double; 14 h. 10, Le cœur et la raison; 15 h., Julie; 16 h., Cherchez le disque; 17 h., Taxi; 19 h., Hit-Parade; 20 h. 5, Toto-Bahut; 21 h. 5, Flash-back; 22 h., J.-C. Léval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles; 9 h. 20, Anne-Marie Peysson; 11 h. 30, La case tréor; 14 h., La responsabilité sexuelle; 14 h. 20, Appel, ou est 13; 19 h., Hit-Parade; 21 h., Les rouiers sont sympas; 24 h., Variétés.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) 7 h. 15, Horizon; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental; 8 h. 30, Service religieux protestant; 9 h. 10, Écoute Israël; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française (le 11); la Grande Loge de France (le 18).

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h., Jacques Chancel reçoit M. Félix Lévin, directeur du Tour de France (lundi); Mme Elizabeth Teissier, astrologue (mardi); Claude Nougaro (mercredi); Juliette Gréco (jeudi); Mme Lucie Faure, écrivain (vendredi).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1505

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								
XII								

HORIZONTALEMENT
I. Genre de bécasse, variété d'ole; Souvenir de douloureux instants. II. D'un auxiliaire; Bien, médecine. III. Mécanisme; tours. IV. Prévu sur une ligne. V. Le cœur du vieux Paris; Dont la charpente est apparente. VI. (Néant). VII. En Belgique; Un petit air penché s'élève à leur tête blonde. VIII. N'arrête pas de glousser. IX. Avertissement; Chant; on tient éventuellement compte. X. Préposition; Vient de lire. XI. On les laisse lourdement tomber; Nommée pour la forme.

VERTICALEMENT
1. Forme de cornichon assez répandue; Marque de dédain. 2. Lettres d'invitation; Fruit épilé; Après son passage, tout est bouleversé. 3. Substance collante; Totale quand elle est noire. 4. Exprimer; Très fins. 5. Travaux de scribes; Ne prie jamais (épilé). 6. Orientation; Coffre dépourvu de combinaison. 7. Désespéré quand il s'agit d'un départ certain; Pénalité. 8. Jadis invoqué; Heureux, par définition. 9. Suivent des coups; L'ami d'Elizabeth.

Solution du problème n° 1504
Horizontalement
I. Barbarisme; Bure. II. Ure; Lâ; Vain. III. Cl; Adenda. IV. Hou-Pai; Edred. V. En; Remous; Bure. VI. Chou; Arc; SS. VII. Ovi; Abélard. VIII. Déroune;

URSS. — IX. Sa; Se; Tiercé; AP. — X. Sic; Freinés; Le. XI. Sacre; Dés; Axi. XII. Épiste russe. XIII. Rats; Pl. XIV. Sled; Rk; Cornac. XV. Te; Essais; Nièce.

Verticalement
1. Bûcherons; Brest. 2. Arlon; As; Je. 3. Râ; Cld; Isère. 4. AP; Escapade. 5. Déroute; Oak. 6. Dien; Frisés. 7. He; Antres; St; Son; Ombrie; Titi. 9. Dru; Enlède. 10. Eva; Salerne; P.C. 11. Ra; Cassion. 12. Bi; Décrues; RI. 13. Un; En; Dr; Asine. 14. Vers; Sales; AC. 15. Bu; Désespérance.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 99
C.C.P. 4207-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-Communauté (sauf Algérie)
90 F 160 F 232 F 300 F

Tous pays étrangers
PAR VOIE NORMALE
144 F 272 F 402 F 530 F

ETRANGER
par messagerie
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

II. — TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

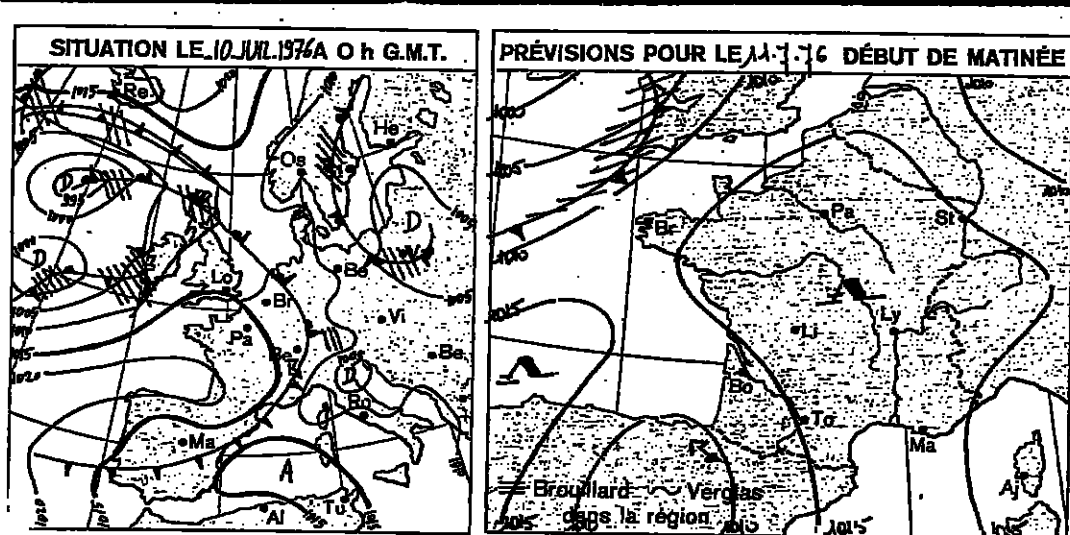
Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque ou provision (deux semaines ou plus), non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Changements d'adresse déclinés ou provisoires (deux semaines ou plus), non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 juillet à 0 heures et le dimanche 11 juillet à 24 heures :
Le champ de pression restera assez élevé en France, et les perturbations du courant atlantique, déviées vers l'Irlande et l'Ecosse, n'affecteront que très faiblement nos régions du Nord-Ouest. Par contre, un système orageux se développera en Espagne samedi et remontera dimanche vers nos régions du Sud-Ouest.

Dimanche 12 juillet, le ciel sera généralement dégagé le matin, avec seulement quelques brumes locales dans l'intérieur et quelques nuages bas près de la Manche et de la mer du Nord. Au cours de la journée, le temps restera bien ensoleillé et les températures maximales atteindront. Quelques nuages passeront se formeront l'après-midi; ils deviendront plus nombreux au voisinage de l'Atlantique, et quelques orages risquent d'éclater, principalement près du golfe de Gascogne.

Les vents modérés, de secteur sud de l'Atlantique à la Bretagne, de secteur nord près de la Méditerranée, seront faibles et variables ailleurs.

Samedi 10 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget, de 1014,4 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

Température la plus élevée indiquée le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juillet : le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 : Alais, 28 et 18 degrés; Biarritz, 23 et 14; Bordeaux, 26 et 13; Brest, 20 et 11; Caen, 24 et 12; Cherbourg, 20 et 12; Clermont-Ferrand, 28 et 18; Dijon, 28 et 19; Grenoble, 28 et 18; Lille, 25 et 16; Lyon, 28 et 18; Marseille, 31 et 23; Nancy, 27 et 17; Nantes, 25 et 12; Nice, 28 et 20; Paris-Le Bourget, 30 et 20; Rennes, 23 et 12; Strasbourg, 25 et 17; Tours, 28 et 15; Toulouse, 29 et 14; Poitiers-Air, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 18 degrés; Amsterdam, 27 et 13; Athènes, 30 et 21; Berlin, 21 et 12; Bonn, 28 et 15; Bruxelles, 25 et 17; Les Canaries, 28 et 21; Copenhague, 18 et 12; Genève, 28 et 16; Lisbonne, 28 et 17; Londres, 25 et 13; Madrid, 30 et 17; Moscou, 18 et 10; New-York, 28 et 22; Palma-de-Majorque, 30 et 17; Rome, 29 et 21; Stockholm, 19 et 8.

Concours

● La S.N.C.F. organise, du 19 au 21 octobre, un concours de dessinateurs industriels pour ses bureaux d'études de Paris et de province. Ce concours est ouvert aux titulaires d'un baccalauréat, d'un brevet de technicien ou d'un diplôme supérieur des spécialités scientifiques ou techniques. Les candidats doivent être français, âgés de 18 ans au moins le 1er janvier 1977 et de 30 ans au plus le 30 juin 1978. Ecrire avant le 15 septembre à M. le Chef du Personnel, direction du matériel, 20, rue de Rome, 75008 Paris.

La S.N.C.F. organise, d'autre part, les 8 et 9 septembre deux concours l'un pour le recrutement de chef de district stagiaire, l'autre pour l'emploi de chef de circonscription stagiaire auxquels il est possible de participer suc-

Journal officiel

Sont publiées au Journal officiel du 10 juillet 1976.

DES LOIS :
● Modifiant l'article 67 de l'ordonnance n° 581270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature;
● Modifiant les articles 13 bis et 22 bis de la loi n° 481360 du 1er septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation à usage professionnel et instituant des allocations de logement;
● Portant diverses mesures de protection sociale de la famille.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Nous pourrions permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous occupons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :
Quinze jours 20 F
Trois semaines 26 F
Un mois 34 F
Un mois et demi 42 F
Deux mois 52 F

ETRANGER (voies normales) :
Quinze jours 27 F
Trois semaines 38 F
Un mois 50 F
Un mois et demi 64 F
Deux mois 81 F

EUROPE (avion) :
Quinze jours 43 F
Trois semaines 58 F
Un mois 81 F
Un mois et demi 112 F
Deux mois 136 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des mandats demandés et les frais de transport. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant : une semaine au moins avant leur départ, en réglant les noms et adresses en lettres majuscules.

مكتبة الأنجلو

RADIO-TELEVISION

Jeudi 15 juillet

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.), Midi première ; 13 h. 35 (C.), Série ; Tarzan ; 14 h. 25, Feuilleton : Bons baisers de Sherlock Holmes ; 15 h. 30 (C.), Tour de France (Bordeaux-Tulle) ; 16 h. 15, Pour les petits ; 17 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 45, Les animaux qu'on appelle des bêtes ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Tour de France (résumé filmé) ;

20 h. 30, Série : Nick Verlaïne, avec Ph. Nicaut ; 21 h. 30 (A.), Magazine : L'événement, prés. J. Bessancon.

Spécial Jeux olympiques : un reportage à Montréal de Roger Guezou, coprés. de Félix Leclerc, Gilles Vigneault et Pauline Julien. Leur opinion sur l'avenir économique de l'esprit olympique.

22 h. 30, Jazz à Juan : Joe Pass et le JATP, prés. A. Francis, réal. M. Rabinowsky.

CHAÎNE II : A2

14 h. 10, Aujourd'hui, Madame ; 15 h. 30 (R.), Série : Au cœur du temps ; 16 h. 20, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 45, Fenêtre sur ; 18 h. 15, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, La parole est aux républicains indépendants ; 20 h. 35 (R.), Le Grand Échiquier, de J. Chancel.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Le faiseur de bulles et quatre nages sur la 3 ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Forces ouvrières ; 20 h. 10, Jeu : 20 heures en été ; 20 h. 30 (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : le Mort en fuite - d'A. Ber-

thomieu (1939), avec M. Simon, J. Berry, M. Giorv, F. Albary, (N.)

Deux cabotins cherchent à se rendre célèbres en faisant croire que l'un des deux a tué l'autre. Mais le mort, qui devait se manifester, ne paraît pas. Les deux se disputent, au point de se bécoter, et se réconcilient.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 15, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 30, Quand le peuple prend la parole ; 8 h. 45, Le Samit, ou la protection de l'été ; 9 h. 15, Le fleur d'or ; 9 h. 25, Matinales de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag, avec M. Schaefer ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 10, Poésie ; 14 h. 30, Un livre, des voix : « l'Homme au chapeau » et la femme-vent ; 14 h. 45, Masculin-féminin : la différence ; 15 h. 15, Les après-midi de France-Culture ; à 16 h. 15, L'heure de pointe ; à 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 15, Musique paritaire, avec J. Druckman ; 18 h. 30, Feuilleton : « l'Espion »,

de F. Cooper ; 19 h. 30, Biologie et médecine ; 20 h. 15, Poésie ; 20 h. 30, « La plus belle histoire du monde » et « Pousse-pousse fantôme », d'après R. Kipling, avec N. Klein, M. Bouquet, J.-R. Caumont ; 21 h. 15, Disques ; 22 h. 30, Entrepreneurs, avec J.-T. Desautel ; 23 h. 10, De la vie ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, Obliques ; 12 h. 15, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 15, Méloides sans paroles ; nouvelles auditions (A. Tassan, J. Martinon, Ancelin) ; 15 h. 15, Méloides sans paroles (suite) : « 3-4-9 » (Rameau, Mago, Poulenc, Villa-Lobos, Schoenberg) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Intermodèles ; 19 h. 15, Instruments et solistes : Yehudi Menuhin, violoniste ; « Trois duos pour deux violons » ; Concerto pour violon et orchestre n° 2 (Sartre) ; 20 h. 15, Présentation du concert ; 20 h. 30, Festival estival de Paris : en direct de l'Église Saint-Séverin, Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Harward, direction J. F. Adams, avec D. Gailand, C. Wira et J.-C. Orlic ; « Magnificat » et « Cantate BWV 171 » (Bach) ; 22 h. 15, Musique traditionnelle corse ; 24 h. 15, Non écrites ; 1 h. 10, La clé.

Vendredi 16 juillet

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.), Midi première ; 13 h. 35 (C.), Émissions régionales ; 13 h. 50 (C.), Série ; Tarzan ; 14 h. 40 (C.), Feuilleton : Bons baisers de Sherlock Holmes ; 15 h. 35, Pour les petits ; 16 h. 20, Pour les jeunes ; 17 h. 30, Feuilleton : Ces animaux qu'on appelle des bêtes ; 18 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Tour de France (Tulle-Puy-de-Dôme, résumé filmé) ; 20 h. 30, Au théâtre ce soir : Bienheureux Anais, de M.-C. Sauvion, avec P. Maquignon, F. Fernandez, M. Thierry, C. Salviat.

Clovis Mitoux, restaurateur estimé de toute la commune de Bellemare, près de Vireux, et neuve de la tente-été, une sainte ! — n'a pas, dans la vie, que des sujets de satisfaction. Sa femme, par exemple.

22 h. 35, Les grands mystères de la musique (Liszt, tzigane et franciscain), prod. B. Gavoty, réal. Ch. Sansonnetti.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 14 h. 10, Aujourd'hui, Madame ; 15 h. 5, Tour de France ; 16 h. 25 (R.), Série : Au cœur du temps ;

17 h. 10, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 45, Fenêtre sur ; 18 h. 15, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, La parole est aux républicains indépendants ; 20 h. 35 (R.), Le Grand Échiquier, de J. Chancel.

20 h. 35 (R.), Feuilleton : La juive du château Trompette, d'après Ponson du Terrail, réal. Y. André, avec O. Versois ; 21 h. 40, Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. Les pièces du pouvoir.

22 h. 30, Ciné-club : le Roi des Champs-Élysées, de F. Nossack (1936), avec B. Keaton, P. Dubost, M. Guitty, J. Gerald, (N.)

Les mémoires d'un apprenti acteur qui est le sosie d'un chef de bande fou.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Le faiseur de bulles et quatre nages sur la 3 ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : L'association bouddhiste du Lot ; 20 h. 10, Jeu : 20 heures en été.

20 h. 30 (R.), Magazine vendredi : Service public de M. Cazeneuve et J.-P. Alessandri. (Le pourboire.)

Les gratifications données pour services rendus à l'État sont-elles justifiées ? Les gratifications données pour services rendus à l'État sont-elles justifiées ? Les gratifications données pour services rendus à l'État sont-elles justifiées ?

21 h. 30, Le centenaire des États-Unis : America, de Alistair Cook. (La troupeuse promise.)

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 15, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 30, Quand le peuple prend la parole ; 8 h. 45, Le Samit, ou la protection de l'été ; 9 h. 15, Le fleur d'or ; 9 h. 25, Matinales de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 10, Poésie ; 14 h. 30, Un livre, des voix : « l'Homme au chapeau » et la femme-vent ; 14 h. 45, Masculin-féminin : la différence ; 15 h. 15, Les après-midi de France-Culture ; à 16 h. 15, L'heure de pointe ; à 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 15, Musique paritaire ; 23 h. 50, Poésie.

l'anti-matière ; être cultivé ; 18 h. 2, Musique paritaire, avec J. Druckman ; 18 h. 30, Feuilleton : « l'Espion », de F. Cooper ; 19 h. 30, Les grandes aventures de la science moderne : le niveau intermédiaire de la structure des états vivants ; 20 h. 15, Poésie ; 20 h. 30, Cant ans de wagnerisme, avec D. Dubreuil et R. Reynaud ; 22 h. 35, Entrepreneurs, avec J.-T. Desautel ; 23 h. 10, De la vie ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Les grandes voix humaines ; 9 h. 30, Obliques ; 12 h. 15, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 15, Méloides sans paroles (Haendel, Berlioz, Purcell, J.-S. Bach, Liszt) ; à 15 h. 15, Méloides sans paroles (suite) : « Lumière de la Grèce » (Ravel, Stravinsky, Jolivet, Capdeville, Chyenne, Monteverdi) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Intermodèles ; 19 h. 15, Instruments et solistes : Yehudi Menuhin, violoniste ; « Trois duos pour deux violons » ; Concerto pour violon et orchestre n° 2 (Sartre) ; 20 h. 15, Présentation du concert ; 20 h. 30, Festival estival de Paris : en direct de l'Église Saint-Germain-des-Près, chœurs, solistes et orchestre de Prague, direction M. Fauriol ; « Symphonie de Prague » et « Messe du Couronnement » (Mozart) ; 22 h. 30, Contrechamps : les Ménestriers, avec B. Pierrat, chanteurs et danseurs du théâtre au théâtre ; 23 h. 15, En direct du Festival de Nice : Jazz forum, par L. Malson ; 24 h. 15, En marge ; 1 h. 15, Final : la critique de C. Lust.

Samedi 17 juillet

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.), Midi première ; 13 h. 45 (C.), Jeunes pratiques ; 13 h. 50 (C.), Émissions régionales ; 13 h. 55 (C.), La France défigurée ; 14 h. 20 (C.), Samedi est à vous (reprise à 17 h. 50) ; 15 h. 50, Tour de France (Montargis-Verdun) ; 16 h. 35, Pour les petits ; 16 h. 40, Six minutes pour vous défendre ; 18 h. 50, Magazine auto-moto ; 19 h. 45, Tour de France (résumé filmé) ; 20 h. 30, Variétés : Le « show » de Joe Dassin à l'Empire ; 21 h. 15, Spécial Jeux olympiques : La cérémonie d'ouverture à Montréal.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Journal pour les sourds et les mal-

entendants ; 13 h. 50, Dessin animé ; 14 h. 10, En attendant l'été ; 15 h. 30 (R.), Série : Hawaii, police d'État ; 16 h. 25, Caméra au poing (Une bataille pour les oiseaux) ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Y'a un truc ; 20 h. 35, Théâtre : « N'écoutez pas, Mesdames », de S. Guity, réal. J. Hubert, avec J.-P. Darre, avec M. Badie, G. Fontanel. Les tribulations sentimentales d'un antiquaire.

22 h. 20, Variétés : Dix de der, de Ph. Bour-

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Pour les jeunes : Quatre nages sur la 3 et Lolek et Bolek ; 19 h. 5, Émissions

régionales ; 19 h. 40, Un homme, un événement : L'athlète Guy Lurix ; 20 h. 30, Spécial outre-mer : Pibonit, des rails dans le désert ; 20 h. 30, Téléfilm policier : « Mission suicide », de J. Thorpe, avec V. Johnson, R. Milland, B. Killy.

Un homme retrouvé inconscient dans un parc public qu'il est tenu à payer. Il doit assumer le militairement Oscar Brady.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 15, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 30, Quand le peuple prend la parole ; 8 h. 45, Le Samit, ou la protection de l'été ; 9 h. 15, Le fleur d'or ; 9 h. 25, Matinales de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 10, Poésie ; 14 h. 30, Un livre, des voix : « l'Homme au chapeau » et la femme-vent ; 14 h. 45, Masculin-féminin : la différence ; 15 h. 15, Les après-midi de France-Culture ; à 16 h. 15, L'heure de pointe ; à 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 15, Musique paritaire ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Pitoresques et légères ; 8 h. 15, Méloides sans paroles (Bartók, Boccherini, R. Strauss, Saint-Saëns) ; 9 h. 7, Méloides sans paroles (suite) (Mendelssohn, Haendel) ; 9 h. 30, Écoute d'antiquaire ; 10 h. 15, Écoute ; 12 h. 15, De la vie ; 12 h. 45, Jazz, 78 vous plaît ; 13 h. 15, Méloides sans paroles ; 14 h. 15, Méloides sans paroles (suite) ; 15 h. 15, Méloides sans paroles (suite) ; 16 h. 15, Méloides sans paroles (suite) ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Intermodèles ; 19 h. 15, Instruments et solistes : Yehudi Menuhin, violoniste ; « Trois duos pour deux violons » ; Concerto pour violon et orchestre n° 2 (Sartre) ; 20 h. 15, Présentation du concert ; 20 h. 30, Festival estival de Paris : en direct de l'Église Saint-Germain-des-Près, chœurs, solistes et orchestre de Prague, direction M. Fauriol ; « Symphonie de Prague » et « Messe du Couronnement » (Mozart) ; 22 h. 30, Contrechamps : les Ménestriers, avec B. Pierrat, chanteurs et danseurs du théâtre au théâtre ; 23 h. 15, En direct du Festival de Nice : Jazz forum, par L. Malson ; 24 h. 15, En marge ; 1 h. 15, Final : la critique de C. Lust.

Dimanche 18 juillet

CHAÎNE I : TF1

9 h. 30, Émissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.) ; 12 h. 15 (C.), Allons au cinéma ; 13 h. 30, Tour de France (En direct des Champs-Élysées) ; 14 h. 25, Variétés : Music story ; 14 h. 50 (C.), Sports : Direct à la une ; 14 h. 50, Tour de France : Arrivée aux Champs-Élysées ; 17 h. 25 (C.), Voyages : Au-delà de l'horizon (Slovan), le premier tour du monde en solitaire par A. Bombard ; 18 h. 25, Concert ; 18 h. 45 (R.), Feuilleton : Nans le berger ; 19 h. 20, Les animaux du monde ; 20 h. 30 (R.), Film : Rio Grande, de J. Ford (1950), avec J. Wayne, M. O'Hara, B. Johnson, V. Mac Lagen, (N.)

Un colonel de la cavalerie américaine fait franchir le Rio Grande à ses hommes, afin de poursuivre une tribu apache en territoire mexicain.

22 h. 15, Questionnaire : M. Robert Mallet répond à la question de J. Schreiber... Comment peut-on être mondialiste ?

Les accords planétaires sur le recensement de l'humanité de Paris, chancelier des universités, ont été signés. L'histoire dernière à la tête du Comité des organisations mondialistes.

CHAÎNE II : A2

12 h. 10, Tour de France ; 13 h. 15, Dessins animés, Mardi Ring ; 14 h. 15, Film : Ali Baba et les quarante voleurs, de J. Becker (1964), avec Fernandel, S. Gamal.

Lorsqu'un nain pas très débrouillard se voit transformé, pour avoir prononcé les paroles magiques, en héros des légendes et des contes.

15 h. 30, Variétés, dessins animés ; 15 h. 40, Tiercé ; 16 h. 30, Monde merveilleux de la couleur, de W. Disney ; 17 h. 15, Flash sportif ; 17 h. 20, Monsieur Cinéma et Ciné parade ; 18 h. 15, Flipper le dauphin ; 18 h. 40, Sports : Stade 2 ; 19 h. 30, Ring parade.

20 h. 35, Variétés : Show Sylvie Vartan ; 21 h. 40 (R.), La dynastie des Forsyte. (Un dîner de famille.)

CHAÎNE III : FR3

18 h. 45, Spécial outre-mer ; 19 h. 5, Émissions régionales ; Hexagonal ; 20 h. 5, Pour les jeunes : Les mystères de la Tante ; 20 h. 30, Soirée canadienne : « A la cana-

dienne » et « C'était le fil de ma vie », de P. Blouin.

Des variétés avec des artistes canadiens précèdent une dramatique de Paul Blouin. Un accident de voiture (accident au sens propre) de M. Blouin, pour le journaliste, cherche à élucider la raison de la disparition de Jacques et de Rachel. Il découvre les tentatives de l'ennemi pour les retrouver et les routes ombreuses de Saint-Marc.

22 h. 30 (R.), Cinéma de minuit (cycle Elia Kazan) : « le Fleuve sauvage », de E. Kazan (1960), avec M. Clift, L. Remick, J. Van Fleet, A. Salami.

En 1932, le gouvernement américain décide de faire construire des barrages dans le Tennessee. Un ingénieur doit décider une vieille femme, attachée à ses terres, de les vendre à un prix dérisoire, à vendre son terrain.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 15, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 30, Quand le peuple prend la parole ; 8 h. 45, Le Samit, ou la protection de l'été ; 9 h. 15, Le fleur d'or ; 9 h. 25, Matinales de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 10, Poésie ; 14 h. 30, Un livre, des voix : « l'Homme au chapeau » et la femme-vent ; 14 h. 45, Masculin-féminin : la différence ; 15 h. 15, Les après-midi de France-Culture ; à 16 h. 15, L'heure de pointe ; à 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 15, Musique paritaire ; 23 h. 50, Poésie.

« Ne jouez pas avec l'amour », de Calderon, avec M. Elcheverry, F. Huster, R. Acquaviva ; 16 h. 15, Orchestre de la radio de Salzbourg, de E. Constant ; « Transmutations » (Chavannes) ; « Concerto pour violon n° 1 » (Mozart), opus 19 (Prokofiev) ; « Deuxième symphonie en ut mineur, opus 29 » (Schubert) ; 17 h. 30, Rencontre avec D. Webb ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10 (R.), Le cinéma des cinéastes ;

20 h. 15, Poésie Interrompue ; 20 h. 40, Cant ans de wagnerisme, avec D. Dubreuil et R. Reynaud ; 22 h. 35, Black and blue ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade (J. Strauss, E. Coates, F. Schreier, E. Kaimm) ; 7 h. 45, Concert, promenade (W. Stauden, H. Nagan, H. Mah, C.-M. Zieher) ; 8 h. 15, Cantate pour le premier dimanche après la Trinité ; 9 h. 15, Musical pour le premier dimanche après la Trinité ; 9 h. 30, Harmonia sacra, par R.-J. Vidal ; 12 h. 15, La route des jolies ; 13 h. 40, Petites formes ; 14 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Lohengrin » (Wagner) ; 17 h. 30, Le concert de la nuit de la radio de Salzbourg, de E. Constant ; 18 h. 30, Musique paritaire ; 19 h. 15, Instruments et solistes : Yehudi Menuhin, violoniste ; « Trois duos pour deux violons » ; Concerto pour violon et orchestre n° 2 (Sartre) ; 20 h. 15, Présentation du concert ; 20 h. 30, Festival estival de Paris : en direct de l'Église Saint-Germain-des-Près, chœurs, solistes et orchestre de Prague, direction M. Fauriol ; « Symphonie de Prague » et « Messe du Couronnement » (Mozart) ; 22 h. 30, Contrechamps : les Ménestriers, avec B. Pierrat, chanteurs et danseurs du théâtre au théâtre ; 23 h. 15, En direct du Festival de Nice : Jazz forum, par L. Malson ; 24 h. 15, En marge ; 1 h. 15, Final : la critique de C. Lust.

Lundi 19 juillet

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30 (C.), Midi première ; 13 h. 35 (C.), Émissions régionales ; 13 h. 50 (C.), Série : Tarzan ; 14 h. 40, Feuilleton : Bons baisers de Sherlock Holmes ; 15 h. 35, Pour les petits ; 16 h. 20, Pour les jeunes ; 17 h. 30, Feuilleton : Les animaux du monde ; 18 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Tour de France (résumé filmé) ; 20 h. 30, Au théâtre ce soir : Trois belles filles aux Antilles, en vingt et un épisodes de treize minutes.

20 h. 30, La caméra du lundi : « La Maison » (1970) de G. Brach, avec M. Simon, D. d'Arbanville, P. Prébois. Américain vient d'arriver dans sa retraite un vieux mélophobe qui découvre

une avec étonnement les mesures de la nouvelle génération.

22 h. 5 (R.), Émissions de l'Institut de l'audio-visuel ; Le beau monde de F. Bouchak. L'histoire d'une famille, de 1860 à 1920, vue à travers ses albums de photographies.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 14 h. 10, Aujourd'hui, Madame ; 15 h. 30 (R.), Série : Au cœur du temps ; 16 h. 20, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 45, Fenêtre sur ; 18 h. 15, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeux olympiques (résumé) ;

20 h. 35, Variétés : Gala de l'UNICEF ; 22 h. 10, Jeux olympiques (résumé) à 23 h. 20.

CHAÎNE III : FR3

19 h. 5, Feuilleton : « Étranger, d'où viens-tu ? » (1^{er} épisode) ; 19 h. 40, Pour les jeunes : Mon ami Guigol ; 20 h. 10, Jeu : 20 heures en été ; 20 h. 30 (R.), Prestige du cinéma : « Trois cahiers de Manthéran », de M. Carné (1965), avec A. Girardot, M. Ronet, G. Farzetti, R. Laffont, (N.)

Un homme et une femme, devenus des époux, se retrouvent dans un bar de Manhattan et essaient d'unir leurs deux solitudes pour un amour difficile.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. 15, Les chemins de la connaissance ; 8 h. 30, Quand le peuple prend la parole ; 8 h. 45, Le Samit, ou la protection de l'été ; 9 h. 15, Le fleur d'or ; 9 h. 25, Matinales de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag ; 11 h. 2, Groupe de recherche musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Renaissance des organes de France ; 14 h. 10, Poésie ; 14 h. 30, Un livre, des voix : « l'Homme au chapeau » et la femme-vent ; 14 h. 45, Masculin-féminin : la différence ; 15 h. 15, Les après-midi de France-Culture ; à 16 h. 15, L'heure de pointe ; à 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 15, Musique paritaire ; 23 h. 50, Poésie.

Dossiers ; 17 h. 15, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Interdit aux adultes ; 18 h. 2, Cant ans de wagnerisme ; 19 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : C. Piro, dit par P. Mazzi ; 20 h. 15, Poésie ; 20 h. 30, « Le Port », de M. Frot, avec D. Ivernal, M. Hondo, A. Jaud ; 21 h. 5, L'Autre Scène ou les Vivants de l'Europe ; 22 h. 35, Entrepreneurs, avec A. Rubinstein ; 23 h. 5, De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Petites formes ; 9 h. 30, Obliques ; 12 h. 15, La chanson ; 12 h. 45, Jazz classique ; 13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h. 15, Méloides sans paroles : portrait d'un musicien français, J.-J. Werner ; à 15 h. 15, Après-midi lyrique : « Les Troyens », actes 1, 2 et 3 (Berlioz), par les chœurs et l'orchestre de Covent Garden, direction C. Davis, avec J. Vickers, J. Vessy, S. Lindholm ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; 18 h. 30, Intermodèles ; 19 h. 15, Instruments et solistes : Edwin Fischer, pianiste interprète piano et orchestre en ut mineur K 265 ; « Concerto pour piano et orchestre en ut mineur K 265 » ; 20 h. 15, Concours international de guitare ; 20 h. 30, Présentation du concert ; 20 h. 30, En direct de l'Église Saint-Séverin, les chœurs de France-Culture, direction R. Wagner (Mozart, Palestrina, Victoria, Schoenberg) ; 22 h. 30 (R.), Pour une place de musique, d'A. Alimuro.

D'une chaîne à l'autre

FR 3 LANCE UNE ENQUÊTE AUPRÈS DES USAGERS SUR LES ZONES D'OMBRE EN PICARDIE.

(De notre correspondant

● L'établissement public régional, qui a déjà déploré à plusieurs reprises le caractère partiel de la couverture de la Picardie par la télévision, vient de lancer une enquête par l'intermédiaire de la presse locale et des maires pour recenser les besoins dans ce domaine.

En fait, les zones d'ombre, ou les zones d'attente, dans la zone nord-est de la Somme, les émissions régionales ne sont reçues que sur la première chaîne (émetteur de Lille-Bourguignon). Si l'on veut les recevoir, il faut une antenne bien orientée. Lorsque le signal (VHF) disparaît, c'est-à-dire en 1930, cet émetteur

sera évidemment abandonné. De quel côté tourner l'antenne ? En ce qui concerne la deuxième et la troisième chaîne, la Picardie est desservie par les trois émetteurs d'Amiens-Saint-Just, Abbeville-Limoux et Hirson-Landouzy. Dans ce réseau U.E.F., les zones d'ombre se situent dans les arrondissements de Soissons (Soissons-ville exceptée) et de Chateau-Thierry, où l'on capte l'émission de France 3.

L'établissement public régional estime qu'en 1980 les mesures techniques devront avoir été prises pour donner à chaque téléspectateur picard la possibilité de recevoir la télévision régionale. C'est-à-dire qu'aux trois émetteurs en U.E.F., il faudra en ajouter deux, sans compter la possibilité d'émission de faible portée ou de réseaux par câble, pour desservir les zones d'ombre résiduelles. Le coût de ces aménagements indispensables est qualifié de « très lourd ».

Les personnes qui ont des difficultés ou des impossibilités à capter les émissions de FR 3-Picardie sont invitées à écrire à : Mission régionale, « Enquête télévision régionale », 47, rue de la République, B.P. 377, 80026 Amiens Cédex. — (Corresp.)

UN NOUVEAU CHEF DU SERVICE DE PRESSE SUR ANTENNE 2

● Parmi les collaborateurs qu'Armand Jammot, nouveau directeur des spectacles d'Antenne 2, vient de désigner, M. Jean-Didier Woltrouff, chef de cabinet de Marcel Juhan, président-directeur général de cette chaîne, a été nommé chef du service de presse.

D'autre part, Sylvie Genevoix n'est pas chargée des émissions littéraires mais

Des petites filles modernes aux femmes d'« Esprit »

"un peu d'amour et de compréhension..." — « J'ai été frappée, blessée, humiliée, outragée... » — « ...et toi, enfant, me donnes un coup de main à la maison, cela te met hors de lui : « Votre mère est là pour travailler, se taire, et c'est tout. (...) Nous aspirons à la paix et à être considérées comme des êtres humains... »

Le titre qui réunit les éléments de ce premier ensemble — la Part des femmes — n'est pas sans une certaine résonance évangélique. La femme « totale » serait-elle une sorte de synthèse de Marthe et de Marie ? Esprit est le maintien le plus pur et intrinsèque, bref le plus chrétien, le plus véritablement chrétiens que tant d'autres, par des entraînements divers, ont perdus de vue. Ce qui expliquerait peut-être que dans telles de ces pages, ici ou là, on croie trouver un on ne sait quoi : comme le murmure d'un écho lointain de cette pensée éternellement superlativement exprimée par l'Image du trône royal « occupé par la femme au foyer ». A regarder d'un peu près, ce trône prend les proportions moins souveraines du labourer de cuisine. D'où elle descend d'ailleurs pour les prosternations et abutions rituelles sur le carreau de ladite, munie des ornements de serpillière. Ce qui fait que l'Image du trône royal « occupé » un siège plus simplement républicain : Liberté, Egalité, Fraternité (à condition d'ajouter à la devise, et pour les hommes aussi, un quatrième terme : Différence). Dans notre société de progrès, et à l'égard des hommes, elles en sont encore beaucoup plus loin que ceux-ci entre eux. Ce qui n'est pas peu dire.

SOMMAIRES

— Une nouvelle revue, *Métanôse* (Marsenne, 26200-Montvillair). — Son titre dit bien en grec ce qu'il veut dire : « Changement de mentalité » ; y marqué « L'Année de la femme » dans ses trois premiers numéros : la femme dans l'évangile de saint Thomas ; Eve et Marie ; et le judaïsme, religion du Dieu mâle », *Métanôse* soulignent les efforts de Moïse pour égarer la Déesse-Mère.

— Les Cahiers du GEFV (14, rue du Musée, Bruxelles ; 47, rue Saint-Honoré, Paris) consacrent leur numéro 12 à la parole des femmes — et à leur silence.

— Le dernier numéro de *Sorcières* traite de la prostitution : ou plus subjectivement de : « se prostituer ». (Edit. Albatros, 14, rue de l'Armoricaine, Paris-15°.)

En lisant le journal

A propos des Wendel et de « la Lorraine annexée »

seule tonne de fonte pendue, en particulier à Anbœuf, Jomécourt et Jouef (cf. le rapport sur l'industrie minière en Lorraine et Moselle pendant les années 1914 à 1918, Nancy-Paris-Strasbourg, 1924, rédigé par l'ingénieur Henri Lefebvre). D'un autre part le minerai qu'on a traitait dans cette région n'était pas indispensable à l'économie allemande.

2) Si l'on élargit — l'industriel — la dénomination « bassin Elbe » à l'ensemble du bassin houiller, on ne peut pas inclure les installations de Lorraine anglaise (« Hagondange, Rombas, Vayange, etc. »), il devient exact que la production de fonte que les Allemands y assurèrent entre 1914 et 1918 leur fut d'une utilité capitale et qu'à défaut d'elle la production de fonte allemande n'aurait pas suffi. Mais contrairement à ce qu'écrit M. Frécheur, après l'Exécution de 1935, les commandes d'acier n'a jamais eu le moyen matériel de détruire ces usines, ni les canons ni par bombardements aériens. Les Allemands n'ont pu bénéficier pour les usines de Meurthe-et-Moselle. Les archives de guerre conservées à Vincennes les procès-verbaux publiés de la commission d'enquête sur la sidérurgie de 1919 ne laissent aucun doute à cet égard.

3) La commission officielle adressée par deux associations d'industriels allemands au haut commandement et au gouvernement de Berlin en décembre 1917 auquel M. Frécheur se réfère, peut bien prouver tel à l'appui sa thèse. Les industriels allemands, qu'exaspérait l'idée qu'on leur laissât Brieux aux Français en 1918, dans l'ignorance de sa valeur, ont travaillé à en faire, quasiment jusqu'à la fin, un but de guerre principal. Ils ont voulu imposer leur propre opinion publique de la valeur de l'enjeu, ils ont conduits à en exagérer l'importance et l'utilité dans la conjoncture de l'époque, et à entretenir cette même confusion géographique qu'il convient de dissiper pour éclaircir le débat.

SOCIÉTÉ FEMMES

Rêveries d'une promeneuse solitaire

MARIE, vingt-huit ans, est au chômage depuis quelques jours. L'un des rares avantages de cet état est d'avoir — provisoirement du moins — le temps de vivre, d'être dans les rues de Paris Avenue Daumesnil, 11 heures, Marie se dirige vers le métro. Un homme d'une trentaine d'années la longe discrètement et suit avec intérêt ses regards devant les vitrines. Il l'aborde par le traditionnel :

« Vous voulez prendre un pot ? »

— Non, répond-elle, ironique, seulement le métro.

— Vous avez l'air si nonchalante... Il sous-entend que l'indolence d'une femme est nécessairement invitation, et ce n'est pas provocation. Elle s'explique :

« J'ai du vague à l'âme. »

— Vous savez, il faut parler aux autres. Chacun a sa spécificité.

La femme surprend Marie, qui s'interroge sur la « spécificité » de cet homme-là. Un long récit fumeux de différents séjours entre Evian, Annecy, Vichy et La Bourboule la conduit, par bonheur, jusqu'à la bouche du métro. Elle y pénètre avec soulagement.

Dans les rues du Marais, 4 heures de l'après-midi, quelques lycéens rôdent, visiblement pressés d'affirmer leur virilité. L'un d'eux, au demeurant beau gosse, l'interpelle :

« J'ai pas déjà vu, toi ? »

— Non, répond-elle fermement, je suis provinciale. Je descends juste du train.

Le lycéen, qui ne l'avait pourtant approchée que de profil, se met à hurler :

« Pouch, qu'elle est mèche celle-là ! Un vrai pou ! On me la donnerait que j'en voudrais pas ! »

Se retournant vers lui, Marie hésite entre l'argument logique et la prise de juto. Finalement, marquée, elle se contente d'un :

« Toi, petit, tu le prends au moins pour Don Juan ! »

Elle pourrait se pérégriner. Un second lycéen l'aborde (va-t-elle sympathiser ainsi avec tout le lycée ?) :

« Faut pas vous en faire, mademoiselle, mon copain, il est vexé. C'est parce que vous l'avez rabroué qu'il s'est vengé. »

Puis l'adolescent, moins fine bou-

che que l'autre, lui glisse à l'oreille :

« Alors, mignonne, on va s'aimer ? »

La proposition n'ôte pas à Marie le goût de l'exclusion. Elle s'assoit sur un banc au Châtelet, pour attendre non le dieu Amour, mais tout bonnement le crépuscule. Une heure durant le banc est investi par des gens de tout acabit : depuis le hippie en quête d'une « écho » jusqu'au chômeur de son frère — qui jure de l'attendre jusqu'à minuit à l'épicerie de la rue des Canettes.

Marie s'éloigne et rejoint le bord de la Seine. Une troupe de jeunes, visiblement troublés par son apparence, lui signale son émoi :

« Vous alors, vous êtes bien balancée ! »

Elle regarde en face leur porte-parole et lui précise :

« Je suis sourde. »

Il est 8 heures. Elle stationne quelque temps au Vert-Galant et, même si l'endroit porte bien son nom, c'est le seul lieu de Paris où elle peut s'abriter en toute quiétude dans ses rêveries.

Le soir, vers 11 heures, en rentrant chez elle, elle remarque dans le métro un homme qui la fixe du regard et la suit dans l'escalier roulant. Il lui jette à 6 mètres un « mademoiselle ? » Interrogatif qu'elle fait semblant de ne pas entendre. Elle entame vivement les 100 mètres qui la séparent de son domicile. Il insiste, le voix grasse, d'un « Bonsoir, mademoiselle » lourd de sous-entendus. Il est à 3 mètres d'elle et elle à 40 de sa porte. Il ajoute :

« Vous ne pleurez, venez avec moi. »

Il est à 50 centimètres et elle rase le mur de plus en plus près. Elle atteint sa porte, l'ouvre et le lui renvoie vigoureusement à la figure. Il entre et poursuit Marie à l'intérieur de l'immeuble.

Elle le fixe en désignant la loge, qu'elle voit vide :

« Attention, si vous me touchez, je hurle. La concierge va sortir. L'homme tente un geste qui contraint Marie à hausser le ton :

« Je vais hurler. »

L'homme s'assagit et part. Elle respire enfin.

L'homme s'assagit et part. Elle respire enfin.

Voilà ce qu'il advient, à Paris, dans

la canicule de juillet, des rêveries d'une promeneuse solitaire.

Ah ! oui, c'est vrai : rue Payenne, cet après-midi, Marie a vu une femme de quarante ans qui mettait les mains sur les yeux de sa vieille amie de soixante-quinze ans en criant :

« Coucou ! » La vieille dame, surprise, a éclaté de rire et Marie a ri de leur rire.

JANE HERVÉ

POÉSIE

En attendant Nicole

EN hâte et à contre-jour, je descends le boulevard, lorsque, dans la vague aveuglée de soleil qui vient à ma rencontre, je distingue la silhouette d'un importun. Tout le monde connaît, en pareil cas, l'émotion assez ouverte des possibilités stratégiques : on recroise chemin, on traverse la chaussée, on enfle une rue perpendiculaire, on s'immo-

bilise dans la contemplation d'une vitrine.

En l'occurrence, toutes ces issues me sont fermées. Je suis déjà trop près pour faire demi-tour, le flot des voitures coule à ma droite sans provoquer d'embouteillage et sans laisser d'interstices, aucun feu rouge, aucune voie transversale ne me sépare de l'arrivant. Les maisons, à ma gauche, ne comportent ni boutique ni étalage. Il y a bien un cinéma qui annonce un film « 120 % érogène », mais, pour ce genre de porno, toute publicité par l'affiche est interdite à l'extérieur.

Par chance, contre le mur, j'aperçois un jeune homme agenouillé sur le bitume et qui trace lentement des lettres à la craie blanche. C'est un prétexte décent pour m'arrêter, détourner la tête, éluder l'hypocrisie d'un salut.

Persone ne prête grande attention à cet écolier égaré qui remplit son tableau noir horizontal. Le temps est déjà loin où la reproduction polychrome des vitraux de Notre-Dame disputait au profit de « Che » Guevara l'honneur de la première place dans les expositions éphémères de dessin sur le trottoir. Quelque hippy attardé brode encore ses variations sur le thème banal : « Faut pas dans la déprime. Besoin d'un franc ou d'un ticket de métro. » C'est une façon de faire la manche en économisant ses gestes.

La fille

du pont d'Arcole

Mais mon sujet est d'une autre sorte. Son costume neuf s'adonne d'une cravate, ses calligrammes relèvent d'une poésie oubliée. Son texte porte un titre, « Regarde », qui — ô pitié, ô scandale ! — correspond exactement à la matière, répartie en lignes régulières et qui souvent osent rimer. Il y est question des yeux, de la route et du temps. Un distique se détache :

« Et je rêvais à Nicole, »

« La fille du pont d'Arcole. »

Le pont de la Tournelle a sa Geneviève; le Pont-Neuf son Vert-Galant; le pont de l'Alma son

Zouave et le pont de Grenelle sa Liberté. Pourquoi le pont d'Arcole n'aurait-il pas sa Nicole, un peu folle qui caracolait, défilait et s'en-voit chercher le Facteur dans la Voie lactée, tandis que son humble ami la célébrait au ras du sol ?

Le garçon a fini par percevoir une présence. Il en est tout honteux, son effort en est allégé. S'il n'est qu'un poète, il sait qu'un poète n'a guère de chances d'être édité sinon à ses frais, et que de tout façon peu de gens perdraient leur temps et leur argent à le lire. C'est pourquoi il publie, au sens le plus direct du terme : il offre à public le fruit naissant de sa création. A sa manière, il « fait le trottoir, il le fait parlant et chantant, chantant plutôt, car le mot facile qui s'enchaîne appelle une musique pauvre pour une voix incertaine, un peu narquoise, un peu tremblante.

Parfois, les passants distraits houchent l'écrivain, et leur semelles effacent par morceaux l'œuvre en devenir. Ils ont de yeux pour ne pas voir, quelquefois l'ai dit avant nous. Et moi-même si j'ai vu, c'était pour éviter de regarder ailleurs. N'importe ! Un public commence au premier leur, est-il ramassé par hasard une feuille jetée dans l'égout de jours. Je m'insolite avant que l'atmosphère inspiration soit tari.

L'homme à fuir a depuis long temps disparu ; il n'est pas de ceux qui déchiffrent les messages de l'asphalte ou des trottoirs. Le cinéma porno s'est allumé ; répète sa promesse : « 120 % érogène », au-dessus d'un adolet cent qui l'ignore, un adolescent d'autrefois et de toujours, qui m'en vers de mirilton, sur le bitum et dans l'indifférence, ses rêves à moins 120 % érogènes, en attendant Nicole, en attendant Gode en s'attendant lui-même.

Et, pour un soir, le pont d'Arcole s'éclaire, comme ce Poi-Mirabeau sous lequel, par magie de Guillaume Apollinaire la Seine ne cesse de couler un peu plus que sous les autres ponts de Paris... la Seine, la semaine nos amours.

ALICE PLANCHÉ

FEUILLETON

NUMERO 9

Un train d'or pour la Crimée

LONDRES. Eté 1854. — Edward Pierce, gentleman-cambrioleur, décidé à attaquer le train contenant la solde des troupes anglaises en Crimée, entend s'approprier l'une des coffres des coffres que détient M. Trent. M. Trent a une fille à marier.

DU THÉ ET DES BISONS

LES Victorien avaient tendance à convoiter relativement tard, après vingt ou trente ans. Mr. Edgar Trent avait une fille, Elisabeth, âgée de vingt-neuf ans, « tout à fait mariable », ce qui signifie qu'elle avait dépassé quelque peu la prime jeunesse. Que l'homme à la barbe rousse puisse avoir besoin d'une femme, cela n'avait sûrement pas échappé à l'attention de Mr. Trent. Le gentleman lui-même ne manifestait aucune répugnance au mariage. Il avait plutôt laissé entendre que des exigences professionnelles l'avaient empêché de rechercher un bonheur personnel. Il n'y avait donc aucune raison de penser que ce jeune homme bien mis, manifestement à son aise, et de goûts sportifs, ne serait pas attiré par Elisabeth. Dans cette perspective, Mr. Trent s'arrangea pour inviter Mr. Pierce dans sa maison de Highwater Road, pour un thé dominical, sous prétexte de discuter de l'achat d'un chien de combat. Après s'être fait un peu prier, Mr. Pierce accepta l'invitation.

Par respect pour la sensibilité aiguë d'Elisabeth Trent, celle-ci ne fut pas citée comme témoin, plus tard au procès de Pierce. Mais les comptes rendus populaires de l'époque nous donnent d'elle une image précise. Elle était de taille moyenne, de teint un peu plus foncé que ne l'exigeait la mode, et ses traits, suivant les termes d'un observateur, étaient « assez réguliers sans pour-

autant être ce que l'on pourrait appeler jolis ». Les journalistes savaient tendre, hier comme aujourd'hui, à exagérer la beauté de toute femme impliquée dans une affaire scandaleuse, cette absence de compliments sur l'apparence de Miss Trent, signifiante sans doute un physique disgracieux.

Elle avait apparemment peu de courtoisie, hormis les indécisions ouvertement ambivalentes, désireux d'épouser la fille d'un président de banque. Ceux-là, elle les rejetait résolument avec la benédiction sans doute rituelle de son père. Mais elle fut sûrement impressionnée par Pierce, « cet homme beau, intrépide, impétueux, avec du charme à revendre ».

Selon les comptes rendus, Pierce fut également impressionné par la jeune femme. Le récit de la première rencontre, émanant d'un domestique, semble tiré des pages d'un roman victorien.

Mr. Pierce prenait le thé derrière la maison, sur la pelouse, avec Mr. Trent et Mrs. Trent, « beauté notoire de la ville ». Ils observaient les usages relevant patiemment une construction en ruine, dans l'arrière-cour, tandis qu'à côté un jardinier plantait des plantes pittoresques.

Pierce observa un moment les ouvriers.

« Quel est ce que c'est censé être ? » s'enquit-il.

— Nous pensons que c'est un moulin à eau, dit Mrs. Trent. Ce sera tellement délicieux.

A ce moment, Elisabeth arriva, vêtue d'une robe blanche, dit Mr. Trent en se levant, tandis que Pierce se levait aussi. Puis le se présenter Mr. Edward Pierce ? Et se tournant vers Pierce : Ma fille Elisabeth.

« Je ne savais pas, je vous l'avoue, que vous aviez une fille. »

Il s'inclina profondément, puis la main de la jeune fille, puis sur le point de l'embrasser, et se ravisa. Il paraissait extrêmement troublé par l'entrée en scène de la jeune fille.

Nous discutons des ruines, dit Mr. Trent, d'une voix un peu trop forte. Mais tout d'abord

monsieur Pierce nous a parlé de ses voyages au loin. Il est récemment revenu de New-York.

— C'était une perche. Sa fille la saisit aussitôt.

« Vraiment ? » fit-elle en s'élevant avec vivacité. Comme c'est intéressant.

« Je crains que la réalité ne soit vide », dit Pierce en évitant tellement le regard de la jeune fille que tous remarquèrent sa réticence embarrassée. Il était nettement séduit. La preuve en est qu'il se tourna vers Mrs. Trent.

« A vrai dire, c'est une ville comme toutes les villes du monde. Elle se distingue surtout par l'absence de ces raffinements que nous autres Londoniens, considérons comme normaux.

— On m'a confié, risqua Miss Trent, en s'élevant encore, qu'il y a dans la région des indigènes pillards.

Par MICHAEL CRICHTON

— Je serais ravi de pouvoir vous régaler d'aventures sans fin avec des Indiens, dit Mr. Pierce, car c'est ainsi qu'on les appelle, en Amérique comme à l'est. Mais je crains de ne pas d'aventures à raconter. L'Amérique sauvage ne commence qu'après la traversée du Mississippi.

— L'avez-vous traversé ? demanda Mrs. Trent.

— Oui, répondit Mr. Pierce. C'est un grand fleuve, beaucoup plus large que la Tamise, et il marque la frontière, en Amérique, entre la civilisation et la sauvagerie. Mais récemment, ils ont commencé à construire un chemin de fer à travers cette vaste colonie (cette référence condescendante à l'Amérique fit s'exclamer Mr. Trent) et je pense qu'avec ce chemin de fer la vie sauvage disparaîtra bientôt.

— Comme c'est étrange, fit Miss Trent, incapable, semblait-

il, de trouver autre chose à dire.

— Quelle affaire vous a amené à New-York ? demanda Mr. Trent.

— Si je puis me le permettre, répliqua Mr. Pierce, et si les délicates oreilles de ces dames ne sont pas offensées, je vais vous donner un exemple de l'impudence qui persiste dans les terres d'Amérique, et de la vie rude que beaucoup de gens là-bas trouvent dans les villes.

« J'ai lu des récits sur ces bêtes », fit Mrs. Trent, un éclair dans les yeux.

Selon certains témoignages des domestiques, elle fut aussi séduite que sa belle-fille par Mr. Pierce, et son attitude suscita un petit scandale dans la maison de Mr. Trent.

« Ces bisons, dit Mrs. Trent, sont de gros animaux, une sorte de vaches sauvages poilues.

— Exactement, dit Mr. Pierce. La partie occidentale de l'Amérique est largement peuplée de ces bisons et beaucoup de gens vi-

vent — à leur façon — de leur chasse.

— Êtes-vous allé en Californie, dans la région où il y a de l'or ? demanda soudain Miss Trent.

— Oui, répondit Pierce.

— Laissez Monsieur achever son récit, dit Mrs. Trent un peu trop vivement.

« En bien, dit Pierce, les chasseurs de bison recherchent la chair de ces animaux, considérée comme venaison, et parfois le cuir, qui a aussi de la valeur. Ils n'ont pas de défense, dit Mr. Trent qui venait de financer pour le compte de la banque une expédition de chasse à l'éléphant.

A ce moment même, un énorme entrepôt de docks contenait cinq mille défenses d'ivoire. Mr. Trent était allé lui-même inspecter la marchandise et, dans la vaste salle, ces défenses blanches et incurvées étaient très impressionnantes.

« Non, ils n'ont pas de défenses, mais le mâle de cette espèce animale porte des cornes. Des cornes, oui. Mais pas en ivoire.

— Non, pas en ivoire.

— Je vois.

— Je vous en prie, continuez, dit Mrs. Trent, les yeux toujours brillants.

« Les hommes qui... qui abattent ces animaux sont appelés bûcherons. Parfois, ils se mettent en ligne pour accueillir les bêtes en masse sur une colline. Mais ce n'est pas fréquent. La plupart du temps, la bête est achevée seule. Dans tous les cas, et là je dois vous prior de m'excuser pour la crudité de ce que dois rapporter, au sujet de cette région aux manières frustes, lorsque la bête a terminé son existence, on lui retire les entrailles.

— Très judicieux, dit Mr. Trent.

— Comment le préparait-ils ? demanda Miss Trent, en le rotsant sur le feu, l'imagine.

— Non, mademoiselle, car l'histoire que je vous raconte relève d'une sauvagerie abjecte. Ces intestins, tellement appréciés, on les consomme sur place, sans aucune préparation.

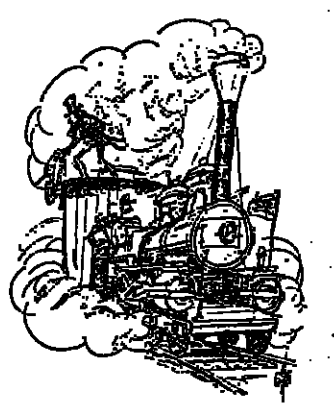
— Vous voulez dire crus ? demanda Mrs. Trent en fronçant le nez.

— Eh oui, madame. De même que nous consommons des hutres crues, les chasseurs consomment ainsi l'intestin, et cela alors qu'il garde encore la chaleur de la bête qui vient de mourir.

— Grand Dieu, dit Mrs. Trent.

— Parfois, continua Pierce, il arrive que deux hommes se soient assés pour la mise à mort. Immédiatement après, chacun d'eux se jette sur une extrémité de l'intestin convoité. Les chasseurs insistent à qui mieux mieux pour en goûter plus vite que l'adversaire ce morceau délicat.

— Bonté divine, dit Miss Trent



en s'élevant plus vigoureusement.

« Ce n'est pas tout, poursuivit Pierce. Dans sa hâte pontonne, l'un des chasseurs avale souvent la portion tout entière. C'est un truc bien connu. Mais son adversaire peut dans ce cas tirer de la bouche de l'autre, en mangeant, la portion non digérée, comme je tirais une corde entre mes doigts. Ainsi un homme peut, en quelques sorte, ingurgiter ce qu'un autre vient de manger.

— Oh ! mon Dieu, dit Mrs. Trent en blémissant.

« Remarquable », dit-il.

— Comme c'est étrange, dit bravement Miss Trent d'une voix tremblante.

— Excusez-moi, je vous en prie, dit Mrs. Trent en se levant.

— Chère amie, dit Mr. Trent.

— Madame, j'espère ne pas vous avoir choquée, dit Mr. Pierce, se levant à son tour.

— Vos récits sont tout à fait remarquables, dit Mrs. Trent en s'en allant.

— Chère amie, répéta Mr. Trent en se précipitant à sa suite.

Ainsi Mr. Edward Pierce et Miss Trent restèrent-ils seuls un bref instant derrière la maison, sur la pelouse. On les vit échanger quelques mots, mais on ignore le sujet de leur conversation.

Miss Trent confia plus tard à un domestique qu'elle trouvait Mr. Pierce « extrêmement séduisant avec ses façons rudes », et dans la famille Trent, on admit communément que la jeune Elisabeth possédait le plus précieux des biens, une « espérance ».

(A suivre.)

(Copyright Fayard, « Le Monde ».)

مكتبة الأمل

ARTS ET SPECTACLES

Musique

Accord après d'ultimes concessions réciproques

La raison a triomphé à l'Opéra

Après la rude journée de jeudi, la crise de l'Opéra a trouvé, vendredi, un dénouement heureux et logique : le personnel a voté à une très forte majorité (de l'ordre de 80 à 90 %) les accords conclus avec l'administration ces derniers jours sur les différents points visés par la lettre du premier ministre en date du 18 mai.

Il semble donc que l'Opéra soit « sauvé », en attendant cependant la décision du gouvernement (le 15 juillet au plus tard) qui dépend aussi du projet de financement des quatre prochaines années. Celui-ci, préparé par M. Liebermann, administrateur de l'Opéra, est actuellement étudié par M. François Bloch-Lainé, inspecteur des finances, selon la mission qui lui a été confiée par le gouvernement.

La situation s'est éclaircie vendredi matin grâce aux apaisements donnés aux danseurs du corps de ballet par M. Jean Salusse, président du conseil d'administration de la R.T.T.N., qui a confirmé qu'après la relance lyrique due à M. Liebermann, l'heure était à une relance chorégraphique qui serait favorisée par les tournées et l'organisation de spectacles dans les grandes salles de la région parisienne, ainsi que par le réajustement des spectacles lyriques et chorégraphiques du palais Garnier. Par ailleurs, les lettres de licenciement (le Monde du 28 juin) ont été compensées par des lettres de réengagement, et M. Salusse a préféré fermer les yeux sur la séance du Lac des cygnes de jeudi soir « qui n'a pu avoir lieu en raison d'un orage local ».

Du coup, le vote des danseurs s'est retourné, de 90 « non » en 100 « oui ». Il reste que le problème de l'encadrement et de la politique artistique du ballet est sérieusement à revoir, si l'on veut éviter dans les prochains mois que ne se reproduise le psychodrame de ces derniers temps causé, selon un responsable C.G.T., M. Santrey, par un « jeu sadique d'antagonisme et de chantage ».

Le rôle de M. Salusse

Le vote final, qui fut organisé jeudi après-midi par les organisations syndicales après audition de M. Salusse, a eu lieu à main levée, excepté pour le personnel technique pour lequel il a fallu recourir à un pointage à bulletins secrets.

JACQUES LONGCHAMP.

LA SATISFACTION DE M. CHIRAC

« Je me réjouis », déclare le premier ministre, de l'accord qui est intervenu entre, d'une part, M. Salusse, président de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, et M. Liebermann, administrateur de l'Opéra, qui ont su mener à bien la mission que leur avait confiée le gouvernement, et, d'autre part, les représentants des personnels de l'Opéra, qui ont compris que leur établissement était le rôle de leur établissement dans la politique de développement culturel du pays ».

COLETTE GODART.

Jazz

SUN RA A PARIS

Il y a ceux qui suivent Sun Ra depuis des années. Il y a ceux qui l'ont vu, qui le voient pour la première fois. Pour ceux-ci, on ne sait jamais très bien ce qui l'impressionne, du son ou de la fascination de la vision. Costumes, danses, projections, on pénètre dans le jazz par le regard : initiation.

Sun Ra a donné deux concerts de jazz à Paris. Ces deux concerts ont été très réussis. La salle était loin d'être pleine. Il faut le regretter. Non pas qu'on ait connu l'absence dans ces espaces vides et sonores de science-fiction. C'était un peu isolé, manquant de densité sonore et prolongé, mais toujours guidé par l'humour. Les musiciens « flânent » dans une infinité de bruits, de couleurs, de sensations diverses, mais les danseurs appréhendent comme des flambeaux ou des idées insolentes, bizarres.

Sun Ra, enchanterement recouvert d'or, à une assurance psychédélique légère. Il livre, contrôle les improvisations. Parfois aussi, on entre enfin dans la forêt où les animaux hurlent et les objets s'expriment. Sangliers, oiseaux, mains, bébés, vieillards, charismes, sans, rêves humides et vagues végétales se montent en toute innocence avant de disparaître comme à la fin d'un film de Fellini.

C. H.

Théâtres

DEUX DIRECTEURS COMMENTENT LES RESTRICTIONS

« Si ce n'est pas possible en France... »

nous déclare Peter Brook

Les mesures d'austérité prises par le secrétariat d'Etat à la culture frappent le théâtre des Bouffes du Nord, où est installé le Centre international de recherches théâtrales (C.I.R.T.) de Peter Brook, dont la subvention globale est amputée de 500 000 francs (le Monde du 8 juillet 1976).

« Ces décisions relèvent d'une situation politique qui dépasse le domaine du théâtre et des représentations personnelles », déclare Peter Brook, mais elles mettent en jeu notre expérience. Si l'on agitait seulement de gérer une salle et d'y présenter des spectacles, des solutions d'appoint, consenties par le secrétariat d'Etat à la culture — augmenter le prix des places et le nombre de représentations, rendraient le théâtre viable. Mais nous sommes en France — pourquoi sans doute être appliqués. Mais nos buts sont plus larges, plus généraux — quand nous sommes installés à Paris, nous créons quatre arts d'expérience derrière nous, — et nous voulons les poursuivre. Le C.I.R.T. est un « laboratoire » dont les activités consistent en quatre domaines : les représentations publiques. Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi un travail avec des groupes homogènes : enfants, adolescents, groupes ethniques, etc. qui est très important et directement relié au spectacle proprement dit. C'est là, dans ces animations, que les auteurs trouvent ce qui leur permet d'être ce qu'ils sont sur scène. C'est là qu'ils découvrent en eux quelque chose dont peut-être ils

n'étaient pas conscients et qui les amène parfois ailleurs, comme Jean-Paul Wenzel, Maurice Bénéchou ou Jean-Louis Hourdin.

« Le public ne se constitue pas sur le nom d'un metteur en scène, mais sur l'esprit particulier d'un théâtre. Ce que nous avons réussi aux Bouffes du Nord n'aurait pas été possible si nous nous étions contentés de jouer tous les soirs. Le temps et le souffle nous auraient manqué pour faire autre chose, la porte se serait fermée à toute évolution. D'autre part, je ne suis pas d'accord pour augmenter le prix des places. Bien des spectateurs pourraient payer davantage, mais notre évolution est liée également à l'élargissement du public. Je voudrais attirer ceux qui ne peuvent pas dépenser plus de 10 ou 20 francs pour leurs sorties et qui, en général, ne les dépensent pas pour le théâtre. Les activités d'animation sont évidemment gratuites. Notre budget est équilibré au plus juste.

« On peut dire que les représentations publiques sont la partie visible de notre travail ; la tête qui sort de l'eau, mais c'est le corps sous l'eau qui nage et la maintient. Perdre 500 000 francs, c'est comme perdre les jambes dans le machoire d'un requin. Nous essaierons de continuer, sans changer la nature de nos expériences, sans nous laisser entraîner par cette marche des tabourets de la politique. Si ce n'est pas possible en France, nous serons obligés d'aller ailleurs... »

L'ère du soupçon

par ANTOINE BOURSEILLER (*)

Le secrétariat d'Etat à la culture subit, comme la plupart des autres ministères, des coupes sombres dans les dépenses en 1977. Ces impératifs de rigueur budgétaire sont-ils les conséquences de la relance annoncée par le président de la République ?

Les conseillers techniques se sont aussitôt penchés sur la question, et c'est la mort dans l'âme qu'ils ont annoncé, rue de Valenciennes, la suppression de certaines subventions destinées à la création théâtrale.

C'est la rentabilité, en effet, de cette création et du taux de fréquentation du public qui ont guidé leur choix. Pour ce faire, la création a été mise en fiche. Elle a été chiffrée. Et les sanctions sont tombées, comme si le budget consacré à la recherche théâtrale relevait à la fois de la Légion d'honneur et de la Sécurité sociale.

Dans certains cas, les chiffres sont faux, les conseillers techniques ne sont pas tous polytechniciens. L'épargne au lecteur de la démonstration. Faux ou juste, de toute façon, dès lors que le chiffre est brandi comme un étendard, comment parler de la recherche, qu'elle soit artistique ou scientifique ?

Aux créateurs punis pour n'avoir pas réuni assez de spectateurs, les conseillers techniques ont recommandé de renoncer à leur raison d'être et de mener, désormais, par économie, une politique d'accueil, c'est-à-dire d'inviter des spectateurs de la province ou de l'étranger, plus rentables.

Les conseillers techniques pensent que l'accueil coûte moins cher !

Je trouve le contraire. Le taux de fréquentation du Théâtre Récamier est tombé de près de la moitié, à cause des spectacles que j'ai invités.

Créé précisément par l'actuel secrétaire d'Etat à la culture, le Festival d'automne de Paris, dont personne ne contestera la qualité, a présenté, sur mon invitation, un spectacle, la saison dernière, qui a réuni trois cent quatre-vingt-sept spectateurs en treize représentations !

Le dernier en date des spectacles invités au Récamier, celui d'un centre dramatique national, dirigé par l'un des jeunes espoirs du théâtre en France, qui a, en outre,

les faveurs du secrétariat d'Etat, a réuni cent soixante-douze spectateurs en treize représentations !

On comprend que le taux de fréquentation ait basculé.

Qui pouvait prévoir ces catastrophes ? Au théâtre, cette sorte d'avenues arrive, politique, d'accueil ou pas, et ce qui compte, politique de création ou pas, c'est agir.

Ce qui compte aussi, c'est la dignité des fonctions, que l'on soit conseiller technique, metteur en scène, critique, spectateur, car la dignité des fonctions engendre une confiance mutuelle.

Entrons-nous dans l'ère du soupçon ?

Voilà-on ainsi habitude peu à peu l'opinion publique qui, pour le moment, n'en a cure, à l'idée que le créateur, dans la société libérale avancée, doit contribuer à la course à la rentabilité, qu'il peut être sanctionné comme un amiral, que sous prétexte qu'il est subventionné il se doit de respecter des obligations de réserve, qu'il défait d'être élu par le suffrage universel, il doit l'être par le suffrage de la critique, puisque aussi bien ce sont les éloges de la critique qui ont joué dans les sanctions ?

Quels que soient les objectifs des conseillers techniques, le secrétaire d'Etat à la culture, qui s'est dressé dans le manteau de la tristesse, a pointé un doigt, accusateur sur tous les artistes, en inaugurant, je le oisne, à son corps défendant, je le soupçonne, l'ère du soupçon.

(*) Directeur du Théâtre Récamier.

LE SYNDEAC (Syndicat des directeurs d'entreprise d'action culturelle) prend la défense de Chaillet

Le SYNDEAC, dont le conseil d'administration s'est réuni jeudi, annonce qu'il va entreprendre un recours devant le Conseil d'Etat contre la mesure prise par le secrétaire d'Etat à la culture, M. Michel Guy, qui a supprimé le budget de création pour 1977, du Théâtre national de Chaillet.

Le SYNDEAC a demandé à ce sujet une audience au président de la République.

Un nouveau bureau a été constitué (président : Jean Danet, directeur des Tréteaux de France) « afin de développer l'action du syndicat et la concertation avec les autres secteurs de la vie culturelle pour la défense de toutes les entreprises menacées ».

Cinéma

« En 2 000... il conviendra de bien faire l'amour »

Cette petite fable érotico-philosophique de l'auteur Pasquale Festa Campanile qui nous fit découvrir, il y a trois ans, dans *Ma femme est un violon*, les charmes érotiques de Laura Antonelli, Festa Campanile imagine qu'en l'an 2000, alors que toutes les sources d'énergie se trouvent épuisées, un savant, grand lecteur de Wilhelm Reich, réussit à capter l'électricité émise par un homme et une femme au cours de leurs

états amoureux. Cette découverte révolutionne l'économie et la morale du pays. Fortifier devient désormais un devoir civique et les fiancés surpris en flagrant délit de promesses romantiques ou de chuchotements sont pourchassés par la police.

Il y avait une bonne idée dans ce scénario : celle du renversement des tabous de la politique. Si ce n'est pas possible en France, nous serons obligés d'aller ailleurs... »

Peinture

MORT D'ARMAND NAKACHE

Nous apprenons la mort, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, du peintre Armand Nakache.

(Armand Nakache, qui était né à Bone (Algérie) en 1894, avait étudié à Paris, au lycée Jean-Baptiste-Say. Mais c'est après la première guerre mondiale, au cours de laquelle il fut blessé, qu'Armand Nakache s'est consacré à la peinture. Pour lui, c'était une vocation impérieuse qui devait, après un passage par les formes classiques, s'ouvrir sur l'expressionnisme, le plus libre et personnel. L'art pictural d'Armand Nakache plonge ses racines du côté du fauvisme, du cubisme, du surréalisme, du dadaïsme, de la ligne des Rouault, des Soutine et des Roussin. Ses personnalités sont d'une même tension élevée et ses couleurs un mélange de crânes et de grandes qualités humaines. Il avait été, de 1922 à 1964, président, puis président d'honneur du Salon des Indépendants.)

C'est la ravissante Agostina Belli (néedee aux côtés de Vittorio Gassman dans *Parfum de femme*) qui joua dans sa dernière œuvre, *Le paradis de l'électricité*. On goûte à son talent et à sa grâce des rôles plus nuancés. Son partenaire est Christian de Sica, dont la source rappelle, par moments, celui de son père.

JEAN DE BARONCELLI.

* Kyrkos Lincoln, Studio Saint-Germain (V.O.), Saint-Lazare-Pasquier, Montparnasse 83, Les Nations, Convention Gaumont, Impérial (V.O.).

Festivals

M. MAURICE FLEURET DIRIGERA ROYAN EN 1978

La critique musical Maurice Fleuret assurera, à partir de 1978 et pour trois ans, la direction artistique du Festival international d'art contemporain de Royan.

Cette nomination a été décidée par le comité du Festival à la suite du non-renouvellement du contrat de M. Harry Halbreich, qui a tenu ce poste de 1973 à Pâques 1976.

La responsabilité artistique, notamment des programmes musicaux, sera assurée, en 1977, provisoirement, par M. Paul Benzen.

(Manuscrit et critique musical du Nouvel Observateur, M. Maurice Fleuret a dirigé, de 1968 à 1973, les Semaines musicales internationales de Paris, auxquelles il a donné un caractère d'actualité et de nouveauté. Depuis qu'il est nommé directeur du Festival, il a fait le rapprochement de la démission sans remise en cause de M. Fleuret en 1974.

M. Paul Benzen, qui assurera l'intégrité de Royan en 1977, était jusqu'alors codirecteur artistique du Festival avec M. Harry Halbreich ; il est professeur à l'université de Louvain.)

Petites nouvelles

Le comédien Albert Dinaux vient de mourir, à l'âge de soixante et onze ans. Il avait fait des débuts d'acteur au théâtre, puis avait joué dans une solennité de films, dont *Bayes des vivants*, de Marcelle Cloche. Récemment, il avait participé à des revues et à des opérettes.

Pour la quatrième fois, sera présenté dans l'enceinte du château de Greully (Calvados), un spectacle médiéval (tous les jendis du mois de juillet, ainsi que les jendis et samedis du mois d'août). Il s'agit d'un « son et lumière » reconstituant l'histoire de la geste des barons de Greully, mis en scène et joué par les habitants de cette ville.

Chaque jendis et chaque vendredi, de 14 heures à 14 heures, le cinéma La Tanière, 45 bis, rue de la Glacière, projette des films réalisés en super-8. Renseignements : Gros-en super-8. Renseignements : Gros-en super-8. Renseignements : Gros-en super-8.

Chereau à Bayreuth

(Suite de la première page.)

« Nous parlons d'une architecture très construite, explique Patrice Chereau. Elle se décline, se détruit, elle est envahie par la nature. Mais une nature fautive, une forêt dont les arbres bougent comme dans Macbeth, une pure fabrication de Wotan (ou du théâtre, peu importe), un piège et dans le Crépuscule des dieux, on retrouve une ville, un monde urbain moderne. Pour la première fois, il n'y a plus seulement des héros et des dieux sur scène, mais cent personnes, l'humanité tout entière. Le crépuscule des dieux n'est pas celui des hommes.

Wagner a écrit le texte d'abord. Il a d'abord raconté la mort de Siegfried, la trahison de cet homme qui incarne l'espoir d'un renouvellement, d'une révolution. Ensuite il est revenu sur son œuvre. Le musicien, il l'a écrit dans l'ordre, et celui du Crépuscule est la plus belle. Le livret, en revanche, est le plus mauvais : les amours contrariées de la soprano et du ténor. Seulement, quand on reprend l'ensemble, on voit un monde qui vacille et ne reconnaît plus ses valeurs.

Aujourd'hui, on ne peut plus considérer Siegfried comme un héros solitaire. Je ne peux pas croire à sa liberté, à la liberté dans l'inconscience, je ne peux pas croire à la liberté d'un homme incapable de maîtriser son destin, et Siegfried est totalement manipulé. Tout le monde attend quelque chose de lui. Il s'en rend compte mais ne sait pas quoi. Son inconscience parlait attente le tragique, c'est ça qu'il faut mettre en scène ».

Mettre en scène la Tétralogie. L'angoisse multiplie l'énergie inventive de Chereau, plus adolescent que jamais dans cette grotte nocturne où pèse la présence invivable du mythe centenaire.

« Monter le Ring en une fois est terrible et nécessaire. J'ai tout dans la tête, dans les mains. La question qui se pose est : faut-il ou non l'oublier ? J'ai pris le parti de répondre non, de dégager plusieurs lignes antérieures dans le personnage de Wotan, qui est là à regarder, à surveiller. Et quand il a dit,

paru, il demeure encore, tous en parlent avec nostalgie.

Wotan est à la fois très brutal et très doux, monstrueux comme le roi Lear chassant Cordelia. Dans cette scène, les acteurs veulent tous montrer de la grandeur. Moi, je ne vois là qu'un effroyable abus de présence grandiloque dans la faille. Quand on y parvient, ça devient viril. Wotan en est conscient, il ressent le besoin d'une rébellion, il le provoque, mais ne peut l'accepter. Il ne peut admettre Siegmund, l'homme libre qui seul lui résiste. Il est lucide, il semble toujours se mettre en cause. En réalité, il ne remet pas en cause sa puissance. Il est dangereux, comme tout despote éclairé. Son rapport avec Siegfried est celui de l'intellectuel avec l'homme du malin.

Ce que je veux montrer, c'est que compter sur un homme sans conscience est une illusion politiquement périlleuse. Siegfried est un héros tourvoyé. A la fin, il ne sait plus qui il est, il défait ce qu'il a fait. La difficulté est de lui garder sa présence grandiloque dans la faille. Quand on y parvient, ça devient viril. Wotan en est conscient, il ressent le besoin d'une rébellion, il le provoque, mais ne peut l'accepter. Il ne peut admettre Siegmund, l'homme libre qui seul lui résiste. Il est lucide, il semble toujours se mettre en cause. En réalité, il ne remet pas en cause sa puissance. Il est dangereux, comme tout despote éclairé. Son rapport avec Siegfried est celui de l'intellectuel avec l'homme du malin.

Je trace le plan d'une ville, dit Boulez, ensuite on sait comment aller là où on doit aller.

Les Walkyries seront comme des hyènes sauvages dans un cimetière de brume où des chevaux se cabrent.

L'attitude de Wagner avec les femmes est étrange. Elles sont mères ou putains, elles violent l'amour comme une souillure, les Walkyries n'ont de rapport qu'avec des hommes morts », dit Chereau.

Quelques décors mobiles, en vrac sur le plateau : les flammes blanches du cercle de feu ; une roue d'acier ; une forge au milieu des arbres, paré, il demeure encore, tous en parlent avec nostalgie.

PRESSE

Le conflit du « Paristen libéré »

LE SYNDICAT DU LIVRE (C.G.T.) ÉCRIT AU PREMIER MINISTRE ET A M. ÉMILIEN AMAURY

Le Syndicat des travailleurs du livre C.G.T. a adressé, vendredi 9 juillet, deux lettres destinées à mettre fin au conflit du Paristen libéré.

Dans la lettre adressée à M. Jacques Chirac, premier ministre, et signée par MM. Henri Krauch, secrétaire de la C.G.T., Jacques Plot, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du livre, et Roger Bureau, secrétaire général du comité intersyndical C.G.T. du livre, il est affirmé que « maintenant que des conditions nouvelles apportent un éclairage différent et alors qu'est en cours un accord général, (...) le gouvernement peut intervenir valablement pour qu'un accord intervienne dans les meilleures conditions au Paristen libéré, rétablissant ainsi une situation normale dans l'ensemble des imprimeries de la presse parisienne ».

D'autre part, MM. Jacques Plot, Roger Bureau et Jef Treney, délégué syndical du Paristen libéré, ont écrit à M. Amaury, pour lui proposer l'ouverture d'une négociation sur les bases de l'accord signé entre les quotidiens parisiens et le comité intersyndical du Livre parisien (le Monde du 9 juillet).

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. annonce, d'autre part, qu'il organise, avec les travailleurs du Paristen libéré, un grand bal, avec la participation de nombreux artistes, mardi 13 juillet, de 21 heures à l'aube, devant les locaux du journal, 18, rue d'Enghien.

M. Arnold Gingrich, fondateur du magazine américain *Parade*, est décédé, vendredi 9 juillet, dans sa résidence de Ridgewood (New-York), à l'âge de soixante-douze ans. Le magazine avait été fondé en 1933 par M. Gingrich, qui avait alors vingt-neuf ans. — (A.F.P.)

Le magazine « Femmes d'aujourd'hui » a été autorisé, par le tribunal de commerce de Bruxelles, à racheter, pour 1 franc français symbolique, le capital de la société française Unidit qui l'édite. Cette société, filiale du groupe belge Standaard, risquait d'être entraînée dans la faillite qui vient de submerger son cousin, l'Unidit. Femmes d'aujourd'hui devra payer les dettes de l'Unidit, soit près de 100 millions de francs belges. Rappelons que le magazine *Modes et Travaux* est édité également par Unidit.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COOPÉRATION

La C.E.E. met en application la convention de Lomé

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Claude Cheysson, au nom de la Commission européenne, et les représentants de dix-sept pays éligibles (1) de la convention de Lomé (qui lie la C.E.E. à quarante-sept pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dix-sept pays A.C.P.) ont signé, le 2 juillet, vingt-cinq conventions de transfert visant à compenser les baisses de recettes enregistrées

par ces pays à l'exportation des produits de base. Les crédits fournis par la C.E.E. s'élèvent à près de 72 millions d'U.C. (une unité de compte = 5,70 F environ).

Il s'agit de la première application du mécanisme le plus novateur prévu par la convention — le Stabex — dont l'objectif, comme l'a rappelé M. Cheysson, n'est pas d'établir les cours des matières premières, mais de donner une garantie de revenus à des pays qui sont largement dépendants de leurs exportations de produits de base vers la Communauté. Aux termes de la convention de Lomé, douze produits de base sont couverts par le Stabex, qui joue cette année pour neuf produits au premier rang desquels figurent le bœuf, le cuir et le coton.

Selon M. Cheysson, le système du Stabex pourrait être mis en œuvre à l'échelle mondiale, au moins au profit des pays du tiers-monde les moins avancés. En supposant que les pays participant aux négociations de la CNUCED ou du dialogue Nord-Sud parviennent à un arrangement permettant la stabilisation des cours des matières premières, il deviendrait alors utile, pour compléter ce dispositif, d'offrir un droit de compensation du type Stabex, afin de les garantir contre une chute éventuelle du volume de leurs exportations. — Ph. L.

(1) Bénin, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Soudan, Togo, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

PRESTATIONS SOCIALES

RELEVEMENT DE 13,64 % DU « SALAIRE UNIQUE MAJORÉ »

Ainsi que nous l'avons indiqué dans les dernières éditions du 10 juillet, le ministère du travail annonce qu'il a soumis au conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocation familiale (C.N.A.F.) un projet d'augmentation des allocations de salaire unique et de la mère au foyer majorées (neuf cent mille bénéficiaires), qui porterait celles-ci de 170,80 F à 194,10 F par mois avec effet rétroactif au 1^{er} juillet, soit une revalorisation de 13,64 %.

Le ministère propose de revaloriser d'un pourcentage égal le montant maximal de l'allocation pour frais de garde (deux mille deux cents F), qui, à la même date, devrait s'élever à 291,35 F par mois au lieu de 268,05 F.

CONJONCTURE

LES PRIX DES MATIÈRES PLASTIQUES SONT LIBÉRÉS

M. Jean-Pierre Fourcade vient d'autoriser les producteurs de matières plastiques (C.A.F. - Chimie, A.T.O. - Chimie, Rhône-Poulenc, P.G.C., Solvay, Shell Chimie) dont les prix étaient réglementés depuis octobre 1973, à fixer librement leurs tarifs.

Les majorations de prix ne devaient pas intervenir immédiatement, sans peut-être en ce qui concerne le chlorure de polyvinyle (PVC), très recherché actuellement pour les emballages d'eau minérale. Pour ce matériau, la hausse pourrait être de l'ordre de 3 % à 5 %. En revanche, les prix du polyéthylène basse densité, du polypropylène et, à l'extrême, du polystyrène, dont le marché reste déprimé, ne seraient pas relevés avant septembre.

M. Cocagne n'a pas encore de bilan chiffré des effets du manque d'eau sur les activités des coopératives. Toutefois, des indications encore fragmentaires le portent à dire

La fusion de la S.N.P.A. et d'Elf-Erap est accomplie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.), approuvée, vendredi midi, par l'écrasante majorité de 285 676 voix contre 456, la fusion de leur société avec le groupe d'Etat Elf-Erap, qui détenait déjà 53 % de son capital. Ce vote des actionnaires fait de la société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) la deuxième entreprise française derrière la Compagnie française des pétroles, avec un chiffre d'affaires consolidé de quelque 30 milliards de francs,

une marge brute de 3 milliards de francs et des investissements évalués à environ 10 milliards de francs. Dans la nouvelle structure, l'Etat détiendra au travers de l'Erap, transformée en holding, 71 % de la S.N.E.A., dont 18 % seront « gelés ». Les adversaires de la fusion n'ont pas désarmé. M. Julien Schwart, député U.D.R. de la Moselle, a l'intention d'introduire un recours devant la section du contentieux au Conseil d'Etat. Le parti communiste et le parti socialiste feront vraisemblablement de même.

Le triomphe des pouvoirs en blanc ou la comédie des petits actionnaires

« Les petits actionnaires feront la décision », avions-nous la nuit d'écouter le 12 janvier 1976, en pronostiquant que les débats seraient peut-être très animés à l'assemblée générale extraordi-

naire qui devait se réunir six mois plus tard. Et l'on a donné qu'Elf-Erap, actionnaire majoritaire à 54 %, ne prenait pas part au vote, la loi sur les sociétés commerciales lui interdisant d'être

« juge et partie », l'issue du scrutin reposait nécessairement dans les mains des cent mille actionnaires privés, qui détiennent un peu moins de 40 % du capital de la S.N.P.A. Dans ces conditions, l'on pouvait déraisonnablement

imaginer que les dirigeants de la S.N.P.A. et d'Elf-Erap aient pu être préoccupés un très bref instant. Pour rendre le vote plus démocratique, chaque actionnaire ne disposait que de dix voix au maximum. Eh bien, vendredi

matin 9 juillet, à 9 h. 30, à Paris, place Foyatier, ces dirigeants ont pu être rassurés, à supposer qu'ils aient jamais été inquiets : déposés sur la tribune, s'élevaient les 33 693 pouvoirs en blanc à la disposition du conseil, représentant 2 132 561 actions, c'est-à-dire 584 505 actions pour les 377 présents. Inutile de dire que les résolutions soumises à l'assemblée furent adoptées sans difficulté.

Le cérémonial avait pourtant été bien respecté : devant le grand rideau rouge de scène, derrière une longue table recouverte de bleu, le président Guillaumet, étant flanqué des principaux dirigeants de la société, deux petites tables se trouvant de part et d'autre, réservées aux commissaires aux comptes et aux commissaires aux apports. Le rite imposé par la loi se déroula dans toutes les règles : longue et fastidieuse lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires, présentation des résolutions, et, naturellement, questions des actionnaires, une quarantaine environ, tournant autour de deux grands thèmes : les pouvoirs en blanc et la discussion sur l'intérêt de la fusion avec Erap.

« Les assemblées générales ne sont que de faux semblants », les petits actionnaires sont désarmés et placés devant le fait accompli, le poids de leur vote étant ridicule. Le conseil avait reçu de la Banque de Paris et des Pays-Bas, établissement centralisateur, les pouvoirs des actionnaires qui, en immense majorité, se désintéressent totalement de l'assemblée et du scrutin.

Soyons sérieux : un vendredi matin du mois de juillet, à 9 h. 30, il faut être rétreint ou pourvu de papier pour vouloir ou pouvoir dérailler, nonobstant les 30 francs de jeton de présence versés aux actionnaires votant physiquement. De toute façon, les petits porteurs ont quelque peine à percevoir exactement toutes les implications des opérations soumises à leur verdict théorique, malgré les explications prodiguées dans les rapports et la presse. « Les petits ne font pas tout », la S.N.P.A. a des actifs beaucoup plus sûrs que ceux de l'Erap... L'Etat n'a pas d'argent et l'Erap a besoin de trésorerie.

Autant de questions auxquelles le président Guillaumet répondit en bloc au bout de trois quarts d'heure, ce qui lui permit parfois d'étaler quelques points un peu embarrassés, et ne le mit pas à l'abri d'un certain agacement : il croyait tout de même avoir tout dit et tout expliqué depuis des mois. Il fut aussi assailli de la réplique à M. Philippe Simonneau et à son éditeur Alain Moreau : ils avaient, tous deux, acheté une action pour pouvoir intervenir.

En assistant une fois de plus à ce que l'on peut appeler la comédie des petits porteurs, l'observateur fondé à se demander si ce n'est pas là une caricature du capitalisme, et, finalement, la négation même de l'affectivité sociale chère aux théoriciens, qui considèrent le fondement des sociétés par actions, peut-être substituer au-delà d'un groupe de quelques centaines d'individus, capables de s'intéresser à leurs affaires ? Lorsqu'il s'agit de 100 000 actionnaires et de puissantes concentrations, la pauvre décision individuelle ne peut plus s'exercer qu'au stade de l'achat ou de la vente en Bourse des titres des sociétés, seule sanction possible. Tout le reste n'est que formalisme et rites ennuyeux : la presse ne se charge-t-elle pas de diffuser les discours, parfois intéressants, des présidents sans que l'on ait à se déranger ? Le mot de la fin appartenait à un dirigeant de la S.N.P.A. qui s'exclama vendredi matin : « Quatre cents personnes ! Mais c'est beaucoup ! Ordinairement, il n'y a que cent ! »

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, le coût de la vie a augmenté de 0,3 % en juin. En un an, par rapport à juin 1975, la hausse s'élevait à 4,5 %, soit le taux le plus faible qui ait été enregistré depuis mars 1971 (5,2 % en avril et 5 % en mai 1976). — (A.F.P.).

AUX ÉTATS-UNIS, les prix de gros ont augmenté de 0,4 % en juin, contre 0,3 % en mai. Les craintes nées de la forte hausse d'avril (+ 0,8 %) n'ont pas été confirmées et le taux d'inflation reste modéré.

Les conséquences de la sécheresse

(Suite de la première page.)

Président de la Coopérative agricole de Haute-Normandie (C.A.H.N.), il craint que tous les efforts d'organisation économique faits par les producteurs ces dernières années ne soient anéantis. Dans le domaine de l'insémination artificielle notamment : déjà le nombre des vaches concernées a sensiblement diminué, ce qui risque de compromettre le testage des lauriers donneurs de semence, qui s'étale sur plus de dix années.

M. Cocagne n'a pas encore de bilan chiffré des effets du manque d'eau sur les activités des coopératives. Toutefois, des indications encore fragmentaires le portent à dire

que les éilos à grain ne seront pas approvisionnés normalement et que les coopératives auront des difficultés à remplir leurs contrats de livraisons.

Les conséquences de la sécheresse sur l'aval de l'agriculture, on met le doigt dessus à Maromme, dans une des usines de la puissante Coopérative laitière de Haute-Normandie — une vache sur trois en Seine-Maritime travaille pour cette entreprise de la région de Caudebec. Le comité d'entreprise organise, à l'entrée de l'établissement, une vente d'articles de bain. Dans les locaux de la direction, M. Ollivier ne fait pas de commentaires. Il montre simplement un graphique : les courbes superposées des quantités de lait ramassées en 1975 et 1976.

Toutes les années, la période du mois de mai est celle des maxima. L'an passé, année courante, les camions ramassant 950 000 litres de lait par jour en moyenne. Cette année, l'hiver et le printemps ayant été favorables, la tournée rapportait 1 010 000 litres de lait par jour. Puis commencent la baisse saisonnière de production. En 1975, de fin mai à la première semaine de juillet, on était « descendu » à 750 000 litres de lait par jour. Cette année, on tombe à 650 000 litres de lait. Globalement, la situation n'apparaît pas trop grave. Les chiffres transmis aux services départementaux de l'agriculture ne font état que d'une baisse totale de 2 % de la collecte en juin : les fortes quantités ramassées les premiers jours du mois compensent presque complètement les pertes des deux dernières semaines.

Chaque jour, on fait 20 % de moins que l'an dernier, et ça paraît s'aggraver », constate M. Ollivier. Dès à présent, la coopérative a dû prendre des mesures : le rythme des tournées de ramassage a été modifié, l'usine de déshydratation qui, fournit du lait en poudre, l'Ucalox, a été fermée, la personnel mise en congé. Le directeur de l'établissement préfère éviter l'évocation d'une mise au chômage technique d'une partie des employés.

Les dirigeants de la coopérative concentrent la discussion sur des questions techniques. Le ramassage du lait d'abord. Le chasseur et la bafasse de tension du courant électrique ont quelquefois fait défoncer les moteurs des tanks de refroidissement du lait à la ferme. Et celui-ci a causé dans les cuves.

On attendait la pluie pour le lendemain

L'organisation de la production, ensuite : si la baisse de la collecte se devant un choix difficile. On bien maintenir la distribution de lait de consommation, qui peut se concevoir comme un service public... mais qui n'est guère rentable pour le groupe, ou bien poursuivre la production de produits frais — yaourts, crèmes, desserts — qui sont beaucoup plus rentables, et dont la demande augmente d'ailleurs avec la chaleur. Il y aurait bien une solution pour ménager les stocks de lait en poudre. « Mais si cela est conseillé pour les pays sous-développés, c'est interdit chez nous. »

Autre problème : l'application prochaine d'un règlement européen fixant à 36 grammes, contre 34 actuellement, la quantité de matières grasses que doit contenir un litre de lait de consommation. Cette décision est prise à un moment où il s'agit de réduire les excédents de matières grasses dans la C.E.E. Sa mise en œuvre arrive comme çaheur sur la soupe : avec un régime alimentaire normal les vaches peuvent facilement donner un lait de cette qualité, mais avec le régime actuel, pour obtenir 36 grammes de matières grasses par litre, il faudra vraisemblablement « graisser » le lait avec du beurre dont les stocks ne sont pas très importants aujourd'hui.

— Et si vous aviez pu prévoir ? — Ah ! Si... On aurait stocké plus

de poudre de lait au lieu de la vendre à l'intervention. On aurait... Mais personne n'y a vraiment cru. En agriculture, ceux qui se précipitent se font souvent contraindre par la nature. Il y a un dicton qui dit : « Il faut neuf mois pour faire un vau. » Alors, les paysans ont attendu la pluie pour le lendemain. »

Dans la vallée de Seine plaine d'alluvions entre Rouen et Le Havre — ils l'attendent depuis avril. Un conseiller de la chambre d'agriculture a fait le compte : sur 10 kilomètres, à droite et à gauche du fleuve, la production a globalement baissé de 80 % ; la perte de revenu à l'hectare est en moyenne de 3.500 F dans vingt-trois communes. Une facture d'au moins 35 millions de francs. Les secours financiers pour tout le département ne dépassent guère 1 million de francs.

En vérité, on n'a vu l'ampleur du problème que tardivement. Le groupement de développement agricole qui s'est constitué depuis quelques mois sur les communes de Duclair, Grand-Couronne, Maromme et Pavilly, pour sortir la vallée de la routine, ne met pas la sécheresse à son ordre du jour que le 17 juin. Ce jour-là, le groupe présidé par M. Savat fait deux propositions : créer une pépinière de choux pour remplacer les graminées des champs ; semer des blés. Pour cela, il faudrait acheter des bœufs d'arrosage, trouver des camions et une cinquantaine de personnes pour faire le travail. Un nouveau rendez-vous est pris pour le 23 juin afin de savoir si les agriculteurs du groupement sont d'accord. Les organisateurs attendent quarante à cinquante personnes. Il en vient plus de deux cents.

L'ambiance est houleuse. Certains demandent l'aide immédiate du pouvoir et de l'armée. Mais quelle aide ? Pour quel faire ? L'assemblée manque de s'enliser dans une querelle politique. Finalement, on accepte de faire la pépinière de choux. Et, une heure après la réunion, sur un coin de trottoir, M. Savat et quelques autres décident d'entreprendre l'ensemencement de 17 hectares de blé. Mais cela ne représente pas grand-chose, quelques jours de répit pour les deux cent cinquante agriculteurs concernés, qui possèdent environ quinze mille bovins, dont six mille vaches à nourrir. Pendant neuf mois, s'il ne pleut pas avant le 14 juillet, il faut donc trouver de la paille, en remplacement. Les responsables syndicaux communaux sont convoqués pour le samedi suivant (28 juin). Ils doivent apporter la liste des éleveurs ayant besoin de fourrage et s'engager à en acheter. Pendant ce temps, l'équipe formée par M. Savat autour d'un conseiller agricole, M. Catherine, trouve de la paille à Draux, à Mantes, à Saint-Etienne-du-Rouvray, à Péroche... Et, dès le 1^{er} juillet, il organise le ramassage.

Pendant que les femmes restent à la ferme pour faire le travail quotidien, les hommes partent dans les champs de la Somme, du Vexin, de l'Oise et du Val-d'Oise ramasser la paille derrière les moissonneuses-batteuses. Ils se servent de leur propre matériel pour faire le bottelage, car, dans les régions de grande culture, la paille est désempalée enfouie après la moisson. Puis il faut trouver des transporteurs : au mieux un camion n'emporte que 8 tonnes de paille d'un coup. Au total, le groupement constitué à Duclair a ramassé quelque 3 500 tonnes de paille. Cela permet de tenir en survie trois mille vaches jusqu'en avril. Prochain, certains agriculteurs de la vallée ont reçu en outre des bananes de la Guadeloupe (le Monde du 9 juillet) ce qui permettra encore de nourrir un millier de bêtes, si l'ensemencement des fruits est réalisé dans de bonnes conditions. Mais, pour les seuls éleveurs du groupement, il reste encore dix mille bêtes dont la nourriture n'est pas assurée. Combien tiendront jusqu'au printemps ?

ALAIN GIRAUDO.

Prochain article :

ON N'A PAS OSÉ LEUR DIRE...

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03	L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Offres d'emploi "Placards encadrés"			Achat-Vente-Location	32,00	37,36
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	EXCLUSIVITES		
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
CAPITAUX OU			(chaque mercredi et chaque vendredi)		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89			

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional

CHEF DE PRODUCTION

Je suis Directeur Technique de la Société GOSSENS filiale d'un important groupe multinationnel possédant une image de prestige dans la création, l'impression et la réalisation de l'emballage.

Dans le cadre d'une rapide expansion, mon Président m'a chargé de recruter un CHEF DE PRODUCTION expérimenté d'occuper dans les années à venir un poste de plus haute responsabilité.

Il sera mon "bras droit" et aura la responsabilité d'animer l'équipe des cadres et agents de maîtrise, d'organiser la production et d'assurer la qualité et la productivité d'une unité de 350 personnes.

Il disposera d'une large délégation de pouvoir.

Je le vois dynamique, tenace, ambitieux, diplômé d'une école d'ingénieurs ou équivalente, ayant une expérience réussie en production d'au moins 5 ans ayant la connaissance de la langue anglaise.

Ce poste est à pourvoir dans l'agglomération LILLOISE. La rémunération intéressante un candidat de valeur.

Les candidatures avec CV et photo d'identité sont à adresser à :

GOSSENS S.A.
395, rue de la Gare de Gaulle
MARCOEN BARCEUL 59700

Recherchons CONFIRME
CHEF CUISINE
SECONDS CUISINE
CONFIRMES. Bien rémunérés.
Séjour en France. Poste à pourvoir rapidement.
Centre de ville.
Région-Presse
N° 7 00786 M, 85 bis, rue
Réaumur, Paris-2.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
BRETONNE
DE DISTRIBUTION
recherche
RESPONSABLE
COMPTAB. GÉNÉR.
Titulaire D.E.C.S. ou B.P.
Expérience 5 ans minimum
dans fonction similaire exigée.
Poste à pourvoir immédiatement.
Ecr. n° 7 259 et le Monde + Pub.
5, r. des Italiens, 7527 Paris-9.

autos-vente
Cadre Renault vd R 16 TL
Janvier 1976, 5.000 km.
Tél. : 752-82-63.

Part. vd AUDI 80 G.L.
40.000 km. 1974. Boîte automat.
Transistor. Éclairage élé.
Tél. : 370-27-24.

MARNES-LA-COQUETTE
villa à louer, 11 ch. Meublé.
5 chbres, gd jardin, J. 1976
15 septembre. Tél. 770-25-28.

Nous prions les lecteurs dépendant aux
ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce et l'intensité et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publiée » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite
Ile Saint-Louis. Exception.
Vue sur Seine. Appart. 3 cc.
300.000 F. — Sur place samedi.
Nouveau, de 1970, 100 m²,
5 q. d'Anjou, PARIS 6.
Téléph. 728-27-68.

MARAI, 57, rue de Tournai.
37 m², 2 ch. 120.000 F.
Sam. 11-15 h., lundi 17-19 h.
Séjour, cuisine, 2 ch. 120.000 F.

M^{re} GARE-DE-LYON
100 m², 4 ch., entrée, 2 ch.
L.V. DBLE + chbr., entrée,
vestibule, cuisine, 2 ch.
3.850 F LE M² ascenseur
chauff. cent. 120.000 F.

M^{re} PASSY Vue sur
seine.
Imm. bon stand, 11 ch., 11
s. m², 100 m², 100 m², 100 m²,
vestibule, cuisine, 2 ch. de
bains, office, part. + chbr. service.
5.000 F LE M² ascenseur
chauff. cent. 120.000 F.

Paris Rive gauche
PASTEUR, 61, rue FALGUIÈRE
PIED-À-TERRER, 2 p., 35 m²,
11 ch. Lundi, mardi, 11 à 15 h.
N. ch. 120.000 F. 120.000 F.

M^{re} ODEON Immeuble
caractère
2 p., 35 m², 11 ch., 11 ch.,
prix intéressant, refait à neuf,
7, rue de Tournai, vue dégagée.
Samedi, dimanche, lundi 12-18 h.

TRUCADERO, Paris 14^e. Part.
App. de luxe 400 m²,
vue exceptionnelle sur 3 p.
Pk. 2.400.000 F. Tél. 704-50-70.

SAINT-MANDE, PRES BOIS
Imm. récent, part. vd avec 3 ch.
séjour, 2 ch., conf. cave, grand
bois fermé, 100 m², 100 m²,
Pk. 1.200.000 F. Tél. 328-43-60.

COURBEVOIE, PL. CHARRAS
Imm. en cours de rénovation.
Quelques studios, 2 pièces.
Duplex 3 pièces.
Entièrement équipé, tout conf.
Pour investisseurs.
Locataires assurés.
Loyers garantis par contrat.
Groupe VIDAU, 261-23-25.

TAVERNY F 5 + Box
vis-à-vis Expo. Sud 500
C.F. Tél. H. B. : 960-40-18.

Province
COTE D'AZUR
LE BRUS, 302 m² part. très
pittoresque, 100 m², 100 m²,
terrasse, cave, part.
107.000 F. 107.000 F.

AGENCE MOLLARD
37, rue de la République, 92
8110 SANARY-MER.
PART A PART, de part. vd gd
appartement F 2 très ensoleillé
sur le port de LA SEYNE-SUR-
MER. Vue sur mer de TOULON.
Cuisine et salle de bains
très confort. cent. 120.000 F.
(94) 94-20-22, tous les jours
après 18 heures.

Basin Arcachon entre mer et
forêt pour vacances ou retraite
part. vend. 400 m² part. 74
part. 165.000 F. (54) 82-03-03.

Etranger
MAJORQUE. A vendre studio
meublé, vue unique mer, salle
fin. Prix intéressant.
Téléph. (33) 34-29-45.

locations
non meublées
Offre
Paris
Lour studio tout conf.
Tél. : 346-12-35.
302-45-55.

TOUR TOKYO
24, avenue d'Ivry
580-55-75

fonds de commerce
TABAC JOURNAUX, de 1^{er} ordre,
affaires rentables et splendides à tous
points de vue, cause santé grave
vendeur, 40.000 F. net. DALLÉE,
TROYES. — Téléph. 42-17-34.

Part. vd hôtel-restaurant "NIN"
fonds-murs, à Fontainebleau, au
plus offrant. — Téléph. 42-25-15.

villas
PLESSIS-ROBINSON
Maison neuve, architecture très
originale, env. 160 m² habit.
240 m² j. — Jardin, 160 m²
p. 4 p., 4 ch., 4 s. m², 4 s. m²,
Pk. 750.000 F. V. 1976, 44, rue
du Progrès, 93410-DIM. 1976 h.

مكتبة النجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. APRES L'OPERATION
FENTERIE
- 2-3. PROCHE-ORIENT
3. ASIE
- 3-4. EUROPE
- LIBRES OPINIONS : « Par-
lement européen : des ma-
jorités d'idées », par René Feit.
4. POLITIQUE
- La fin des travaux parlemen-
taires.
6. DEFENSE
- M. Bourges et la dissuase
nucléaire.
8. MEDECINE

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 A 14

- Au fil de la semaine : « La
moto, c'est dangereux », par
Pierre Vianon-Ponté.
- Lettre de Honolulu, par Jac-
ques Decroix.
- Revue des revues, par Yves
Florence.
- La vie du langage, par Jacques
Collet.
- RADIO-TELEVISION : 7 mil-
lions de francs pour un plaisir
de qualité, par Anne Rey ; « La
Grande Fête de 1976 », par
Martin Even ; Il n'y a plus
de pirates en Italie, par Robert
Solé.

14. FEUILLETON
- 15-16. ARTS ET SPECTACLES
- THEATRE : deux directeurs
commentent les restrictions.
17. JUSTICE
17. SPORTS
- TENNIS : la grande mière
du double français.
17. SOCIÉTÉ
17. EQUIPEMENT ET REGIONS
- QUIBERON : Borel gogne
contre Bobet.
18. LA VIE ECONOMIQUE
ET SOCIALE
- ENERGIE : la fusion de la
S.N.P.A. et d'Elf-Erap est
accomplie.
19. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (9 à 12)
- Annuaire classé (18) ; Au-
jourd'hui (10) ; Carrel (10) ;
« Journal officiel » (10) ; Mé-
térologie (10) ; Mots croisés (10).

Le numéro du « Monde »
daté 10 juillet 1976 a été tiré
à 527 185 exemplaires.

La nouvelle collection
« LE CORPS A VIVRE »
dirigée par le Dr. Jacques Domergue

MING-WONG
La
Médecine chinoise
par les Plantes

49 F.

TCHOU

BÈGUES

Depuis 1938, les découvertes d'un
Ancien Bègue, réduisent le bégaiement
à tout âge. Ecr. Pr. M. Boudet,
185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

LES SOLDES

men sport
16 RUE DE SEVRES
L'HABILLEUR DE L'HOMME
VALENT UN DETOUR

A B C D E F G

Le chef de l'Etat préside une revue navale entre Nice et Toulon

Embarqué à bord du porte-avions Clemenceau qui portera la marque du président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing présidera, dimanche 11 juillet, une revue navale à laquelle participeront vingt-huit bâtiments

M. SANGUINETTI : un show de variétés.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a accordé au Journal de Genève une interview contenant des propos fort critiques à l'égard du président de la République. Dans ses éditions de vendredi 9 juillet le quotidien suisse publie, en effet, les déclarations suivantes : « Etre gauchiste en 1976, c'est reconnaître le droit de refuser de critiquer la politique du président. Je ne soutiens pas du tout l'action de M. Giscard d'Estaing parce que j'estime que la politique conduit la France vers des malheurs. Il n'a pas l'étoffe d'un chef d'Etat. Son problème est, contrairement à de Gaulle, il ne suppose pas la moindre critique ».

A propos de la mesure disciplinaire frappant son frère, l'amiral Antoine Sanguinetti, l'ancien secrétaire général ajoute : « Cette mesure est la marque d'un régime faible (...) Je suis affligé par la lamentable spectacle qui nous a été offert par le président de la République ».

Vendredi, M. Alexandre Sanguinetti se trouvait à Toulon (il a l'intention d'être candidat dans la 4^e circonscription du Var, lors des prochaines élections législatives). A nouveau interrogé sur la radiation de son frère, il a estimé que cette décision constituait « une erreur politique » et une « faute morale ». « En 1970, ait-il dit, les militaires censurés par le pouvoir ont été exécutés ; idem en 1940. En 1914, il a fallu en tuer cent soixante. Si l'on a une telle « proximité », on ne trouve pas de place devant le même problème ».

Evocant la revue navale du 11 juillet, l'ancien secrétaire général de l'U.D.R. a déclaré : « J'ai participé à une revue navale, avec le président Georges Pompidou et mon frère. C'est une raison de plus pour que je n'assiste pas à celle-ci, d'autant plus qu'elle risque de prêter à l'Etat un show de variétés. Dans la mesure où Toulon est port de guerre depuis Richelieu, je trouve étrange qu'on en fasse un élément d'un « corso fleuri » ».

« Le président de la République a adressé vendredi 9 juillet à M. Walter Scheel, président de l'Allemagne fédérale, un télégramme de condoléances pour la mort de l'ancien président Heine- mann, « grande figure de la démocratie allemande ».

session de septembre

Préparation par matière groupée : Droit, Sc. Éco., Lettres, Langues, etc.

DROIT, SC. ÉCO.

1^{re} et 2^e années : 5 cours - 3 opt.

CEPES

Établissement Libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 NEUILLY
722-44-94 ou 745-09-19

AU SUD DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

A louer :

SUPERMARCHÉ - Sup. 2000 m²

CENTRE FRONTIERE
BELGE - FRANÇAISE

Autorisations luxembourgeoises
mises à disposition

GRAND PARKING

Ecrire sous n° 10.136 « LE MONDE » Publ., qui transm.

Nouvel attentat en Italie

UN MAGISTRAT EST ASSASSINÉ A ROME

Rome (A.F.P., Reuter). — En sortant de son domicile, samedi 10 juillet au début de la matinée, M. Vittorio Occorsio, substitut du procureur de la République, a été tué à coups de mitraillette par deux hommes qui circulaient en voiture. Ils ont refusé d'expliquer.

M. Vittorio Occorsio avait récemment participé à l'investiture officielle du nouveau gouvernement italien. Un tract signé de l'un d'eux, l'Ordre nouveau, a été trouvé dans son véhicule.

Le procureur général de Gênes, M. Francesco Coco, avait été assassiné le 3 juin (« Le Monde » du 10 juin). Ce meurtre avait été attribué aux « Brigades rouges ».

En Angola

LE PRÉSIDENT NETO A CONFIRMÉ LA CONDAMNATION A MORT DE QUATRE MERCENAIRES

Le président angolais Agostinho Neto a confirmé, vendredi 9 juillet, la condamnation à mort de quatre mercenaires prononcée le 28 juin par le tribunal révolutionnaire de Luanda. « Il est impératif que les activités des mercenaires soient bannies une fois pour toutes de notre planète », a affirmé M. Neto, qui a ajouté : « Nous appliquons la justice en Angola non seulement au nom de notre peuple, mais aussi au nom des peuples frères du monde contre lesquels l'impérialisme prépare de nouvelles agressions ».

Il n'a pas précisé la date à laquelle Costa Georgiou, alias John Barker, tous trois sujets britanniques, et Daniel Garbarr, un Américain, seront fusillés.

Cette décision a provoqué une vive émotion en Grande-Bretagne, où l'on déplore que l'Angola n'ait pas tenu compte de l'avis des puissances alliées.

Aux Etats-Unis, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que le président Ford était « ému » et avait reconnu « tous les moyens en sa disposition » pour faire revenir M. Neto sur sa décision. — (A.F.P., Reuter.)

Les interdictions professionnelles en Allemagne fédérale

M. Mitterrand : le président de la République a une fâcheuse propension à exporter ses polémiques

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, relève, dans sa chronique « Ma part de vérité », publiée dans l'Unité datée 9-15 juillet, les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait déploré, à Hambourg, les campagnes menées en France contre le principe des interdictions professionnelles en Allemagne fédérale. Il écrit : « Primo : il semble que le président de la République ait une fâcheuse propension à exporter ses polémiques et à rendre fâcheux des affaires françaises. C'est ainsi que les Américains ont eu la première de ses réflexions sur sa propre capacité à remplir son mandat et l'exclusivité de son projet militaire au Liban. Au tour, maintenant, des Allemands d'assister à une passe d'armes dont ils ne sont que les témoins ».

Densité : il n'y a pas de « politique intérieure ni de domaine réservé pour le droit des gens. Ne remonçons pas au-delà des frontières nationales. Les mitraillettes d'Afrique du Sud, politique intérieure ? Les assassinats d'Argentine, politique intérieure ? Les otages d'Ouganda, politique intérieure ? Selon la doctrine Giscard, il faudrait donc se taire, à moins que l'on ne soit bantou ou patagon ? Comme il fallait se taire auparavant sur les camps du Chili ou les crises d'U.R.S.S. ? Sans doute, n'est-ce pas de la commune mesure entre ces crimes et les procédés que j'ai dénoncés dans la fonction publique d'Allemagne fédérale. Gardons le sens des proportions. Sans doute, le président de la République trouve-t-il, dans le principe qu'il oppose, une excuse commode à ses réticences à s'engager avec Franco, d'aujourd'hui avec le dictateur brésilien, aux ventes d'armes à Tripoli, de centrales nucléaires à Tchernobyl, à l'aide financière à Pinochet ».

Tertio : si le gouvernement est, comme l'observe excellemment M. Giscard d'Estaing, « seul qualifié pour exprimer le point de vue de la France, que penser de ses silences ? »

N.D.R. — M. Giscard d'Estaing avait notamment déclaré : « Je n'approuve pas les initiatives qui sont prises pour intervenir dans la politique intérieure des autres. Le gouvernement veut qu'il soit possible de porter le point de vue de la France, ne s'associe pas aux critiques qui ont pu être portées ici ou là concernant telle ou telle attitude ou pratique de l'Allemagne fédérale ».

« Le Danemark et l'U.R.S.S. viennent de signer de nouveaux accords de coopération économique, technique et scientifique. Ils doivent permettre à l'U.R.S.S. de devenir sous peu parmi les pays de l'Est le premier partenaire économique du Danemark — place occupée jusqu'ici par la Pologne. Ces deux dernières années, les échanges entre les deux pays ont déjà beaucoup progressé (plus de 15 % en 1974 et plus de 35 % en 1975) atteignant une valeur de plus d'un milliard de francs. — (Corresp.)

« Un attentat à l'explosif a été commis ce samedi matin, 10 juillet, contre le siège de l'Organisation Brn Svith, représentant la communauté brive américaine, 21, boulevard de Strasbourg, à Paris (10^e).

Le roi Juan Carlos demande aux ministres « d'étudier en profondeur les aspirations du peuple »

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le programme du nouveau gouvernement espagnol présidé par M. Adolfo Suarez sera sans doute connu le 14 ou le 15 juillet. Aucun communiqué n'a été publié vendredi 9 juillet, à l'issue de la première réunion du nouveau cabinet, sous la présidence du roi Juan Carlos, mais la presse espagnole de samedi relève avec satisfaction les termes de l'allocation du souverain aux ministres. Il les a invités « à prendre des décisions politiques et économiques » après avoir « étudié en profondeur les aspirations du peuple espagnol ». « Faites en sorte », a déclaré Juan Carlos, que la participation de tous dans la détermination de notre avenir politique soit possible ».

C'est donc avec un certain optimisme qu'il tranche sur les fortes réserves des jours précédents que les milieux politiques attendent les premières décisions du gouvernement. Le fait que la rédaction du programme ait été confiée à MM. Martín Villa (Intérieur), Marcelino Oreja (Affaires étrangères) et Landelino Lavilla (Justice), trois nouveaux ministres que l'on dit particulièrement disposés à accélérer la réforme, est considéré « comme un bon indice ».

A Barcelone, les dirigeants du parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C., communiste), ont pu se

réunir publiquement avec une centaine de journalistes locaux, à l'occasion d'un déjeuner puis, pour la première fois, dans un cinéma. En revanche, la manifestation qu'ils comptaient organiser prochainement dans un lieu public de la capitale catalane n'a pas été autorisée.

Autre initiative : M. Marcelino Oreja est à Vienne ce samedi, pour tenter de relancer l'ouverture à l'Est de l'Espagne et poser de nouveaux jalons pour l'établissement de relations diplomatiques avec certains pays de l'Est européen.

Enfin, la commission nationale des grévistes des postes a décidé samedi matin de lancer un appel à la reprise du travail. La commission a accompli sous la nuit les dernières propositions faites par l'administration : hausses de salaires limitées, pas de représailles et reconnaissance implicite des délégués élus par le personnel. C'est une victoire pour les postiers. — M. N.

« M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, se rendra les 15 et 16 juillet à Moscou afin de signer avec son homologue soviétique, M. Gromyko, un document sur la prévention du déclenchement accidentel des armes nucléaires », a annoncé vendredi 9 juillet le ministre des affaires étrangères (« Le Monde » du 10 juillet).

LA 30^e SESSION DU COMECON

Des programmes de coopération à long terme seront élaborés pour l'énergie et les matières premières

De notre correspondant

Vienne. — Le Conseil d'aide économique mutuelle a terminé, vendredi 9 juillet, à Berlin sa trentième session.

L'intégration économique a été au centre des débats qui ont porté sur les matières premières, la création d'un réseau électrique commun, l'industrie mécanique et les transports. « Dans les secteurs importants de la production matérielle », a été énoncé le thème de la coopération devant désormais être élaborés pour des périodes de dix à quinze ans. Le cadre des plans quinquennaux est jugé trop étroit.

Le communiqué fait état de « l'atmosphère d'amitié de coopération dans un esprit de camaraderie et de complète identité de vues sur les problèmes évoqués ». Mais on a observé des nuances dans les points de vue des différentes délégations sur l'étendue ultime à assigner à l'intégration économique. M. Todorov, premier ministre de Bulgarie, a estimé que la situation actuelle « appelle un rapprochement graduel et une unification des mécanismes de gestion des économies nationales ». M. Manescu, chef du gouvernement roumain, a tracé les limites d'une telle

intégration en déclarant que si la Roumanie approuvait le principe de la coordination des plans, celle-ci devait être réalisée, pour les principaux domaines tout au moins, « suffisamment tôt afin que les résultats en soient appréciés par les pays membres au moment du prochain sommet de leurs plans nationaux ».

Le problème des relations avec la C.E.E. a été évoqué par M. Bakov, président du Gosplan soviétique, a déploré, dans une conférence de presse vendredi soir, que Bruxelles n'ait toujours pas répondu aux propositions du Comecon de février dernier. Si tous les chefs de délégation se sont félicités de la « supériorité » du Comecon sur l'Europe communautaire en crise, le premier ministre polonais, M. Piotr Jaroszewicz, s'est fait, lui, l'écho, implicitement, des récentes difficultés de son pays. La coopération dans les secteurs des biens industriels, des produits agricoles et des denrées alimentaires « recet à nous, une importance particulière, étant donné que nous accordons la priorité à la satisfaction accélérée et complète des besoins matériels de la population », a-t-il affirmé. (Interim.)

Inquiétude en Guadeloupe après le regain d'activité du volcan de la Soufrière

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, qui était à la Martinique, a avancé de quelques jours le voyage qu'il devait faire à la Guadeloupe. Il est arrivé le vendredi 9 juillet à Pointe-à-Pitre. Il étudiera la situation créée par l'activité du volcan de la Soufrière, notamment les problèmes d'hébergement et de ravitaillement des réfugiés, et en rendra compte au président de la République.

A Paris, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a précisé que toutes les précautions étaient prises, tant en métropole qu'à la Martinique, pour envoyer en Guadeloupe les renforts indispensables. Ainsi, cent soixante-quatre pompiers de Paris sont-ils prêts, depuis le 8 juillet, à partir pour la Guadeloupe avec du matériel permettant, le cas échéant, de repérer et de dégager des victimes enfouies sous des décombres.

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Dans la nuit du 7 au 8 juillet, une faille s'est ouverte sur les flancs de la Soufrière, qui donne depuis le mois de mars des signes d'activité (« Le Monde » daté 23-24 mai). Par cette faille ont eu lieu, jeudi 8 juillet, en début de matinée, des émissions de cendres et de vapeurs sulfureux ainsi que des projections de pierres d'un poids de 4 à 5 kilos dans un rayon de 200 à 400 mètres. En moins d'une heure, toute la région proche du volcan, notamment les communes de Saint-Claude, Baillif et Vieux-Habitants, a été recouverte de cendres, tandis que l'air était imprégné par une odeur de soufre. Très rapidement, une grande partie de la population prise de panique s'est réfugiée à Grande-Terre, sur l'autre partie de l'île.

Le préfet de région, M. Jean-Claude Aurousseau, a cependant indiqué que la situation n'était pas, pour le moment, le déclenchement de l'alerte numéro un du plan ORSEC, le département se trouvant seulement en « pré-alerte ».

Les malades hospitalisés dans la région de Basse-Terre ont été évacués, dès le jeudi 8 juillet, sur Pointe-à-Pitre par trois bâtiments de la marine nationale et des moyens de transport collectifs. Le personnel des directions départementales de l'action sanitaire et sociale et de l'équipement a été réquisitionné.

D'après les dernières indications données par M. Michel Feuillard, responsable du laboratoire guadeloupéen de l'Institut de physique du globe de Paris, il semblerait que la crise volcanique actuelle ne soit qu'une crise du type de celle de 1966. Cette crise ne s'était traduite que par une pluie de cendres et par de petits tremblements de terre.

M. Feuillard a indiqué que les cendres remuées avaient été envoyées à Paris aux fins d'analyse. M. Tasseff est attendu à la Guadeloupe. Tout en continuant à émettre des gaz, la Soufrière semblait, vendredi 9 juillet, avoir retrouvé un calme relatif, mais de nombreux problèmes restent encore à résoudre, en particulier celui de l'hébergement des réfugiés.

مكتبة الأمل